

# PRÉPADALF



Prof

Livret

**Transcriptions, plans, corrigés**

# PRÉPADALF



Livret

**Transcriptions, plans, corrigés  
et lexique traduit**

Trait d'uniOn



# Transcriptions

# 1 Santé et alimentation

## Exercice 1

**Animateur** — Entre 2017 et 2018, le nombre de cas de rougeole a pratiquement doublé sur la planète. Une situation qui inquiète les organisations internationales comme l'Unicef ou l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé qui, le mois dernier, a tiré la sonnette d'alarme. États-Unis, Ukraine, Philippines, Brésil, Israël, Géorgie, Italie : la liste est longue des pays où cette maladie est en recrudescence. Et pourtant, la plupart sont des pays dits développés où l'accès au vaccin « sûr, efficace et peu coûteux » n'est plus un problème sauf que, précisément, ce vaccin inquiète. Accusé de provoquer l'autisme ou des maladies auto-immunes, d'être « contre-nature », les mouvements de défiance et de scepticisme face aux vaccins se propagent. De l'Europe aux États-Unis en passant par le Pakistan, qui sont les personnes qui véhiculent ces rumeurs maintes fois réfutées ? Quels sont leurs arguments ? Comment réconcilier le monde scientifique et le grand public pour éviter les épidémies ? Les États doivent-ils obliger la vaccination ou convaincre les populations, au risque d'accroître la méfiance ? Pour évoquer toutes ces questions, deux invités. D'abord, avec moi, ici, en plateau, à Paris, Lucie Guimier, bonjour !

**L. G.** — Bonjour !

**Animateur** — Merci beaucoup d'être avec nous. Vous êtes géographe, auteure d'une thèse sur les enjeux du refus vaccinal, et puis, avec nous, en duplex de Dijon, Françoise Salvadori, bonjour !

**F. S.** — Bonjour !

**Animateur** — Merci infiniment d'être avec nous ce matin. Vous êtes docteur en immunologie, maître de conférences à l'université de Bourgogne et co-auteur avec Laurent-Henri Vignaud de *Antivax : la résistance aux vaccins du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours* qui était paru aux éditions Vandémiaire, qui vient de paraître. Alors, je vais commencer avec vous, tiens, Françoise Salvadori, le 14 février dernier, l'Organisation mondiale de la santé lance un cri d'alarme en indiquant qu'à la mi-janvier près de 229 000 cas de rougeole avaient été détectés dans le monde en 2018, contre environ 170 000 pour l'année 2017. Donc, on voit un peu cette recrudescence très importante quand même. Que vous inspire-t-elle justement, cette recrudescence et jusqu'où est-ce qu'on peut corrélérer l'augmentation de cas de rougeole au refus des populations de se faire vacciner, parce qu'après tout, il peut y avoir plein d'autres facteurs qui rentrent en ligne de compte, Françoise Salvadori ?

**F. S.** — Oui, alors pour la rougeole, il n'y a pas tant que ça de facteurs, parce que finalement, l'OMS estime sur des chiffres tout à fait fiables, que la mortalité de la rougeole a diminué de 84 % entre 2000 et 2016. Avec des chiffres pareils, en fait on a à peu près évité 20 millions de morts. Alors, il faut savoir que la rougeole est surtout grave dans les pays, enfin, est particulièrement grave dans les pays pauvres quand elle se conjugue avec malnutrition, mauvais état, absence d'antibiotiques, pas d'hôpital sur place, etc. Mais de toute façon, cette maladie était tout près d'être éradiquée, elle a même été déclarée éradiquée sur certains continents pour l'OMS. Et, ce n'est pas l'hygiène. Personne ne peut dire qu'avec l'amélioration de l'hygiène, on va se débarrasser de cette maladie ; ce n'est pas un problème d'hygiène. Il y a que la vaccination. Et à chaque fois que la vaccination baisse, la maladie remonte.

**Animateur** — Oui, Lucie Guimier, c'est intéressant parce que la rougeole, c'est une maladie qui est particulièrement contagieuse, et si un enfant n'a pas été vacciné contre la rougeole, a priori, il y a de très fortes chances pour qu'il n'ait reçu aucun vaccin, donc, au fond, la rougeole, c'est une sorte de baromètre antivaccin, Lucie Guimier.

**L. G.** — Oui, bien sûr, je pense que la rougeole peut être vue comme un baromètre de la confiance des populations envers leur gouvernement ou leur État. Et le vaccinoscepticisme touche évidemment des populations bien différentes, selon les pays ou les régions concernées, et il est intimement lié, justement, au contexte social et politique des territoires touchés par ces épidémies de rougeole.

**Animateur** — Alors, est-ce que ça veut dire que, compte tenu de cette augmentation, on est dans une situation, effectivement, et bien les mouvements antivaccin sont en train de percer dans le monde, en tout cas, ils ont toujours été là, mais ils sont de plus en plus forts, et comment le comprendre ?

**L. G.** — Tout est différent selon les contextes étudiés. Là, on peut parler justement de ce qui se passe actuellement à New York, où il y a une épidémie de rougeole très importante dans une communauté juive orthodoxe. Alors, beaucoup de personnes ne sont pas vaccinées dans cette communauté-là, ce qui a permis la réintroduction de cette maladie. Et ce n'est pas forcément pour des raisons seulement religieuses, je dirais. Cette épidémie a été importée d'Israël, notamment de Jérusalem, où elle était très importante à l'automne dernier, jusqu'aux États-Unis, et, en fait, on sait que cette épidémie, s'est diffusée dans cette population qui vit dans l'entre-soi en fait, c'est la vraie problématique des épidémies de rougeole, c'est quand elles arrivent dans des poches de populations pas assez vaccinées, où elle peut se répandre plus aisément, et ce qu'on a appris récemment, c'est qu'il y avait eu des campagnes de désinformation auprès de cette population juive orthodoxe à New York...

**Animateur** — On reviendra sur ce cas particulier de New York pour évoquer évidemment la question de l'obligation vaccinale. Faut-il ou pas obliger les gens à se faire vacciner ? Françoise Salvadori, est-ce qu'aujourd'hui on peut dire que ce mouvement anti-vaccinal, il est global, ou est-ce que quand même il faut regarder un petit peu les choses au cas par cas, continent par continent, pays par pays, ou est-ce que, en première approximation en tout cas, c'est un phénomène global, Françoise Salvadori ?

**F. S.** — Alors, c'est sans doute un phénomène global, parce qu'enfin, on y reviendra aussi, mais évidemment, Internet a un énorme rôle à jouer. Mais, d'abord sur la rougeole, je voudrais quand même dire que les enfants surtout meurent de la rougeole actuellement dans le monde parce qu'ils n'ont pas accès au vaccin. Donc en fait, il y a à la fois un problème sanitaire de pays pauvres, on pourrait dire, et un problème de pays riches qui est cette diffusion de rumeurs sur le danger, le risque de stérilité, le risque d'autisme, tout ça, toutes ces rumeurs.

**Animateur** — Françoise Salvadori, est-ce qu'on peut essayer de faire une petite typologie des arguments des anti-vaccinaux ?

**F. S.** — Alors, on a regardé, nous, depuis, sur le temps long, et en fait, on se rend compte que les arguments, on peut les classer en quatre grandes catégories pour faire très simple : les arguments religieux, et, en fait les religions sont assez ambivalentes mais ça peut être des arguments forts, en tout cas mis en avant comme tels. La deuxième catégorie, c'est les gens, et ça c'est très fréquent actuellement, c'est l'appel à la nature, c'est une confiance immodérée dans la nature, en pensant « de toute façon la nature fait bien les choses et pourvoira à tout ». La troisième façon de considérer la vaccination, c'est d'inventer une espèce d'alterscience ou de s'imaginer que, finalement, les scientifiques n'ont pas, à la fois n'ont rien découvert, mais aussi ont finalement des armes qu'on peut réutiliser à sa sauce pour démonter les vaccins ; donc, c'est les hypothèses et les arguments alterscientifiques, on peut dire comme ça. Et puis, enfin, tous les arguments liés à la politique, donc les rapports du citoyen avec l'État, surtout quand l'État oblige à la vaccination. Les études sociologiques en France sont quand même assez rares pour le moment, je dirais que ce n'est pas complètement abouti. Il semblerait qu'en France, on ait plutôt un profil sociologique *middle class*, bac+2/bac+3, et peut être moins chez les gens vraiment riches et très éduqués. C'est très difficile de faire un parallèle, mais finalement, les gens qui sont plutôt antivax, en France, actuellement, globalement – c'est très très difficile d'avoir un discours global – mais c'est assez typiquement des enseignants, des enseignants du primaire, du secondaire même, et des infirmières, des gens qui pensent pouvoir analyser ce qu'ils lisent sur Internet, se faire eux-mêmes une opinion.

Extrait de *Cultures monde*, « Des épidémies et des hommes », par Florian Delorme.  
Émission diffusée le 15 avril 2019 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

- Françoise Salvatori** — C'est frappant, depuis le début de cette crise, le discours politique s'appuie sur la science, bien sûr, mais il s'abrite aussi derrière elle.
- Journaliste F. S.** — Alors comment la relation entre les médecins et les gouvernants en est-elle arrivée là ?
- F. S.** — Alors, deux explications. La première, la plus simple : nécessité fait loi. On fait appel aux chercheurs parce qu'ils sont compétents, face à cette crise inédite, bien sûr. Mais à mon sens, ce phénomène illustre aussi le formidable discrédit qui frappe la parole politique. Si le dirigeant s'abrite derrière le médecin, c'est parce qu'il sait que ce dernier sera davantage cru, davantage écouté, et davantage suivi. On garde d'ailleurs en mémoire cette supplique du ministre de la Santé à la télévision. Olivier Véran demandait aux Français de respecter les gestes-barrières... Avant d'ajouter cette phrase stupéfiante à l'adresse des téléspectateurs : « si vous ne m'écoutez pas moi, écoutez au moins les soignants qui préconisent ces gestes-barrières contre l'épidémie ». Le langage politique qui appelle à la rescousse le langage scientifique, comme si le premier était devenu inaudible, comme si le second était devenu infaillible.
- Journaliste F. S.** — Bon, mais qu'est-ce qui vous gêne là-dedans, Frédéric ?
- F. S.** — C'est vrai, on pourrait se dire : « très bien, c'est un juste retournement des choses, après tout ». Pendant des années, le politique a monopolisé la parole, de préférence sur des sujets qu'elle ne maîtrisait pas toujours. On pense à ces ministres passés des Finances à la Défense et de l'Agriculture aux Sports. Ouf, enfin un peu de rationalité. Sauf que, sauf que... ce n'est, en fait, pas si rationnel, si on y réfléchit. D'abord, parce que le cliché du politicien qui serait « forcément tordu » et du scientifique qui serait « forcément pur et parfait » est, bien sûr, inexact. Les chercheurs, les médecins ne vivent pas en dehors du monde. Et parmi les hauts scientifiques, conseillers du pouvoir, il serait candide d'imaginer qu'il n'existe pas d'affects, pas de phénomène de cour, pas d'affrontements de personnes ou d'écoles de pensée... bref, ce cliché vole en éclat. Ensuite, c'est un mauvais calcul, parce que le discours scientifique lui aussi souffre de remises en cause, lui aussi souffre de la défiance qui touche les élites. Ce que certains appellent déjà le « populisme médical ». Avoir un diplôme de médecin et une blouse bleue n'est pas suffisant, n'est plus suffisant pour être cru sur parole.

Extrait de l'émission *Le Billet politique*, « Covid-19 : les scientifiques au pouvoir », par Frédéric SAYS.  
Émission diffusée le 3 mars 2020 sur France Culture.

### Document 2

- Animatrice** — Les aliments bio sont plébiscités par les consommateurs français qui craignent les pesticides. Plusieurs études scientifiques leur donnent raison. Un lien a été établi, par exemple, entre l'exposition aux pesticides et la maladie de Parkinson. Les pesticides sont aussi suspectés d'être à l'origine de certaines formes d'autisme. Des chercheurs de l'Inserm ont découvert, et c'est une première mondiale, que manger bio diminue les risques d'obésité et de surpoids. Les scientifiques ont travaillé à partir des questionnaires remplis par les dizaines de milliers de personnes de la cohorte Nutrinet santé, constituée en 2009 par, entre autre, l'Inserm et l'Inra. Deux études ont été menées : une première en 2013, et une seconde qui a été publiée récemment. Denis Lairon, un des auteurs de l'étude :
- D. L.** — Dans la première étude, publiée en 2013, sur 54 000 personnes, on a montré que séparément, chez les hommes et chez les femmes, le fait de manger régulièrement des aliments bio réduisait le surpoids mais aussi l'obésité d'environ 50 %.
- Animatrice** — La moitié des aliments d'origine végétale, en France, contiennent des résidus de pesticides auxquels les consommateurs sont exposés tous les jours, à de faibles doses certes, mais à chaque repas. Un consommateur de produit non-bio peut ingérer, à travers la nourriture, une vingtaine de molécules différentes par jour.

« Question de choix. Les vertus surprenantes des menus bio », par Fabienne Chauvière.  
Diffusé le 14 avril 2018 sur Franceinfo.

# 2 Consommation

## Exercice 1

- Animateur** — Et si la grande distribution disparaissait un jour ? Créé il y a plus de quarante ans, près de New York, le concept des supermarchés dits collaboratifs fait des émules un petit peu partout à travers le monde. En France, des structures commencent à s'organiser dans presque toutes les grandes villes. Alors qu'est-ce qu'un supermarché collaboratif ? Quelle est l'ampleur du phénomène et est-ce surtout l'avenir ? Question conso, signée Vincent Giraldo.
- V. G.** — Brooklyn, à New York. C'est ici, dans ce quartier en pleine mutation et qui s'embourgeoise qu'a été créé ce qui est aujourd'hui le plus grand supermarché collaboratif du monde. Plus de 80 salariés et près de 16 000 membres actifs. De 5 h du matin à 22 h, ce sont principalement des coopérateurs bénévoles qui se succèdent pour faire vivre le lieu. Et c'est exactement le même principe ici à Paris, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, sauf qu'en France, il n'y a pas de salariés. Ce sont uniquement des bénévoles.
- Membre** — C'est un lieu qui est ouvert à l'ensemble des coopérateurs, c'est-à-dire à tous ceux qui prennent une carte d'adhésion à la coopérative, et ça leur permet, effectivement, d'accéder donc à un certain nombre de produits, principalement en circuit court.
- V. G.** — En clair, vous achetez directement au producteur, sans intermédiaires. Pour être membre de ce supermarché collaboratif, et donc faire ses courses ici, il faut payer une cotisation annuelle de 30 euros. L'autre contrepartie pour chaque coopérateur, c'est d'accorder un peu de son temps.
- Membre** — Ce sont à tour de rôle les gens qui font partie de la coopérative qui assurent des permanences, donc on doit assurer trois permanences dans l'année, sur à peu près deux heures, les heures d'ouverture du magasin, puisque évidemment, on n'a pas les horaires d'ouverture exactement comme un supermarché.
- V. G.** — Les 450 coopérateurs qui compte le lieu peuvent accorder plus de temps s'ils le veulent. Par exemple, dans des commissions où sont choisis les produits mis en vente. Le supermarché collaboratif, c'est avant tout un modèle de consommation. Des produits souvent issus de l'agriculture biologique, respectueux de l'environnement. Et à chaque fois une juste rémunération des agriculteurs.
- Membre** — On ne négocie quasiment pas les prix avec les producteurs. C'est un peu aussi notre éthique. Leur prix, à partir du moment où il n'est pas trop élevé, qu'il est correct, on l'accepte tel quel. Bon, après, nous, on est obligé d'appliquer une marge parce qu'on a quand même des charges de structure – bon, on n'a pas de frais de personnel – et, en fait, on applique une marge qui nous permet juste, tout simplement, de rentrer dans nos dépenses de fonctionnement.
- V. G.** — Ici, la marge appliquée est comprise entre 10 et 20 % quand la grande distribution, elle prend entre 25 et 100 % de marge. Résultat ? Dans les supermarchés collaboratifs, les produits sont 10 à 25 % moins chers. Bien sûr, ici on n'y trouve pas les mêmes produits que dans la grande distribution : assez peu de produits transformés. Des supermarchés similaires ont été créés à Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Lille, Nantes, Lyon ou Marseille. Un autre moyen de faire ses courses de façon plus responsable a également émergé sur Internet. « La Ruche qui dit oui », c'est son nom, affirme vouloir créer un système alimentaire juste.
- Fondatrice de la Ruche qui dit oui** — On a créé des outils numériques et une plateforme web, en fait, pour que les producteurs puissent commercer directement avec les consommateurs. Et donc, on a ce qu'on appelle « les ruches » qui sont des marchés éphémères qui s'organisent partout en France et en Europe, où les consommateurs peuvent commander auprès de producteurs locaux.
- V. G.** — Là aussi, l'idée, c'est de supprimer les intermédiaires. Les producteurs sont situés à moins de 250 km du lieu où vous allez consommer. Une démarche très différente de la grande distribution.



- Fondatrice de la Ruche qui dit oui** — Les supermarchés, ils proposent une offre hyper-standardisée ; un supermarché collaboratif, son offre, elle va être définie par les gens qui vont consommer. Donc en fait, ça peut s'appliquer à n'importe quel territoire, en zone urbaine mais en zone rurale. On a tout près de Versailles, dans un tout petit village, une épicerie collaborative qui s'appelle L'épi Castelfortain, ben, les gens ont voulu monter ça parce qu'il n'y avait plus de commerces dans le village, parce qu'ils ne se voyaient plus, et voilà, sur un village de moins de mille habitants, ils ont créé cette épicerie-là et ça fonctionne.
- V. G.** — La Ruche qui dit oui prend également une marge très faible : un peu moins de 17 %. Son modèle n'est pas encore rentable et reste soutenu par des investisseurs. Mais à long terme, pourrait-il réellement faire de l'ombre à la grande distribution ?
- Fondatrice de la Ruche qui dit oui** — La grande distribution elle nous regarde, je pense qu'elle nous observe, mais on est vraiment très loin de lui faire de l'ombre. Par contre, je pense qu'on la questionne, qu'elle se demande un peu comment il faut qu'elle évolue, parce que finalement, c'est pas en proposant cinquante nouvelles marques de yaourt en plus, finalement, que les gens vont plus venir.
- V. G.** — Difficile encore pour ces structures d'égaliser le niveau des volumes de la grande distribution. Mais leur succès est bien réel. En cinq ans, La Ruche qui dit oui a convaincu 160 000 membres qui commandent régulièrement. Mais beaucoup d'autres pourraient bientôt franchir le pas. Son site Internet compte 1 million de personnes inscrites.
- Animatrice A. C.** — Et pour aller plus loin en plateau, on accueille Agnès Crozet, bonjour !
- Animatrice A. C.** — Vous êtes responsable du développement à l'Observatoire Société et Consommation. Est-ce que, selon vous, ces supermarchés collaboratifs sont vraiment l'avenir, on est sur un mouvement de fond ?
- A. C.** — Alors, on est certainement sur un mouvement de fond. Je voyais votre question : *est-ce que c'est la fin de la grande distribution ?* C'est certainement le reflet...
- Animateur A. C.** — Le début de la fin ?
- A. C.** — Pas le début de la fin. Ça montre qu'on est sur une période de grandes mutations, et qu'on en a terminé avec le modèle hérité des années 70, où on était sur de la production de masse, de la distribution de masse et la consommation de masse.
- Animatrice A. C.** — Vous voulez dire que ça reflète pour l'instant un changement d'esprit de la part des consommateurs mais qu'on est aux balbutiements de ce mouvement-là, c'est encore le début ?
- A. C.** — On n'est pas aux balbutiements, ça fait déjà plusieurs décennies qu'on est rentré dans une consommation beaucoup plus individualisée, avec un commerce de précision où, voilà, on n'est plus dans cette volonté de consommer en masse comme son voisin.

Extrait de *La Quotidienne*, « Supermarchés collaboratifs : est-ce l'avenir ? », par Thomas Isle et Maya Lauqué. Émission diffusée le 23 février 2017 sur France 5.

## Exercice 2

### Document 1

- Animateur** — Le Zoom d'Inter qui s'intéresse ce matin aux influenceurs sur les réseaux sociaux. Ce phénomène qui ne vous aura pas échappé surtout si vous avez des ados à la maison : ils, et surtout elles, parlent de mode, de beauté ou que sais-je encore, sur YouTube et Instagram. Ils sont suivis par des centaines de milliers d'abonnés. De plus en plus de marques font appel à eux pour promouvoir leurs produits en lieu et place de la publicité traditionnelle. Reportage : Géraldine Hallot.
- G. H.** — Paola Locatelli est-ce ce qu'on appelle un phénomène générationnel. Les plus de 30 ans n'ont jamais entendu parler d'elle, mais elle fait un carton chez les adolescents. Ils constituent l'immense majorité de ses 1 300 000 abonnés sur Instagram. Nous l'avons rencontrée lors d'une séance photo à Paris.
- P. L.** — Alors, bonjour, moi, c'est Paola Locatelli, j'ai 15 ans et je suis lycéenne, donc je suis en première, à côté, je suis influenceuse sur les réseaux sociaux, donc j'ai commencé quand j'avais environ 12 ans.

- G. H.** — À 12 ans, Paola Locatelli postait des vidéos d'elle sur YouTube. On la voyait se maquiller, ou manger des Kit-Kat avec ses copains. Ça ne volait pas bien haut, sauf qu'au fil des ans, elle a engrangé les abonnés et des marques ont commencé à la contacter, pour qu'elle parle de leurs produits : maquillage et vêtements essentiellement. Aujourd'hui, Paola est représentée par une agence, comme les mannequins professionnels. Elle monnaie ses posts entre 1 000 et 5 000 euros. Tout ça est très premier degré mais grâce aux influenceurs, les marques peuvent s'adresser à la cible stratégique des moins de 25 ans. Lubomira Rochet est la patronne du numérique chez l'Oréal. Le groupe fait travailler plus de 80 000 influenceurs.
- L. R.** — Ça donne une forme d'authenticité, un vocabulaire qui est parfois très différent du vocabulaire du marketing qu'on peut utiliser, c'est quelque chose qui est extrêmement frais, extrêmement authentique, et c'est, je pense, une des raisons pour lesquelles ça a eu autant de succès.
- G. H.** — Et, dans ce cas-là, les fourchettes de rémunération, ça va de combien à combien ?
- L. R.** — C'est très difficile à dire parce qu'en fonction du nombre de followers, en fonction du pays, donc on est sur des prix qui sont très variables. Ça peut être plusieurs milliers d'euros pour un seul post.
- G. H.** — Sauf qu'il y a eu des scandales récemment, des influenceurs ont acheté des faux abonnés, et puis, les internautes en ont un peu assez de cette vision très aseptisée et consumériste de la société.

Extrait du *Zoom de la rédaction*, « Les influenceurs, nouveaux chouchous des marques », par Géraldine Hallot. Émission diffusée le 20 décembre 2019 sur France Inter.

## Document 2

- Voix off** — Qu'il s'appelle le RAP (Résistance à l'agression publicitaire) ; le BAP, (Brigade antipub), ou qu'il ne se revendique d'aucune étiquette, ils partagent le même constat : la publicité est une pollution visuelle, une incitation à la surconsommation contre laquelle il convient de lutter.
- Homme** — La pub, il y en a partout, de plus en plus. Elle est sur Internet, elle est sur nos télévisions, elle est là dans le métro, dans la rue, on ne peut pas y couper, quoi, on ne peut pas éteindre l'écran.
- Journaliste 1** — Extrait, donc, d'un reportage de l'alter-JT sur les actions de ces militants antipub dans le métro parisien, voilà, parce que la présence de la publicité agace suffisamment pour qu'elle soit considérée par certains, on l'a entendu, comme une agression, comme une pollution. Et sur le fond, le mouvement antipub fait essentiellement deux reproches à la publicité : un, elle nous manipule, elle nous fabrique des désirs inutiles et, deux, c'est la concurrence, elle nous fait consommer donc toujours plus et encore plus pour satisfaire ses désirs inutiles au risque – et on l'a déjà un petit peu évoqué – de l'épuisement de nos ressources et du gaspillage.
- Journaliste 2** — Mais, du coup, pourquoi les marques continuent-elles à faire de la pub ?
- Journaliste 1** — Ben parce que pour les marques, la publicité ou la communication en général, ça a une fonction économique. Et puis, ça reste aussi le meilleur moyen d'installer une relation avec le consommateur. Et le plus important, ce n'est pas tellement le contenu du discours mais c'est le fait qu'il nous soit adressé, à nous, consommateurs.
- Journaliste 2** — Alors, la pub crée peut-être un lien mais c'est un lien qui nous manipule.
- Journaliste 1** — Oui, alors, c'est ce qu'on lui reproche, et puis vous en avez aussi parlé hier à propos de l'alimentation, mais c'est intéressant ce reproche parce que, à mon sens, il repose sur un malentendu. Et c'est bien tout le problème philosophique que pose la publicité. C'est qu'elle nous fait nous découvrir non pas comme de pures volontés, dotées d'un libre arbitre à toute épreuve comme Descartes, par exemple, a pu le penser, mais elle nous fait nous découvrir comme des êtres influençables.

Extrait de *La petite philo*, « Et si, pour consommer moins, on supprimait la pub ? », par Thibault de Saint-Maurice. Émission diffusée le 4 mai 2017 sur France Inter.

# 3 Écologie

## Exercice 1

- Animatrice** — Finalement quand on parle de déchets, concrètement, on parle de quoi, Christian Duquennoi ?
- C. D.** — Quand on parle de déchets, il faut bien comprendre que c'est une notion qui est très relative. Sur les atomes et les molécules qui constituent la matière de nos déchets, il n'est pas écrit « déchet » et ça dépend, on devrait définir les déchets de qui ou de quoi. On se rend compte quand on regarde des systèmes naturels, comme les écosystèmes, qu'on peut avoir un certain niveau d'organisation des organismes qui produisent des déchets, ce qu'on appelle des déchets métaboliques, et quand on passe à un niveau supérieur d'organisation, ben, le système lui-même ne produit pas de déchets parce que tout est recyclé à l'intérieur du système. Il faut associer toujours le mot « déchet » à qui le produit.
- Animatrice** — Ah oui, ces déchets qui sont des traces du vivant aussi... on le voit dans votre livre, on ne pourra pas parler de tout, mais il y a tout ce pan aussi de l'histoire scrutée donc par les archéologues, ces déchets par les historiens, et puis par la science, et aujourd'hui, il y a quand même différentes catégories, Tristan Turlan...
- T. T.** — Oui, alors, pour le grand public, puisqu'on s'adresse principalement à eux, le déchet se traduit souvent par les ordures que nous produisons. On va noter que les ordures ménagères et les recyclables sont la majorité des déchets visibles de notre société. Il existe cependant une multitude de déchets liés à toutes les activités humaines et toutes les activités économiques qui nous entourent. Donc, pour consommer, il faut créer du déchet et quand nous consommons, nous créons du déchet. En fait, on a du déchet...
- Animatrice** — Avant et après.
- T. T.** — Avant et après. C'est inévitable.
- Animatrice** — Et parmi ces déchets, il y a les recyclables et les autres. Alors, on va beaucoup parler des déchets solides mais en même temps, il ne faut pas oublier, il y a aussi les émissions gazeuses, les eaux usées, on les oublie souvent, Christian Duquennoi.
- C. D.** — Oui, c'est des quantités considérables. Pour reprendre l'exemple des déchets ménagers, c'est uniquement 4 % des déchets solides que l'on produit en France chaque année. Et à ces déchets solides, on pourrait effectivement, comme vous le dites très bien, rajouter les eaux usées et les émissions gazeuses, qui sont, eux aussi, des sous-produits de nos activités industrielles, agricoles, domestiques.
- Animatrice** — C'est ce qui explique aussi qu'on trouve finalement des chiffres différents. Moi, j'ai pu lire que les Français produisaient 12 tonnes de déchets par an, et ailleurs 370 kilos, alors les 370 kilos, ce sont uniquement les ordures ménagères, Flore Berlingen ?
- F. B.** — Oui, voilà, et en fait, les 12 tonnes se cachent derrière ces 370 kilos. Parce qu'en fait, le déchet qui est dans notre poubelle, c'est la face émergée d'un iceberg de déchets qui se situent en amont, lors du processus de production de tous les objets qu'on finit par jeter, et donc ces 12 tonnes, on les trouve là.
- Animatrice** — Alors, je disais, les meilleurs déchets, et puis, les pires ; les meilleurs, ce sont les recyclables, ceux qu'on peut, à la rigueur, même si on a un bout de jardin, transformer en compost, et puis, les pires, Flore Berlingen, les déchets nucléaires ?
- F. B.** — Oui, effectivement, il y a ceux qu'on ne sait pas traiter, mais moi je voudrais revenir quand même sur les moins pires, parce que, malgré tout, même un déchet recyclable, il reste un déchet, et il reste une consommation de ressources, de matières premières, d'énergie, d'eau, qu'on aurait pu éviter, dans la plupart des cas. Donc, même s'il est recyclable, c'est pas non plus la panacée, parce qu'on n'est pas dans un système complètement circulaire, à part, effectivement, pour les déchets organiques qu'on peut composter, et là, on est dans un cycle parfait, ou quasiment parfait, mais pour toutes les autres matières, c'est pas le cas. Donc, avant de penser au recyclage, il faut surtout penser à la réduction.

**Animatrice** — Flore Berlingen, c'est tout ce problème d'une société du jetable : mouchoirs en papier, sacs et bouteilles en plastique, rasoirs jetables, lingettes... finalement, la modernité a créé des objets pour, dit-on, nous faciliter la vie, en même temps, en produisant justement ces poubelles plus difficiles à gérer. Et puis, l'évolution d'une société hi-tech, on en parlait à l'instant avec Christian Duquennoy, avec, justement, le recyclage, par exemple, des microprocesseurs, des ordinateurs... c'est vrai que tout ça, ça génère des composants polluants pas toujours faciles à évacuer ou à recycler, dans une société où, est-ce qu'on peut dire que le danger, c'est l'obsolescence organisée ?

**F. B.** — On parle beaucoup d'obsolescence programmée. Effectivement, l'obsolescence organisée, c'est intéressant puisque c'est peut-être plus large... finalement parce que l'obsolescence programmée à laquelle on pense en premier, par exemple, l'imprimante qui tombe ou qui tomberait en panne au bout d'un certain nombre d'utilisations, c'est un peu symbolique, c'est pas forcément le cas le plus fréquent. Enfin, bien sûr, ça existe aussi mais finalement, le cas le plus fréquent, c'est l'envie de renouveler un équipement parce qu'on a été aussi soumis à une pression publicitaire, et qu'on a de nouveaux besoins qui sont créés ou qui nous sont imposés, d'une certaine manière, et c'est ça la vraie obsolescence finalement, c'est celle qui nous incite à renouveler toujours plus rapidement les objets qu'on utilise.

**Animatrice** — Même s'il faut bien avouer que si quelqu'un a envie de faire réparer du jour au lendemain, ou assez rapidement, un frigidaire qui tombe en panne ou une télé, etc., etc., c'est vrai qu'on se rend compte qu'on peut trouver les moyens mais les délais sont tellement longs que c'est dans ce sens-là, qu'on a le sentiment que tout est organisé pour, finalement, pousser à l'achat.

**F. B.** — Les délais, le prix et, oui, il y a plein d'éléments qui font qu'en tant que consommateurs, même citoyens, eh bien, la plupart du temps, on fait l'arbitrage qui n'est pas le plus intéressant d'un point de vue environnemental. Mais c'est pour ça qu'il faut s'organiser aussi collectivement pour faire pression sur un certain nombre de réglementations et de leviers incitatifs pour que l'équilibre économique, il se déplace, en fait. Parce qu'aujourd'hui, pourquoi ça coûte moins cher de renouveler ? Parce que le coût environnemental et le coût social, il n'est pas intégré dans le prix du nouveau produit. Donc, on est dans une situation qui est un petit peu faussée ; il faut rétablir l'équilibre pour que les incitations aillent dans le bon sens et qu'on puisse faire un choix en toute bonne conscience.

**Animatrice** — Et même si – on le mettra bien sûr sur le site de l'émission – même si aujourd'hui, finalement, il y a des réparateurs et des moyens de faire réparer, ça commence à venir, il y a une vraie prise de conscience parmi des jeunes qui montent des start-up ou qui, en tout cas, proposent ces services-là pour éviter la surconsommation et puis, ces ordures qui s'accumulent.

**F. B.** — C'est un secteur très dynamique, effectivement.

Extrait de l'émission *De cause à effets*, le magazine de l'environnement, « Les déchets : notre mauvaise conscience », par Aurélie Luneau. Émission diffusée le 15 janvier 2017 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

**Animateur** — Il est 5 h 48, *L'Esprit d'initiative* à présent. Avec vous Emmanuel Moreau, et on voit que les vacances d'été approchent à grands pas et ce matin, Emmanuel, vous nous présentez un site collaboratif qui fait la promotion du tourisme écoresponsable.

**E. M.** — Il s'appelle Voy'agir et c'est tout un concept. Mathilde Gaudéchoux du *Figaro Demain* à côté des consomm'acteurs, voilà donc venir les voyag'acteurs, ceux qui vont, pendant leur voyage, choisir des adresses, des excursions, des hébergements respectueux de l'humain et de la nature.

**M. G.** — On peut voyager de cette manière ; il suffit de se connecter sur le site, d'indiquer la destination, le type d'activité qu'on recherche, et le site vous trouve plein d'adresses engagées.

**E. M.** — Alors, en fait, c'est une plateforme qui se nourrit des avis de chacun.

**M. G.** — Voilà, ce sont les utilisateurs qui ajoutent eux-mêmes leurs adresses pour enrichir la

plateforme, tout en expliquant la valeur ajoutée de ces adresses, ils peuvent aussi mettre des avis, c'est collaboratif. Alors, aujourd'hui, il y a 1250 utilisateurs, on est quand même loin des 315 millions de certaines plateformes d'avis et d'adresses qui sont aujourd'hui sur Internet mais la plateforme est désireuse d'accueillir davantage d'utilisateurs et d'internautes, car c'est le point central pour que le site fonctionne et qu'il soit alimenté régulièrement.

**E. M.** — Mais, Mathilde, en France on trouve des agences spécialisées dans l'écotourisme. Là, c'est un petit peu différent, en fait.

**M. G.** — Oui. Alors, les agences de voyages permettent des voyages à la carte, en fait. Il y en a beaucoup en France, il y en a une vingtaine, et c'est très facile de voyager de cette manière et de manière responsable. Mais tout le monde n'aime pas passer par les agences, déjà parce que c'est un petit peu plus cher et parce que c'est un circuit organisé qui ne laisse pas beaucoup de place aux imprévus agréables. Et si on aime un endroit et qu'on veut y rester plus longtemps, ou l'inverse, qu'on n'aime pas un endroit et qu'on veut partir, c'est compliqué avec une agence. Pour tous les voyageurs qui sont en sac à dos et qui veulent découvrir des choses, laisser place à l'inattendu, c'est plus difficile de voyager de manière responsable.

Extrait de *L'Esprit d'initiative*, « Les lieux écoresponsables pour passer ses vacances », par Emmanuel Moreau. Émission diffusée le 26 juin 2017 sur France Inter.

## Document 2

**Animateur** — On va parler d'urbanisme : l'urbanisme demain. C'est votre rendez-vous, Olivier Marin, bonjour !

**O. M.** — Bonjour Éric !

**Animateur** — Rédacteur en chef au *Figaro Immo*, Olivier, vous nous parlez ce matin d'un concept qui séduit de plus en plus de propriétaires soucieux de la protection de l'environnement. C'est l'écoconstruction, l'habitat écologique comme l'une des réponses donc pour mieux se loger demain ?

**O. M.** — Se loger écolo pour vivre dans un habitat sain... c'est possible. C'est même tendance. Au moment où l'urgence climatique s'amplifie et que beaucoup souhaitent en finir avec le gaspillage de l'énergie et mieux protéger l'environnement, eh bien, la rénovation énergétique des bâtiments est dans l'air du temps : enjeu écologique, économique, social, environnemental. Pour favoriser la rénovation énergétique, il existe, alors, on le sait, des aides financières pour les particuliers, les bailleurs sociaux. Mais la transition énergétique ne se limite pas à la rénovation de l'existant, il est aujourd'hui possible de construire directement des logements écoresponsables. On peut bâtir, on peut rénover, on peut aménager des lieux de vie, à la fois sains, économes et écologiques. 3 principes : les économies d'énergie, la protection de la santé et bien sûr le respect de l'environnement, il y a donc des solutions pour un environnement durable.

**Animateur** — Alors si l'écoconstruction est une solution d'avenir, comme vous le laissez entendre, y a-t-il des spécialistes dans ce domaine ?

**O. M.** — Oui, alors pour vous aider. Il y en a plusieurs. Qui sont implantés en régions. Par exemple, les associations ARPE en Normandie, Ecorce en Ariège, Ecobâtissons en PACA, Approche Ecohabitat en Bretagne. Il y a même un réseau spécialisé dans l'écoconstruction. Son nom : Twiza. C'est le premier réseau dans le domaine. Et il fait de plus en plus d'adeptes : 50 000 membres, plus de 2 500 chantiers référencés. Une plateforme collaborative sur internet permet de partager les expériences, de la rénovation d'une ferme jusqu'à la construction d'une maison écolo, des vidéos, des photos, des infos pratiques, des vrais bons plans, des ratés pour éviter d'en faire... Chacun peut donner des conseils pour s'informer.

**Animateur** — Et donc, Olivier, ce mouvement est en marche.

**O. M.** — Oui, d'ailleurs, comme le souligne le Président du réseau Twiza, les gens ont de plus en plus envie que leur maison soit performante, c'est-à-dire qu'elle ne consomme pas trop en hiver, qu'elle ne chauffe pas trop en été, que la sensation de confort soit agréable. Et dans ce contexte, quand on compare les solutions techniques, celles respectueuses de l'environnement sont plus avantageuses.

Extrait de *L'Urbanisme demain*, « Écoconstruction : l'habitat écologique », par Olivier Marin. Émission diffusée le 24 octobre 2020 sur France Inter.

# 4 Femmes et hommes

## Exercice 1

**Animateur** — De l'Inde à l'Égypte en passant par le Maroc ou la France, les femmes sont très nombreuses à avoir fait l'objet de harcèlement ou d'agressions dans la rue. Et si les mentalités et les modèles sociétaux sont évidemment responsables, la forme des villes ne serait pas totalement exempte de toute responsabilité : une ville étant souvent accusée d'avoir été pensée par et pour les hommes. Les femmes seraient ainsi condamnées à la traverser sans y flâner, constamment soumises au risque de harcèlement et d'agressions, sous le regard, souvent empreint de jugement, des hommes qui eux, l'occupent, cette ville. Mais la ville inégalitaire n'est pas une fatalité... En effet, à Montréal, à Vienne, et aussi à Barcelone ou encore à Rennes, des initiatives ont été mises en œuvre pour permettre aux femmes de davantage s'approprier cet espace public. Alors, loin de se cantonner à la dimension sécuritaire du problème, les plus efficaces d'entre elles s'inscrivent dans une démarche globale, incluant des dimensions économiques et culturelles. Alors, comment les femmes expriment-elles leur volonté de prendre possession de cette ville ? De quels leviers disposent les femmes mais aussi les municipalités évidemment, pour les y aider ? Comment dépasser l'approche sécuritaire encore privilégiée par de nombreux responsables politiques, sans toutefois l'ignorer ? Comment rendre la ville plus « égalitaire », et d'ailleurs où se jouent, justement, ces inégalités de genre dans la ville ? On va commencer avec vous, Sophie Louargant, on va commencer par les régions, c'est pas toujours le cas, du côté de Grenoble, donc Sophie Louargant, est-ce qu'on peut avoir quelques chiffres, quelques études particulièrement notables qui nous permettent justement de bien appréhender cette inégalité de genre qui peut exister dans le mode d'occupation de la ville, Sophie Louargant, au-delà de l'intuition ?

**S. L.** — Ah oui ! Alors, bien sûr, effectivement, prendre place dans l'espace public et dans l'espace de la ville, c'est effectivement regarder comment on peut, de manière plus juste, accéder à des lieux, des ressources et des services comme les transports, les loisirs et la culture. Effectivement, quelques chiffres saillants : 60 % des Européennes ont été victimes de violences sexistes et sexuelles en 2017, et ça, on a les données au niveau de l'Union européenne, on a des données aussi, voilà, sur la fréquentation en termes de mobilité, on sait aujourd'hui qu'encore les femmes à plus de 30 % dans leur quotidien, dans leur temps, organisent ce qu'on appelle les temps de vie, les temps de la famille, et ça, que ce soit à la fois dans un contexte européen ou à l'international, au Maroc ou au Québec où j'ai pu travailler, et on le voit également, dans – vous parliez des formes de la ville – eh ben dans la signalétique, dans la toponymie, par exemple, des noms de villes... on sait donc qu'il y a 6 % aujourd'hui des noms qui sont des boulevards, des places, voilà, des rues, accordés plutôt aux hommes et c'est pas anecdotique parce qu'effectivement, les femmes sont en train, depuis la révolution anthropologique qu'elles ont faite au 20<sup>e</sup> siècle, d'acquérir le monde de l'espace public, au sens politique, et donc d'être reconnues et d'avoir cette reconnaissance.

**Animateur** — Chris Blache, est-ce qu'il existe des lieux dans la ville qui sont plus propices à l'exclusion des femmes ? Je pense, par exemple, aux cafés dont on a énormément parlé. Est-ce que ce sont des espaces qui sont particulièrement propices à leur exclusion ?

**C. B.** — Alors, oui, on parle beaucoup des cafés, je pense que c'est pas la seule chose. Je pense que ce qui est intéressant, alors, au-delà des cafés, encore une fois, qu'ont été souvent notés, mais alors, c'est pas tous les cafés, c'est pas tous les moments, c'est une grande constante néanmoins. Même nous, on a fait – parce qu'on parle souvent des cafés dans les quartiers prioritaires de la ville, justement – et nous, quand on a fait notre étude sur la place de la Madeleine, on s'est rendu compte qu'à l'heure du déjeuner...

**Animateur** — Quartier chic s'il en est, pour ceux qui n'habitent pas Paris.

**C. B.** — Voilà, au cœur du 8<sup>e</sup> arrondissement, quartier chic. À l'heure du déjeuner, qui on retrouve en terrasse ? Plutôt soit des hommes seuls ou des tablées mixtes, mais on s'est aperçu que les femmes mangent plus volontiers dans l'espace public, sur les marges de l'église de la Madeleine, etc. Donc, on voit que pour des questions à la fois économiques mais aussi des questions de légitimité, les femmes iront moins volontairement seules au café ou au restaurant que les hommes, par exemple.

**Animateur** — Sophie Louargant, Il y a aussi un autre domaine dans lequel les villes peuvent se montrer sexistes, c'est la question des budgets, la question de l'argent. Quand on regarde un peu les dépenses – alors, une fois encore, toutes les villes ne sont pas sur le même niveau, et on va voir qu'il y a effectivement des modèles qui sont intéressants mais... – en gros, on se rend compte qu'on dépense, en réalité, plus d'argent pour des activités plutôt « masculines » – alors, là aussi, je mets des guillemets parce qu'évidemment, du coup, je me fais le relais d'un certain nombre de stéréotypes – il n'empêche que les normes sociales les construisent ainsi et que les budgets vont davantage vers des pratiques considérées comme telles, considérées comme masculines. Donc on voit qu'il y a aussi là, à travers la manière dont on met les budgets, une forme de sexisme.

**S. L.** — Oui, alors, c'est pour reprendre aussi les travaux d'Yves Raibaud qui renvoient aussi à la question du café quelque part. La ville a été construite aussi pour faire plaisir. Et faire plaisir aussi aux hommes dans leurs flâneries, dans leurs activités. Et c'est vrai que c'est un construit du 19<sup>e</sup> siècle, hérité de l'industrialisation, et, quelque part, la pensée, on va dire, des équipements, eh ben, effectivement, qu'on regarde les œuvres de loisirs, et notamment de la petite enfance et jusqu'à l'adolescence, on sait que les budgets s'orientent plutôt effectivement – alors ça a été le cas en France sur les analyses faites, mais aussi à Genève et dans d'autres villes comme Vienne ou Berlin – s'orientent sur des équipements de type skate-parks, enfin voilà, qui sont plutôt effectivement appropriés culturellement et symboliquement par des garçons ou par des ados, c'est pas pour ça que les filles ne veulent pas y aller ou n'y accèdent pas mais elle ne s'autorisent pas.

**Animateur** — Est-ce que cette question de l'inégalité de genre dans la ville a pénétré la formation des architectes, des urbanistes, etc., etc., ou est-ce qu'on en est encore très très loin, Sophie Louargant ?

**S. L.** — Alors, on a beaucoup progressé depuis cinq ans, à la fois dans les écoles d'architecture, alors, je pense, voilà à La Villette, notre collègue, Corinne Luxembourg est en place, mais aussi au sein de l'université Grenoble-Alpes parce qu'effectivement, la formation des urbanistes mais aussi, j'ai envie de dire, des encadrants dans les milieux scolaires et de l'éducation en général, voilà, il y avait cette demande aussi d'être formé à ces questions sur l'égalité femmes-hommes et aussi sur la lutte contre les discriminations et donc ça passe aussi par des formations qui ont été mises en place et qui sont assez sollicitées à la fois par les étudiants dès la première année avec une politique volontariste sur Grenoble d'avoir mis l'égalité femmes-hommes dès la première année sur des enseignements et aussi sur la formation continue tout au long de la vie avec, voilà, par exemple, un diplôme universitaire dont je m'occupe, sur l'égalité femmes-hommes et qui permet aussi de former des personnes qui sont en poste dans l'éducation nationale, dans les territoires, dans les collectivités, sur les questions alors, de ressources humaines, mais aussi d'application des outils de l'urbanisme, de la ville, des territoires, parce que ça concerne aussi la ruralité même si on est sur la ville aujourd'hui.

Extrait de *Cultures monde*, « Ville : toujours un espace d'hommes ? », par Florian Delorme.  
Émission diffusée le 5 mars 2020 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

**Journaliste** — Chaque année, environ 220 000 interruptions volontaires de grossesse sont réalisées en France. Des chiffres stables, depuis une dizaine d'années, même si le débat autour des

pilules de troisième et quatrième génération semblent avoir entraîné un mouvement à la hausse l'an dernier. C'est chez les jeunes adultes que le recours à l'avortement est le plus fréquent. Natalie Bajos, directrice de recherches à l'Inserm.

**N. B.** — La fréquence du recours à l'avortement est plus importante entre 20 et 24 ans, parce qu'entre 20 et 24 ans, on a une activité sexuelle intense, enfin, plus intense que chez les très jeunes ou chez les femmes plus âgées, et puis, c'est un âge de grande fertilité pour les femmes. Et dernier point très important, c'est que la période entre le premier rapport sexuel et la première maternité, ce qu'on pourrait appeler « la jeunesse sexuelle », cette période, elle est plus longue aujourd'hui qu'elle n'était auparavant, parce que l'âge au premier rapport n'a pas changé, il est toujours autour de 17,5 ans mais, en revanche, l'âge à la première maternité, lui, a augmenté : on est passé de 25 ans dans les années 1970 à près de 29 ans aujourd'hui.

**Journaliste** — Malgré les avancées, on continue de culpabiliser les femmes d'avorter, estime le docteur Danielle Gaudry. Responsable de la commission d'avortement au Planning Familial, elle constate que la loi n'est que partiellement appliquée. Certains médecins refusent d'intervenir jusqu'au délai légal de douze semaines, l'anonymat n'est pas toujours respecté, et des femmes sans papiers se voient réclamer des chèques de caution. La gynécologue réclame d'ailleurs la gratuité réelle de l'IVG.

**D. G.** — On peut parler du 100 % de remboursement du forfait de l'IVG, c'est-à-dire de l'acte lui-même de l'IVG, que ce soit par médicament ou par aspiration, mais on ne peut pas parler de gratuité.

**Journaliste** — Danielle Gaudry s'inquiète par ailleurs de l'inégalité d'accès à l'avortement. Dans certaines zones rurales, il n'y a plus de centre pratiquant des IVG à proximité et dans les régions où la demande est la plus forte, comme l'Île-de-France ou la région PACA, le personnel manque au moment des vacances.

Extrait du *Choix de la rédaction*, par La rédaction de France Culture, avec la collaboration de Nathalie Lopes. Émission diffusée le 26 novembre 2014 sur France Culture.

## Document 2

En France, tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou de son ancien compagnon. En 2017, 130 femmes sont décédées et près de 220 000 femmes ont été victimes, ont subi des violences conjugales. Dans le monde, ce sont plus de 40 000 femmes ou jeunes filles qui ont été tuées par un compagnon, un ex-fiancé ou un membre de la famille. En proportion de la population, la France est en dessous de la moyenne européenne, loin derrière la Hongrie qui fait figure de mauvais élève, mais loin devant l'Espagne. Dans quelles circonstances ont lieu ces crimes conjugaux ? Les chiffres sont sans appel : c'est souvent au moment de la séparation, quand le couple vacille que les meurtres conjugaux se produisent. Dans l'immense majorité des cas, l'homicide est commis au domicile du couple, de la victime ou de l'auteur. En général, ces crimes sont précédés de signes avant-coureurs. Bien souvent, les victimes ont enduré des violences depuis des années. 40 % des femmes qui ont perdu la vie dans ces circonstances en 2017 avaient subi antérieurement au moins une forme de violence qu'elle soit physique, sexuelle ou psychologique. Quant aux hommes tués par leur compagne ou ex-conjointe, ils ont été bourreaux avant d'être victimes dans 69 % des cas. Pourquoi alors les femmes restent-elles avec leurs conjoints violents ? À cause de ce qu'on appelle l'« emprise psychologique ». Les conjoints violents ont tendance à isoler leur femme de leur sphère professionnelle, amicale, sociale. Certains vont jusqu'à leur retirer leur carte bancaire, leurs papiers d'identité. Ces femmes, ainsi fragilisées, deviennent alors totalement dépendantes de leur conjoint. La présence d'enfants est aussi un frein au départ. La victime hésite souvent à partir par crainte de rompre l'unité familiale et de ne plus voir ses enfants.

« Féminicides : comment lutter contre les violences faites aux femmes ? », par Maxime Chappet.  
Production : France Télévisions. Publié le 20 juin 2019 sur [lumni.fr](http://lumni.fr).



# 5 Éducation et culture

## Exercice 1

- Animateur** — À la une également, les résultats du baromètre 2019 sur les Français et la lecture. Avec nous pour en parler, Vincent Monadé, bonsoir !
- V. M.** — Bonsoir !
- Animateur** — Soyez le bienvenu sur TV5 Monde. Vous êtes le président du Centre National du Livre, le CNL. Alors, vous allez nous livrer ce soir les résultats de cette enquête dont les résultats sont parus ce matin. Pour commencer, quelle importance les Français accordent à la lecture dans leur vie quotidienne de manière générale ?
- V. M.** — Alors, ça reste une activité importante. Ils sont 88 % à se déclarer lecteurs plus ou moins réguliers ; ça va des petits lecteurs qui lisent deux livres par an aux grands lecteurs qui en lisent plus de vingt. Mais c'est une activité qui est concurrencée par l'émergence de nouveaux loisirs. Depuis vingt ans, on a vu apparaître Internet, le jeu vidéo qui existait déjà mais qui s'est très largement démocratisé, les réseaux sociaux, les séries récemment, et tout ça, ça pousse les Français à faire des arbitrages dans leur temps libre, et c'est parfois au détriment du livre.
- Animateur** — Vous êtes plutôt à deux livres ou à vingt livres ?
- V. M.** — Plutôt à quelque vingt livres.
- Animateur** — Quelque vingt livres. Alors pour quelles raisons certains lisent moins ou pas du tout ? Vous avez dit effectivement, à l'instant, qu'il y avait d'autres activités, qu'il fallait gérer le temps libre, les loisirs, mais quels sont les facteurs, qu'est-ce qui fait qu'un Français ou une Française va lire moins qu'un ou une autre ?
- V. M.** — Il y a un facteur qui est fondamental, c'est l'enfance. La famille. On s'aperçoit depuis qu'on fait cette enquête, c'est-à-dire, c'est la troisième édition d'une enquête qui a lieu tous les deux ans, que les enfants lecteurs sont très souvent issus de parents lecteurs. Donc la lecture se transmet, le livre se transmet. Et on retombe forcément quand on dit ça sur les inégalités sociales et territoriales : l'accès aux livres, le fait que, voilà, les gens qui sont CSP+ ont tendance à transmettre la lecture ; c'est moins vrai dans les CSP-, il y a toujours un attachement aux livres chez les Français, mais voilà, la première des inégalités dans l'accès aux livres, c'est l'enfance. Et puis, après, il y a – on le voit bien dans les parcours de vie des gens – il y a des moments où on lit plus et des moments où on lit moins, et notamment la grande lectrice, c'est une femme qui a plus de 65 ans, qui a sans doute toujours beaucoup lu mais qui a dû gérer de front, comme on le sait, les deux journées de travail, c'est-à-dire le travail plus les gamins, plus la maison, et tant qu'on n'arrivera pas à un équilibre des tâches notamment, entre hommes et femmes, les femmes seront obligées de mettre entre parenthèses, pendant un moment, leur activité de lecture qui est l'une de leurs activités favorites.
- Animateur** — Et on apprend dans ce baromètre que les achats de livres d'occasion augmentent, et ceux sur Internet se renforcent également. Les personnes âgées, par exemple, que vous avez citées, au-delà de soixante ans, achètent notamment pas mal de livres d'occasion. Parlons des mangas, comics, des livres de science-fiction, ils sont en progression ?
- V. M.** — Oui. Chez les jeunes surtout. C'est devenu le premier genre des jeunes : mangas, comics, BD et la SF Fantasy suit pas loin derrière. Ce qui est troisième sur le podium, c'est les livres classiques mais on peut supposer légitimement que les livres classiques, c'est de la prescription scolaire. J'ai jamais vu de jeunes se jeter spontanément par hordes et d'eux-mêmes sur Flaubert, Balzac ou Zola. Même s'il y en a qui aiment les lire, bien sûr, il ne faut pas caricaturer, mais non, il y a vraiment cette force, très grande force du manga et du comics, de la BD en général, mais surtout manga, comics et des livres de Fantasy.
- Animateur** — Alors, les Français restent très attachés, nous dites-vous, à l'objet livre ? Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que contrairement aux idées reçues le papier, le livre papier, a de l'avenir face au numérique ?

- V. M.** — Ça c'est des idées qui ne sont plus reçues maintenant parce qu'en fait, les chiffres d'affaires de l'édition ont clairement fait cesser tous les fantasmes. Ça pèse 6 %, le livre numérique, dans les chiffres d'affaires de l'édition, ça progresse chaque année, doucement mais sûrement. Ça atteindra probablement 10 à 12 % mais il n'y a pas eu de basculement comme aux États-Unis ou en Angleterre. Les Français sont encore très attachés au papier.
- Animateur** — Alors, le taux d'achat en librairie, notamment spécialisée, a progressé mais nous dites-vous, il y a un sentiment d'un manque de disponibilité des ouvrages en rayon. Ça, ça paraît paradoxal.
- V. M.** — Oui, il y a deux choses qui sont paradoxales dans cette étude, mais, encore une fois, c'est une étude qui parle du ressenti des gens. Il y a beaucoup de gens qui disent *le livre est plus cher en librairie qu'ailleurs*. Bah non, parce que, en fait, il y a une loi depuis le 30 août 1981 qui s'appelle la loi Lang, qui impose un prix unique du livre. Donc le livre a le même prix partout. Et, par ailleurs, autre enseignement paradoxal, je trouve moins de livres... alors évidemment, bien sûr, si on parle de trouver un livre dans l'immédiateté, il y a des grandes plateformes Internet qui vous garantissent qu'elles peuvent tout vous fournir. Ce qui n'est d'ailleurs pas toujours vrai, loin s'en faut, quand il s'agit d'un livre chez un tout petit éditeur, ils mettent autant de temps que votre libraire à vous le commander. Le libraire, lui, il est tenu à un local, donc il n'a pas une place extensible sur des entrepôts de plusieurs centaines de mètres carrés. Donc, lui, le libraire, il peut vous le commander. Il peut vous le commander très vite, très efficacement et vous le fournir très vite, très efficacement.
- Animateur** — Oui, parfois ça peut arriver d'ailleurs le soir même, en général, si vous le commandez le matin.
- V. M.** — Oui, et puis, dernière analyse, c'est que les gens finalement, globalement, bien sûr il y a des bouquins pointus qu'on va chercher quand on en a besoin mais globalement on lit à peu près tous la même chose qui est l'actualité, la nouveauté, et le libraire, il l'a ça. Il ne faut pas croire qu'il ne l'a pas. Le libraire, il a ce que les gens ont envie de lire.

Extrait de 64' *Le Monde en français*, par Mohamed Kaci. Émission diffusée le 13 mars 2019 sur TV5 Monde.

## Exercice 2

### Document 1

- N. D.** — *L'Édito Média*, Sonia Devillers.
- Animatrice** — Sonia, cette question ce matin : comment va-t-on consommer les séries à l'avenir ?
- S. D.** — Voilà, Léa, parce que, depuis l'arrivée de Netflix, le « binge watching » a ravagé les nuits des sériephiles, et celles de Nicolas Demorand également.
- N. D.** — Les journées aussi, oui.
- S. D.** — La plateforme sur abonnement mettant tous les épisodes à disposition dès le premier jour de diffusion, les amateurs s'en goinfrent littéralement, la très palpitante série britannique *Bodyguard* ou la très populaire saga espagnole *Casa de papel*, battant même des records de visionnage compulsif. Le procédé prenant l'ampleur d'un phénomène de société, Amazon a fait pareil, comme Arte et Canal+ d'ailleurs, qui offrent l'intégrale d'une série dès son démarrage, histoire de rivaliser avec Netflix. Mais là, surprise, le géant Disney, qui va bientôt lancer sa plateforme, annonce revenir à l'ancienne formule, celle de nos bonnes vieilles chaînes de télévision, celle qui a fait le succès de *Dallas* quand on était gosse : un épisode par semaine et sept jours à se bouffer les doigts en attendant la suite. Le 12 novembre donc, dans trois pays – pas la France –, va s'ouvrir Disney+, site de vidéos payant à la demande qui mettra en ligne une série exclusive tirée de *Star Wars*, *The Mandalorian*. Dément pour qui aime la *Guerre des étoiles*. Eh bah, ce sera une fois par semaine et pas plus ! Alors pourquoi ce virage stratégique ? D'abord, parce que Disney+ débarque avec un catalogue tellement famaneux de super-héros et de classiques du cinéma qu'il peut obliger le public à savourer ses nouveautés. Par ailleurs, le premier mois

d'abonnement de toutes les plateformes s'avérant non-payant, j'ai, moi-même, souvent recommandé aux auditeurs de France Inter de dévorer *House of cards* ou *Narcos* tant que c'est gratos et de se désinscrire ensuite de Netflix. Là, évidemment, un épisode par semaine, on est forcé de rester. Enfin, tout livrer d'un bloc aux aficionados les rend insatiables et enferme les sites de vidéo à la demande dans une course à la nouveauté qui coûte beaucoup d'argent.

Extrait de *L'Édito M*, « Disney+, pourfendeur du binge watching ? », par Sonia Devillers.  
Émission diffusée le 27 mars 2019 sur France Inter.

## Document 2

**Animatrice** — Les enfants peuvent-ils tirer des bénéfices du confinement et de l'école à la maison ?

**Pascale Haag** — Beaucoup d'enfants soulignaient qu'il y avait pas mal de choses qui étaient positives, en particulier le gain d'autonomie. Il y a vraiment, à tous les âges, mais en particulier les lycéens, ont dit qu'ils avaient le sentiment d'être plus autonomes, certains disaient apprendre à bien s'organiser, d'autres disent *j'apprends que je suis peut-être prêt pour la 6<sup>e</sup>*, donc ça a pu avoir un effet aussi sur la confiance en soi par rapport au passage au collège. Et l'autre chose qui était très frappante aussi, où là, il y avait plus de différences entre les lycéens et les élèves d'élémentaire, c'est que, pour les plus jeunes, c'était le fait de pouvoir passer du temps en famille. Beaucoup d'enfants qui disaient *mon papa et ma maman travaillent beaucoup, là on peut profiter, je passe plus de temps avec ma mère qui travaille beaucoup d'habitude* ; les plus grands disent, même s'il peut y avoir des tensions, c'est globalement très sympa de se retrouver avec les membres de sa famille. Donc, on trouve ça un petit peu à tous les âges, mais surtout chez les petits.

**Animatrice** — Justement, il y a peut-être d'autres catégories, des différences : on pense évidemment à des différences suivant les origines sociales ou le genre.

**P. H.** — Alors, selon le genre, on n'a pas trouvé de différences extrêmement frappantes. Et l'enquête a un défaut, mais auquel on peut pallier assez facilement, c'est qu'il n'y avait pas de questions sur l'origine sociale des élèves. Par contre, on s'imagine bien que les élèves qui ont accès à un questionnaire en ligne, même s'il est possible de répondre au téléphone, enfin, sur un téléphone, c'est parce que soit les parents les ont informés pour les plus jeunes, soit ils en ont eu connaissance d'une manière ou d'une autre, donc c'est qu'ils ne sont pas forcément en décrochage. Parce qu'on n'a pas du tout touché les décrocheurs. Mais, par contre, ce qu'on a vu dans les statistiques aussi, c'est qu'il y avait un lien entre le type d'établissement : privé hors contrat, privé sous contrat ou public. Dans le privé, ils ont plus souvent souligné, les enfants, le manque des activités périscolaires ; ça fait partie des choses qui manquent aux enfants en général, le fait de pouvoir sortir librement, de pouvoir faire toutes leurs activités en dehors de l'école.

Extrait des *Infographies du coronavirus*, « Les bénéfices inattendus de l'école à la maison », par Louise Turret.  
Émission diffusée le 5 mai 2020 sur France Culture.

# 6 Travail

## Exercice 1

- Journaliste** — Sur France Culture, à 8 h 46, c'est donc le temps des *Initiatives citoyennes*. Et aujourd'hui, c'est vous, Diana Filippova, qui venez porter ces initiatives. Bonjour à vous !
- D. F.** — Bonjour, Caroline !
- Journaliste** — On reste dans ce thème de la précarité, de la pauvreté, peut-être à l'ère du numérique avec quelques nouvelles formes de précarité, déjà ?
- D. F.** — Tout à fait. Je vais vous parler de nouvelles figures de la pauvreté et de la misère, sans vouloir bien sûr nier celles qui sont issues du 20<sup>e</sup> siècle...
- Journaliste** — ... elles s'ajoutent, en fait.
- D. F.** — Tout à fait... qui s'ajoutent là. Alors, Caroline, est-ce que vous avez déjà vu un jeune homme à vélo en train de pédaler sous la pluie, par n'importe quel temps, souvent à Paris.
- Journaliste** — ... lesté...
- D. F.** — Tout à fait, lesté d'un très lourd sac avec les couleurs d'une entreprise comme Deliveroo ou Foodora. Ils pédalent à toute heure et ils sont souvent associés aux nouvelles figures de la pauvreté. Pas de sécurité, des conditions de travail qui ne sont pas vraiment contrôlées puisqu'ils n'ont pas de contrat de travail au sens traditionnel du terme, ils sont considérés comme l'incarnation – avec le chauffeur Uber – des nouvelles figures de la pauvreté. Pourtant, ce sont souvent des jeunes sans diplôme, qui ont accès à ce type de petits jobs, comme on les appelle, et qui peuvent bénéficier souvent d'un tarif horaire de 15 euros, c'est-à-dire pratiquement deux fois le SMIC. Bref, quand on les considère, on est en train de voir que les figures de la pauvreté sont en mutation et qu'en fait, ce qui arrive aujourd'hui, c'est que la réalité sociale de ce vécu qui est la misère et la précarité, sont en mutation totale, avec l'âge du numérique. La première chose, c'est que la pauvreté n'est plus associée à un taux horaire ni au bien-être matériel mais à la disparition des bienfaits qui sont associés traditionnellement à l'État-providence. C'est-à-dire, absence de sécurité de l'emploi, absence aussi de revenus de remplacement lorsqu'ils se retrouvent au chômage. Je prends un exemple un peu différent, c'est celui qu'on appelle le « travail digital ». Typiquement, les employés de Amazon Mechanical Turk qui, pour quelques centimes ou pour quelques euros, en fait, font du travail qui est souvent associé à celui de robots, par exemple, faire de la modération de contenus sur Internet, etc. La deuxième chose, c'est qu'aujourd'hui, quand on a un emploi, ça ne veut pas du tout dire qu'on n'est pas en train de vivre une misère psychologique. Puisqu'en fait, les figures de la subordination, elles aussi, sont en train d'évoluer. Donc, vous êtes cadre, tout va bien, mais quand vous rentrez chez vous, au lieu de vous reposer, qu'est-ce que vous allez faire ? Vous allez rouvrir votre ordinateur et continuer à travailler jusqu'à très tard, puisqu'aujourd'hui, les moyens de contrôle sont en train d'évoluer. Enfin, la misère sociale, enfin, si je puis le qualifier ainsi, c'est que tous les canaux d'intégration traditionnels dans la société, que sont l'emploi, les communautés, les partis politiques, enfin, tout ce qui a toujours qualifié, en fait, le rapport de l'individu à la société, aujourd'hui, ils sont en train d'être brisés également. La solitude – ce qu'appelle, en fait, « l'économie de la solitude », un certain journaliste qui s'appelle George Monbiot, qui écrit beaucoup dans le *Guardian* – aujourd'hui sont en train de conquérir la société.
- Journaliste** — Donc, en gros, Diana, ce que vous êtes en train de nous dire, c'est qu'il existait une forme de précarité traditionnelle, classique, celle dont on a parlé avec Nicolas Duvoux, à laquelle s'ajoutent aujourd'hui de nouvelles formes de précarité. Moi, je me fais le porte-parole des auditeurs qui nous écoutent là, et qui doivent se dire « mais je croyais qu'on parlait ces derniers temps d'initiatives citoyennes, de moyens de s'en sortir. » Est-ce que vous nous apportez quelques solutions d'intégration sociale par le biais d'Internet, par le biais du numérique ou par tout autre biais possible de l'économie sociale et solidaire qui répondrait à ces nouvelles formes de précarité ?
- D. F.** — Tout à fait. Puisque la transition numérique, comme l'économie collaborative, ne sont pas dans un sens, (elles) apportent des problèmes, (elles) apportent aussi des solutions. J'en ai trois aujourd'hui pour vous. Un, sur lequel je ne vais pas m'attarder puisqu'Émilie va en parler tout à l'heure, c'est les initiatives locales, c'est-à-dire des échanges entre voisins, des questions

d'entraide, par exemple, dans le cas d'une canicule, aujourd'hui, on peut très facilement activer, via Twitter, via des plateformes d'entraide citoyenne, des solutions qui vont permettre d'intégrer les populations et de les aider. Je vais m'attarder sur deux autres qui me paraissent très intéressants : le premier c'est que déjà, il y a de nouvelles formes de groupes de défense des travailleurs qui sont en train de se créer comme des syndicats, par exemple, pour les chauffeurs Uber – j'ai cité le mot Uber, c'est bien...

**Journaliste** — Ça fait deux fois déjà, attention...

**D. F.** — Tout à fait. Deux fois, c'est bien, c'est pas cinq, c'est pas dix... qui notamment aujourd'hui, en Angleterre, et notamment pour les travailleurs indépendants qui sont en train de se créer. Donc, ces nouveaux groupes de défense sont, à mon avis, aujourd'hui, une perspective très intéressante, pour essayer de recréer la solidarité là où il n'y en a pas. Et enfin, quelque chose de beaucoup plus radical, c'est ce qu'on appelle « les coopératives de plateformes ». Donc on m'a parlé de plateformes – notamment Uber est une plateforme –, l'idée c'est qu'ils ne redistribuent pas aujourd'hui la valeur comme ils devraient le faire. Il y a aujourd'hui de nouvelles start-up qui donc sont aussi efficaces que les start-up qui créent – comme par exemple, Juno, aux États-Unis – qui essaient de redistribuer non seulement la valeur, donc la création de valeur auprès des travailleurs mais aussi le capital. En gros, des coopératives traditionnelles qui sont, en fait, associées à la nouvelle économie, qui vont essayer de distribuer les parts sociales auprès, par exemple, des conducteurs.

**Journaliste** — Donc, on fait du nouveau avec de l'ancien, si je comprends bien, Nicolas Duvoux : des néo-syndicats et des néo-coopératives.

**N. D.** — Oui, alors, là, je veux dire qu'effectivement, la figure que vous avez évoquée des indépendants – on parle beaucoup du régime de l'autoentrepreneuriat en France – c'est une des formes de la précarité aujourd'hui, qui sont les plus nouvelles et les plus préoccupantes, parce que là, on sort complètement du salariat, on sort des protections et on a des gens qui vont au fond être dans un substitut de relations d'emploi avec le statut de l'indépendant. Ça, je crois que c'est quelque chose sur lequel il faut être très vigilant parce que c'est une des voies de détricotage des droits sociaux qui est particulièrement efficace mais qui a des contre-tendances ; vous l'avez évoqué avec ces néo-syndicats ou ces tentatives de réguler ces plateformes et ça on le voit dans de nombreux pays sous des formes différentes. On accepte moins cette utilisation de l'indépendance. Mais un autre point sur, bah, au fond cette nouvelle forme de précaires que vous avez évoquée, une misère psychologique, etc., là, je voulais dire sur l'intensification du travail, sur un phénomène qui est quand même assez frappant, c'est que vous avez des populations de salariés dits « non qualifiés » ou « peu qualifiés » ou « moins qualifiés », souvent des femmes d'ailleurs dans les emplois de services, et ce qu'on ne repère pas, souvent, c'est que c'est des gens qui sont mal payés, dont les conditions d'emploi sont souvent très dégradées mais dont le niveau d'éducation et dont la productivité, en fait, augmente. Et donc, ce qu'il faut arriver à penser, c'est ce décalage entre la stagnation des rémunérations, et puis, l'augmentation de ce que les gens arrivent à mettre dans leur travail. Et donc, là, il y a bien un enjeu politique.

Extrait des *Initiatives citoyennes*, « Diana Filippova : le numérique, de nouvelles formes de précarité et des pistes pour s'en sortir », par Caroline Broué. Émission diffusée le 5 novembre 2016 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

**Animateur** — 07 h 21, bonjour Sophie Bécherel !

**S. B.** — Bonjour !

**Animateur** — Ce matin, on s'interroge sur le bonheur au travail dans *L'Édito carré*, sujet à la mode ou réel enjeu de santé publique, Sophie ?

**S. B.** — Savez-vous, Nicolas, ce qu'est un CHO, un RB en français ?

**Animateur** — Non.

**S. B.** — C'est un Chief Happiness Officer, un Responsable du bonheur, il serait devenu incontournable dans les entreprises... Un nouveau métier, une nouvelle fonction plutôt, inventée dans les années 2000 par un ingénieur de chez Google. La mission de ces « créateurs de convivialité », poste occupé au demeurant à 60 % par des stagiaires : rendre les salariés heureux. Car un salarié heureux, c'est un salarié plus impliqué, plus imaginatif et, au final, plus productif : plus 31 %, plus 37 % de productivité

selon les cabinets d'étude qui rivalisent d'arguments, d'indices et d'avis sur la question. Pas toujours scientifiques selon Michel Guillemin, professeur émérite à l'université de Lausanne. Il publie son analyse ce mois-ci dans la *Revue de la Société Française de Santé et d'Environnement*.

**Animateur**

**S. B.**

— Oui, d'autant que les critères de la santé au travail ont eux-mêmes évolué.  
— C'est vrai. Il y a longtemps que l'absence d'accidents ou de maladies professionnelles, deux critères reconnus internationalement, ne suffisent plus à la définir. Le bien-être spirituel au sens des valeurs morales et des qualités humaines est désormais retenu ; c'est d'ailleurs un critère plébiscité en particulier par les jeunes générations Y et Z (nées après 1980). Avec les évolutions technologiques, sociétales, organisationnelles, nous sommes devenus digitalisés, hyperconnectés. Le revers de la médaille : on réclame le droit à la déconnexion, c'est devenu un indice de santé au travail ! L'ubérisation conduit à la perte du droit à la protection sociale... La robotisation, au stress de perdre son emploi... Encore des questions de santé au travail.

**Animateur**

**S. B.**

— Alors, que fait-on pour être heureux au travail ?  
— On commence par apprendre à mesurer le bonheur ! On prend exemple sur le Bhoutan. Au pied de l'Himalaya, ce petit pays a décidé, il y a près de 40 ans, de remplacer le PNB par le BNB, le Bonheur national brut. Un indice mesuré de façon rigoureuse, mathématique avec des données comme le bien-être psychologique, l'emploi du temps, la vie communautaire, la culture, la santé, l'éducation, l'environnement. On pourrait aussi, selon Michel Guillemin, mesurer le bonheur avec l'aide des neurosciences, en particulier la méditation dont l'effet bénéfique pour la santé mentale, la compassion, l'apaisement de la douleur physique est reconnu. Richard Davidson, professeur de psychologie à l'université du Wisconsin aux États-Unis, explore de son côté le bonheur conçu comme un talent qui se cultiverait, se travaillerait, s'apprendrait.

Extrait de *L'Édito carré*, « Les scientifiques ont-ils quelque chose à dire sur le bonheur au travail », par Sophie Bécherel. Émission diffusée le 29 octobre 2018 sur France Inter.

## Document 2

**Animatrice** — Évidemment, ça ne justifie rien mais les policiers, les pompiers, les personnels soignants aussi, sont des professions particulièrement exposées au mal du travail de ces dernières années, le fameux burn-out, littéralement, si on traduisait, « consommé par son travail ».  
Bonsoir Céline Mas.

**C. M.**

**Animatrice**

— Bonsoir !  
— Alors, on va essayer de donner une définition de ce que caractérise le burn-out, de mettre des mots sur cette pathologie : état d'épuisement physique, émotionnel et mental lié à une dégradation du rapport d'une personne à son travail. C'est une définition que vous valideriez ?

**C. M.**

— Absolument, oui, oui. L'épuisement professionnel, le trop plein, ça date des années 1975. Ça a commencé aux États-Unis dans les professions de soin, les médecins, les infirmières, c'est depuis ce moment-là qu'on parle de burn-out, et ça s'est développé avec une ampleur aujourd'hui sans précédent, sachant qu'on n'a quand même pas de chiffres à ce jour en France très précis sur le nombre de burn-out, même si l'OMS en mai nous a dit : *le burn-out n'est pas une maladie professionnelle mais c'est un phénomène lié au travail*.

**Animatrice**

— Alors, on a compilé quelques chiffres qui viennent d'un cabinet, et puis aussi de quelques organismes officiels. On va aller regarder ensemble. Il y a le nombre de personnes qui sont en hyper-stress : 25 % des Français. Les 40-50 sont les plus touchés. Ce sont des chiffres qui nous viennent de Viavoice et d'Harmonie mutuelle. Et puis, il y a aussi les professions les plus exposées au burn-out : 18 % des actifs sont touchés, 12 % chez les dirigeants, 21 % chez les indépendants. C'est aussi ce que vous avez constaté dans votre enquête ?

**C. M.**

— Oui, absolument, on a beaucoup de stéréotypes en se disant « en fait, le burn-out, c'est forcément les salariés ». Non, les dirigeants aussi ont une forte charge, notamment les dirigeants des PME. Moi, j'ai eu plusieurs entretiens avec des dirigeants de PME qui ont subi des burn-out, femmes et hommes confondus – même si plus de femmes font des burn-out –, parce qu'au bout d'un moment, la responsabilité de mener à bien une entreprise tous les jours, c'est très difficile, beaucoup de pression, et on finit par craquer.

Extrait du *JT de 23 h*, « Le "burn-out" : la maladie du siècle », par Patricia Loison. Émission diffusée le 22 novembre 2019 sur Franceinfo.

# 7 Réalités sociales et politiques

## Exercice 1

**Animateur** — La question du jour : « Et si les adolescents pouvaient voter ? » Avant de finalement y renoncer, le groupe Écologie Démocratie Solidarité, composé majoritairement d'anciens macronistes, devait porter aujourd'hui à l'Assemblée une proposition de loi pour le droit de vote à 16 ans. Mardi, lors des questions au gouvernement, le Premier ministre avait écarté la possibilité d'un abaissement de la majorité électorale. Pourtant, cette question se pose, elle revient régulièrement dans le débat. Bonjour Céline Braconnier !

**C. B.** — Bonjour !

**Animateur** — Vous êtes professeure de science politique et directrice de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Il faut tout d'abord nous expliquer quelle est la moyenne, le niveau de participation des électeurs de 18 ans, des jeunes, bref, aux élections en général.

**C. B.** — Il est très bas ; et il est donc très préoccupant. Il est de plus en plus bas. Traditionnellement, quand on est jeune, on vote moins que lorsqu'on a un travail ou fondé une famille. C'est normal, la participation électorale prolonge l'intégration sociale. Mais quand même, depuis une quinzaine d'années en France, on enregistre des taux de participation qui sont particulièrement bas et qui le sont de plus en plus. La seule élection à laquelle participent massivement les jeunes encore aujourd'hui est l'élection présidentielle, au cours de laquelle on enregistre quand même un écart très fort entre le vote des jeunes et celui des seniors mais qui est de l'ordre d'une vingtaine de points alors qu'il est de l'ordre de 35 points pour les autres élections. Pour les dernières municipales, les jeunes se sont abstenus à 70 % environ et c'est le cas pour les européennes, pour les législatives désormais également. Donc, on a une participation très très basse et de plus en plus basse, qui interroge notre démocratie, bien évidemment.

**Animateur** — Oui, ça veut dire que c'est un suffrage universel des plus âgés, finalement.

**C. B.** — Exactement. C'est le facteur sociodémographique le plus fort qui joue sur la participation, plus encore que les déterminants sociaux, par exemple. Les jeunes sont sous-représentés dans les urnes.

**Animateur** — Céline Braconnier, vous qui étudiez notamment la question de l'abstention, comment expliquer que les jeunes s'abstiennent ?

**C. B.** — Alors, ils s'abstiennent parce que, voilà, quand on est jeune, on vote moins parce qu'on est moins intégré, on est aussi plus mobile géographiquement, on est moins stable et ça gêne la participation. Il y a un vrai problème d'inscription des jeunes qui ont du mal à voter parce qu'ils ne sont pas inscrits au bon endroit. Et puis, il y a un désenchantement qui affecte notre démocratie et qui atteint aussi particulièrement les jeunes. Il y a un phénomène générationnel également qui a été mis en évidence dernièrement. Les jeunes culpabilisent beaucoup moins de s'abstenir que les générations plus anciennes et c'est lié en partie au fait qu'ils vont plus longtemps à l'école et qu'ils sont plus exigeants à l'égard de leurs représentants. Donc il y a une forme d'attente. Les jeunes aujourd'hui ne vont pas voter s'ils ne comprennent pas les enjeux, s'ils ne sont pas d'accord avec l'offre électorale. Et donc voilà, ils sont plus exigeants à l'égard de leurs représentants.

**Animateur** — Bon, mais si les 18-20 ans votent très peu, à quoi ça sert d'abaisser la majorité électorale ?

**C. B.** — Vous avez raison, ça paraît une proposition paradoxale. Et pourtant, sans doute pas, puisqu'un certain nombre d'études ont montré – notamment aux États-Unis – que l'abaissement de l'âge électorale rendrait possible un accompagnement des premières expériences électorales : accompagnement par les familles et surtout par les établissements scolaires. Il faut savoir que contrairement à l'image que l'on peut en avoir, le vote n'est pas du tout une pratique solitaire. C'est une pratique collective. On vote parce que souvent, on est entraîné au vote et ce d'autant plus qu'on est loin des institutions et loin de la vie politique. Donc on ne va pas voter comme ça du jour au lendemain sans être entraîné par ses parents, par une discussion avec des amis. On vote en groupe et l'élection présidentielle, où la participation est massive en France, c'est une élection qui se joue dans les familles et dans les groupes. Donc abaisser l'âge du vote, c'est rendre possible l'accompagnement des premières expériences électorales. Et on sait aussi qu'on vote par habitude. Des expériences ont montré que si on parvenait à faire voter les jeunes trois fois d'affilée, ils avaient plus de chances de devenir des votants plus constants pour le reste de

leur parcours civique. Donc voilà, commencer à les accompagner au début, c'est plus facile à 16 ans qu'à 18 ans, tout simplement parce qu'en France, l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans et que de 16 à 18 ans, on est moins mobile. En général, on réside encore chez ses parents. Donc voilà, il y a un accompagnement possible. Mais évidemment, il ne suffit pas de décréter l'abaissement de l'âge électoral. Il faut accompagner et mettre en place des dispositifs d'accompagnement.

**Animateur** — Alors, les députés du groupe Écologie Démocratie Solidarité ont lancé une pétition, justement, en faveur de ce droit de vote à 16 ans. Sait-on aujourd'hui ce que les premiers concernés, autrement dit les jeunes, pensent, Céline Braconnier ?

**C. B.** — Alors, sur cette question-là, ils sont clairement pas... ce n'est pas une question qui se pose. Ils ne vont pas spontanément dans la rue pour demander l'abaissement de l'âge électoral parce qu'ils sont loin des urnes, tout simplement. C'est une génération qui a pris ses distances avec le vote. Ce qu'ils nous disent dans certaines enquêtes, c'est : *on a besoin de décrypter mieux les enjeux politiques, si on veut qu'on vote davantage*. Ils sont très en demande d'accompagnement par l'école de la compréhension de la vie politique. Mais ils ne vont pas d'eux-mêmes spontanément demander l'abaissement du droit de vote.

**Animateur** — Loin des urnes, loin des partis, j'imagine aussi.

**C. B.** — Ah oui, tout à fait. La défiance, elle s'énonce à l'égard des partis politiques, des organisations et des professionnels de la politique.

**Animateur** — Mais alors, historiquement, lorsqu'on prend la participation des jeunes aux élections, est-ce que lorsqu'il y a eu, par exemple, de grandes manifestations de jeunes, en mai 68 et après, est-ce que cela a influé sur la manière dont les jeunes ont participé à la vie politique ?

**C. B.** — Alors, oui, quand il y a de grands événements qui peuvent marquer l'engagement d'une génération, ils produisent de la participation et aussi de la participation électorale. Il faut savoir que les formes d'expression politique sont toutes articulées et sont cumulatives. En général, quand on descend dans la rue, quand on participe à des réunions, quand on va à la mairie pour se faire entendre, quel que soit son âge, on vote également. Donc évidemment que l'expérience acquise dans d'autres répertoires d'actions se traduit par une participation électorale plus poussée. Mais l'inverse n'est pas vrai. On ne résoudra jamais le problème de la participation politique des jeunes sans interroger leur participation électorale, parce que c'est beaucoup moins coûteux de voter que de prendre la parole dans une réunion devant des adultes dans une mairie ou même de descendre dans la rue. Donc la question du vote des jeunes est absolument centrale quand on pose la question du fonctionnement de notre démocratie.

Extrait de *La question du jour*, « Que pourrait changer le vote à 16 ans ? », par Guillaume Erner.  
Émission diffusée le 8 octobre 2020 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

**Animateur** — L'urbanisme demain. C'est avec vous, Olivier Marin. Bonjour Olivier !

**O. M.** — Bonjour Éric !

**Animateur** — Rédacteur en chef au *Figaro Immo*, on parle ce matin de l'habitat participatif. Nouvelle forme de vie en collectivité, ce mode de vie connaît depuis quelques années une forte croissance. Alors Olivier, au-delà du partage entre voisins, quels sont les principes de cet habitat participatif ?

**O. M.** — Eh bien, l'habitat participatif, c'est tout d'abord une aventure collective. Ce sont des personnes qui se rassemblent, et vont concevoir, penser, imaginer ensemble leur futur habitat dans lequel il y aura des espaces individuels et des espaces partagés. Ce peut être une salle de réunion, un jardin, un atelier... tout est possible. L'idée première, c'est l'entraide, le partage, créer un endroit convivial et se donner des coups de main pour les courses, les gardes d'enfants, des services du quotidien. Ça dépasse la question du logement. C'est un mode de vie. Dans l'habitat participatif, il y a une logique de solidarité et d'échanges entre les générations. Il y a aussi une vraie demande de gens qui ne veulent pas habiter seuls. Cela permet aussi de mutualiser des espaces et donc, souvent, des coûts.

**Animateur** — Est-ce que l'habitat participatif est inscrit dans la loi ?

**O. M.** — Absolument. Il existe des statuts de copropriété à l'habitat participatif. Les sociétés d'attributions et d'autopromotion où chaque habitant a des parts qui correspondent à son lot et



puis les coopératives d'habitants, où l'on est sur une logique de propriété collective. En tout cas, l'habitat participatif se démocratise. Il y a quelques années, tout partait des habitants. Aujourd'hui, il y a des initiatives qui émanent de collectivités, de villes qui réservent des terrains pour ce type de projet. Ça peut démarrer aussi d'un organisme HLM qui veut se renouveler et montrer qu'il peut construire des logements autrement et proposer aux habitants de participer à la gestion des lieux. Il y a aussi des promoteurs, des promoteurs citoyens qui se spécialisent dans le domaine comme Habitat et partage.

**Animateur** — L'habitat participatif, pas toujours facile à mettre en place. Quelles sont les principales difficultés ou les freins ?

**O. M.** — La principale difficulté c'est de trouver du foncier, c'est de trouver du terrain pour cette aventure humaine. La plupart des constructions sont liées à des constructions nouvelles, souvent avec une dimension écologique. Ensuite c'est le temps. Aujourd'hui, il faut compter autour de 3 à 4 ans pour passer du rêve à la réalité. Alors, il y a des structures qui accompagnent les projets et permettent d'aller plus vite. En tout cas, si la crise sanitaire, le confinement ont été des freins à des projets d'habitat participatif, ça a été aussi un accélérateur, pour prendre conscience qu'habiter et vivre autrement, c'est possible comme le confirme Ludovic Parenty, qui est le coordinateur national de Habitat Participatif France.

**L. P.** — On a aussi assisté à une demande assez forte de gens qui souhaitent effectivement habiter dans ce type de projet. Et là aussi effectivement, c'est quand même bien un accélérateur d'une tendance de fond dans la société qui est une aspiration à un mode de vie plus solidaire, plus écologique, à une volonté de réengagement citoyen. Et donc là dessous on voit bien que l'habitat participatif effectivement s'inscrit bien dans la démarche de transition à la fois citoyenne et écologique.

Extrait de *L'urbanisme demain*, « L'habitat participatif, mode de vie solidaire », par Olivier Marin.  
Émission diffusée le 12 décembre 2020 sur France Inter.

## Document 2

**Animatrice** — Et donc *Brief éco*, Emmanuel Cugny, vous nous amenez donc ce matin à Lille où se tient cette semaine le Forum international sur la cybersécurité. 12 000 visiteurs et 450 exposants attendus. Un secteur en pleine croissance, en fait, Emmanuel. La sécurité sur Internet, ça concerne tout le monde : les particuliers et les entreprises.

**E. C.** — Et oui, la criminalité informatique est devenue un phénomène de masse, susceptible de frapper n'importe qui n'importe où. Alors, il y a l'usurpation d'identité, les fraudes aux faux fournisseurs, aux faux clients et aux faux présidents. On a entendu parler de plusieurs affaires de ce genre récemment : un escroc se fait passer pour le patron d'une société. L'escroc, qui a réussi à détourner le mail du vrai patron, se fait passer pour ce dernier et envoie un message à son directeur financier pour qu'il vire une somme d'argent sur un compte, quelque part. Le salarié, en confiance, s'exécute et c'est trop tard. Bien sûr l'argent est parti et ce sont des sommes très importantes. Alors, il y a aussi ce que l'on appelle le « ransomware », c'est le logiciel rançonneur, la demande de rançon via le blocage de serveurs ou de données.

**Animatrice** — Et le nombre de ces fraudes est en augmentation constante.

**E. C.** — Oui, alors, il y a une récente étude qui a été réalisée par Euler-Hermès pour l'Association des directeurs financiers et contrôleurs de gestion (la DFCG) : en 2018 une entreprise sur cinq a été visée par plus de dix tentatives de fraude. Les chefs d'entreprise sont conscients de la menace de plus en plus importante, mais ils n'investissent pas pour s'en prémunir. Six entreprises sur dix n'ont toujours pas engagé de budget alloué à la lutte contre ce fléau.

**Animatrice** — Oui, parce que ça a un coût, Emmanuel, c'est peut-être ça qui freine les entreprises ?

**E. C.** — Alors, figurez-vous qu'il ne suffit pas toujours d'investir dans des systèmes très coûteux. Il convient d'abord de faire un audit de sécurité des services informatiques, de sensibiliser et former les personnels, tout simplement, il y a des modules qui existent. Alors, les entreprises doivent faire preuve de bon sens : être discrètes, et surtout renforcer la collaboration entre les directeurs des Affaires financières et les directeurs des services Informatiques. Aujourd'hui, chacun vit trop dans son propre monde. Et puis, se dire bien sûr que ça n'arrive pas qu'aux autres. Tous les types d'entreprises sont concernés : TPE, PME, ETI, donc pas seulement les grands groupes.

Le *Brief éco*, « Cybersécurité, un secteur d'avenir », par Emmanuel Cugny.  
Émission diffusée le 27 janvier 2020 sur Franceinfo.

# 8 Médias et réseaux sociaux

## Exercice 1

**Journaliste** — Et dans l'*Actualité des idées* aujourd'hui, de la haine des médias à la haine dans les médias, de la défiance envers les journalistes à la polarisation des débats. Une première question sur cette lettre, cette tribune, cette lettre ouverte qui a été publiée cette semaine : « Ensemble, défendons la liberté ». Pour la première fois, une centaine de médias français se sont unis pour défendre la liberté d'expression, à l'initiative du directeur de la publication de *Charlie Hebdo*, on est en plein procès des attentats de 2015 aussi en ce moment. Est-ce que vous avez le sentiment, François Jost, vous qui avez analysé, exploré le champ médiatique, depuis des années, et tout particulièrement encore pour ce nouvel ouvrage, *Médias : sortir de la haine*, avez-vous le sentiment d'une liberté d'expression qui serait en train de se rétrécir ?

**F. J.** — Oui, absolument. Et je dirais qu'est-ce qui a changé ? J'ai travaillé dans un livre précédent sur *Hara-Kiri*, ce qui a précédé *Charlie Hebdo*, et *Hara-Kiri* faisait une satire dans les premiers numéros, faisait une satire très très violente de la société, qui a amené le pouvoir à l'interdire, et puis, ensuite est né justement *Charlie Hebdo*, etc. La grande différence, c'est que la censure venait d'en haut. Aujourd'hui, on a une censure, qui j'allais dire, vient d'en bas. C'est-à-dire que c'est le public lui-même qui censure les propos ou les dessins des journalistes. C'est donc toute la différence, c'est-à-dire que par les réseaux sociaux notamment, ce qui est dit par un journaliste ou par un penseur ou par un dessinateur peut être censuré par les gens mêmes à qui c'est destiné. Ce n'est plus du tout la même chose.

**Journaliste** — Gérard Noiriel ?

**G. N.** — Oui, je crois qu'il y a des mutations qui sont extrêmement importantes, et comme toute mutation, elles sont contradictoires ; par le fait, il faudrait donc analyser ce qu'on appelle « liberté d'expression » parce que, justement, les réseaux sociaux ont permis aussi de diffuser une parole, une parole qui ne nous plaît pas forcément toujours mais qui existe, et qui, effectivement, va dans des sens contradictoires, avec des pressions, comme vous le disiez, qui sont réelles... donc voilà, il faut faire face à ces problèmes-là, sans les dramatiser non plus. Enfin, je veux dire, voilà, la question de liberté d'expression après elle pose « Qui a accès à l'espace public » ? Enfin, toute une série de problèmes qu'on essaie de traiter nous, en tant que chercheurs, mais, oui, il est bon d'être toujours vigilant d'ailleurs sur cette question de la liberté d'expression, donc aujourd'hui particulièrement, oui.

**F. J.** — Mais je crois que la différence, c'est que s'il y avait de la censure avant, et s'il y en a, bon, encore aujourd'hui, la différence, c'est la haine, justement. C'est-à-dire que la contestation d'une opinion passe par des appels, des menaces de mort, un appel à la violence, à des insanités, donc sans doute ça existait avant, mais on ne le voyait pas.

**G. N.** — Je pense, c'est ça qui est aussi intéressant, c'est que ce qu'on appelait autrefois les « propos du commerce », « le café du commerce », c'était dans l'interaction, dans l'interdiction, donc entre des personnes comme ça, par la parole, je dirais. Aujourd'hui, les réseaux sociaux ont étendu ce cercle, et donc donnent une dimension publique par le fait. Donc ça, je crois que ça a changé beaucoup de choses et, voilà, c'est une des contradictions qu'on doit affronter, je pense, aujourd'hui.

**Journaliste** — Il y a vingt ans, on donnait la parole à des opinions de droite, voire d'extrême droite, à des personnalités, des porte-parole du Front national, des personnalités comme Jean-Marie Le Pen, débattre avec eux, ça posait questions. On se disait encore fallait-il l'inviter, peut-on discuter, débattre avec un homme comme Jean-Marie Le Pen, un homme politique comme lui, confronter ses opinions dans ce cadre-là ? Aujourd'hui, les porte-parole du Rassemblement national sont des invités comme les autres, au nom du pluralisme souvent et de la liberté d'expression. Est-ce qu'une bascule s'est faite à un moment donné, pour vous, François Jost, et si oui, quand ?

**F. J.** — Oui, on peut dater, effectivement. Jusqu'en 2001, Le Pen se plaignait de ne pas être invité – c'est vrai, je l'ai vérifié, il n'était pas invité – et puis, à partir du moment, en 2001 donc, à partir du moment où les régionales ont vu le Front national pas mal arriver, le CSA a recommandé, en fait, qu'on écoute, qu'on invite aussi, les gens du Front national. Et on a vu, là, après, une explosion avec... Alors, ce qui est intéressant, c'est qu'en l'an 2000, Le Pen avait fait une conférence pour montrer combien les médias étaient à proscrire, à haïr, etc., notamment parce qu'il parlait d'un effet de clan, il disait que c'étaient des gauchistes, etc., et toutes ces choses qu'il avait dites, ce sont retrouvées dans les discours d'autres hommes politiques à partir de la campagne de 2007. Ça s'est banalisé de dire que les médias étaient des puissances d'argent qui manipulaient les gens, etc. Et on a vu de plus en plus invités des gens du Front national. En 2015, Florian Philippot a fait 65 matinales.

**Journaliste** — Au fil aussi du poids qu'ils ont pris dans les urnes, Gérard Noiriel, vous trouvez ou vous pensez qu'aujourd'hui l'époque est assez propice à cela, à cette ouverture, multiplication de la parole ?

**G. N.** — Oui, je crois qu'il y a des mutations qui sont incontestables, qui sont traduites au niveau de la technologie par la multiplication des chaînes d'info en continu, de la TNT aussi, c'est-à-dire des chaînes gratuites où du coup il faut faire des émissions qui coûtent pas cher, donc ce qui marche le mieux, c'est la polémique, c'est ça parce que c'est relayé après par les réseaux sociaux, etc.

**Journaliste** — Cette multiplication des chaînes d'information, François Jost, cette bataille des audiences qu'elles se livrent aussi, ça contribue à la virulence des débats pour vous ?

**F. J.** — Oui, parce qu'en fait, il faut rappeler que ces chaînes d'information, avec d'abord France info, la radio, et puis, ensuite, l'arrivée sur la TNT, ça ne s'appelait pas CNEWS mais enfin de différentes chaînes d'information. Au départ, ces chaînes d'information c'étaient des chaînes qui donnaient un bulletin d'information régulièrement, il y avait un cycle qui revenait, et puis, il y avait des chroniques avec différents thèmes, etc. Ça n'est qu'en 2007, je crois, qu'on a commencé à mettre des débats. Il n'y avait pas de débats au départ. Il y avait simplement un retour du même, et puis, des chroniques différentes, etc. Dans un premier temps, je dirais que les chaînes d'information, elles étaient faites pour picorer. On arrivait à 3 h chez soi, on écoutait ce qui s'était passé, etc. Ensuite, le problème a été de garder les gens, les auditeurs, les spectateurs, et donc de fabriquer des histoires, de rajouter du récit, c'est-à-dire que toute nouvelle qui n'était pas transformable dans le temps était éliminée. Et puis, on a ajouté du débat, parce que le débat permet de, j'allais dire, de combler les trous entre deux nouvelles informations, si tant est qu'elles soient nouvelles. Et donc, c'est avec cette arrivée des débats, il y a quelques années, en fait, que l'orientation des chaînes, la mise en avant du commentaire, de petits mots, de petites phrases, de tweets qui ont été envoyés, ont commencé à s'installer et à devenir de plus en plus prégnants.

**Journaliste** — Avec des débats courts et du coup, l'importance de rétablir un clivage net et franc entre les interlocuteurs.

**F. J.** — Absolument, oui, c'est-à-dire qu'on voit ces chaînes dire qu'il y a des débats mais en fait, on voit très vite que ce ne sont pas des débats, ce sont des polémiques, c'est une grande différence parce qu'un débat s'est organisé et dirigé selon la définition, alors que la polémique, évidemment, c'est violent et c'est guerrier.

Extrait de *La Grande table idées*, « Médias : de la défiance à la haine ? », par Olivia Gesbert.  
Émission diffusée le 24 septembre 2020 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

**Journaliste** — Bonsoir Jérémie Peltier !

**J. P.** — Bonsoir !

**Journaliste** — Vous êtes directeur des études de la Fondation Jean-Jaurès. Vous avez coordonné l'étude de l'IFOP sur le complotisme autour du Covid-19. Alors, on a tout entendu sur le coronavirus : pour guérir, il faut boire de l'eau toutes les quinze minutes. Ce sont les labos

qui auraient fabriqué intentionnellement ce virus pour gagner de l'argent. Bon, ce qu'on peut dire, c'est que cette crise réunit finalement tous les ingrédients qui font décoller la théorie du complot.

**J. P.** — Absolument. On a les ingrédients, on a tous les ingrédients pour que finalement le complotisme fonctionne assez bien. D'abord, la crise sanitaire et le sujet de cette crise. Les Français font partie, sur l'ensemble des pays européens, des publics, des populations les plus sensibles et les plus complotistes, je dirais, vis-à-vis des questions de santé, vis-à-vis des questions sanitaires.

**Journaliste** — Oui, vous dites que cette flambée du complotisme finalement, eh bien, c'était prévisible puisque vous le comparez aux autres grandes épidémies historiques.

**J. P.** — Absolument. De toute façon, on sait que maintenant, chaque grande crise, chaque événement majeur génère sa propre grille de lecture complotiste ou conspirationniste. Ce qui est très intéressant, c'est que même si là on est dans une crise sanitaire très spécifique, on retrouve les mêmes publics touchés massivement par les théories du complot, à savoir les plus jeunes, les catégories sociales les plus défavorisées et les sympathisants du Rassemblement national.

**Journaliste** — Il y a des ingrédients, si je puis dire, qui se retrouvent, qui sont les thèmes du sanitaire, de l'immigration, ça, pour le coup, c'est ça aussi qui fait le lit de cette théorie-là.

**J. P.** — Absolument. Après, si on regarde notamment les classes sociales les plus défavorisées et les sympathisants du Rassemblement national, ils ont un point commun qui est la défiance vis-à-vis des figures d'autorité et la défiance vis-à-vis, je dirais, du discours officiel, du discours scientifique, et effectivement, cette défiance-là qu'on voit aussi de la part de la population d'une façon générale auprès du gouvernement dans cette crise-là, mais évidemment, cette défiance vis-à-vis des figures d'autorité, des figures officielles alimente et peut alimenter un discours de réinformation.

Extrait de *C à dire ?!*, « Coronavirus : le poison des théories du complot se diffuse », par Mélanie Taravant. Émission diffusée le 2 avril 2020 sur France 5.

## Document 2

**Journaliste** — Dominique Cardon, vous êtes professeur de sociologie, directeur du médialab de Sciences Po, vous avez beaucoup travaillé sur l'arrivée d'Internet et également l'effet que cet Internet faisait sur nos vies. Est-ce que vous pensez, vous, qu'on a trop d'infos ?

**D. C.** — Ce qui se passe aujourd'hui, c'est que je pense en partie que cette plainte du trop d'informations est liée à la transformation de son mode de consommation et du coup, elle vient beaucoup du monde des médias en réalité, qui pensent que leurs lecteurs ont trop d'informations. Parce que, ce qui a vraiment changé de façon très forte, c'est que les médias en tant que titres de presse ne contrôlent plus, comme ils l'ont fait, la réception de l'information, et donc l'idée qu'il y a un travail éditorial pour hiérarchiser, pour ranger, et pour, d'une certaine manière, contrôler le contexte dans lequel les gens regardant le Journal de 20 h, achetant *Le Monde* à 1 h, etc., étaient non seulement exposés à l'information mais aussi au travail que la rédaction avait fait pour l'ordonner, la hiérarchiser et du coup, la trier pour dire « bah c'est ça l'information qui est importante, le reste, c'est moins important ». Alors, on accède à l'information par les réseaux sociaux. Et alors, il faut vraiment dire, accéder à l'information par les réseaux sociaux, ça ne veut pas dire que les réseaux sociaux produisent de l'information. Ça veut dire qu'on accède, en fait, toujours au *Monde*, au *Figaro* et aux autres, mais à travers des liens unitaires vers l'information et donc il y a quelque chose qui est du centre de gravité de la composition de l'information s'est déplacé vers les individus en leur disant « ben, c'est toi qui hiérarchises, c'est toi qui ranges, c'est toi qui vas sélectionner, tu vas être soumis effectivement à un flot un peu important, et il faut toi plus (+) les plateformes et les algorithmes qu'ils mettent en place (de) réorchestrer et (de) réorganiser en fonction de principes nouveaux l'information qui t'arrive.

Extrait du *Temps du débat*, « Que faire de tant d'infos ? », par Emmanuel Laurentin. Émission diffusée le 21 novembre 2019 sur France Culture.

# 9 Vie et mort

## Exercice 1

- Journaliste 1** — Tinder, Bumble, Okcupid, Happn... toutes ces applications de rencontre caracolent en haut des classements de téléchargements. Et les internautes sont de plus en plus tentés d'ouvrir leur portefeuille pour trouver des amants et des âmes-sœurs. Ça fait un petit moment que les sites de rencontre, ancêtres de ces applis existent. Le premier service numérique, c'était Match.com. Il a été lancé aux États-Unis en 1995 par une entreprise qui s'appelait Electric Classifieds, Inc. et qui s'inspire des petites annonces amoureuses, publiées dans les journaux.
- Journaliste 2** — La sociologie a montré que la majorité des coups de foudre se font dans des endroits qui favorisent l'homogamie sociale, c'est-à-dire les unions entre personnes de même classe sociale, ayant reçu souvent la même éducation. La rencontre se produit le plus souvent sur le lieu de travail ou d'études, puis dans les soirées entre amis, ensuite dans les lieux publics. La rencontre en ligne n'arrive qu'en quatrième position, selon la dernière enquête Épic (Étude des parcours individuels et conjugaux) de l'Ined et l'Insee sur 2013 et 2014.
- Journaliste 1** — Le célibat est en augmentation et concerne une personne sur trois. Les applications sont donc une innovation sociale dont on a vraiment besoin : un besoin de marché. De quoi démocratiser la rencontre en ligne. Fondé en 2012, Tinder est LA référence, l'inspiration. La journaliste Judith Duportail, autrice de l'essai *L'Amour sous algorithme*, nous donne sa recette.
- J. D.** — J'ai étudié le fonctionnement de Tinder, et donc, en même temps, son modèle économique, qui fonctionne très très bien parce que Tinder, c'est l'application la plus rentable de l'Apple Store et c'est 50 % du chiffre d'affaires de Match, sa maison mère qui détient quasiment tous les sites de rencontre dans le monde. Alors, ça fonctionne sur un modèle qu'on appelle Freemium, ça veut dire que c'est gratuit pour s'en servir mais si on veut débloquer des utilisations plus poussées ou plus avancées, avoir des bonus, etc., là, il faut payer. Et ça marche très très bien parce que du coup, il y a quand même 5 millions d'utilisateurs payants dans le monde de Tinder.
- Journaliste 1** — C'est même 6 millions aujourd'hui. Presque toutes les apps optent pour ce modèle économique et des tarifs beaucoup plus bas que les sites d'antan. L'un des buts est évidemment de démocratiser la rencontre. Autre souci : les deux publics insatisfaits. Car il faut dénouer comment les stéréotypes sexistes influencent les expériences de chacun. Et le business model de ces applis.
- Journaliste 2** — Les premiers perdants, ce sont les hommes. Ceux qui doivent faire le premier pas : séduire celles qui attendent qu'on vienne les chercher. Et scoop : c'est justement à cause de nos rapports de genre. Pour comprendre en quoi les expériences des hommes et des femmes diffèrent, Judith Duportail s'est associée avec le data journaliste Nicolas Kaiser-Bril dans une enquête surprenante, publiée dans *Le Monde*, l'été dernier.
- J. D.** — On a essayé d'évaluer la différence du taux de succès, le success rate en anglais, entre les hommes et les femmes sur Tinder. Ce qu'on a découvert ce soir-là, et les résultats qu'on a fait vérifier par des data scientists qui les ont recalculés dans tous les sens, c'est que le taux de succès moyen d'une femme sur Tinder, c'est 50 % et le taux de succès moyen d'un homme hétéro, c'est 2 %.
- Journaliste 2** — Mais qu'est-ce que ça crée comme différence d'expérience entre les hommes et les femmes ? En quoi ça joue sur leurs rapports ?
- J. D.** — Les femmes, aujourd'hui, quand elles sont connectées à Tinder, donc elles ont un taux de succès moyen de 50 %, elles reçoivent toutes énormément, énormément, énormément de messages, énormément de sollicitations, et parmi ces messages, beaucoup de messages vulgaires, beaucoup de messages sexuels – mais pas sexy –

sexuels agressifs, beaucoup d'insultes, beaucoup de messages misogynes. Et du coup, n'importe quel message qu'elles reçoivent, même tout gentil, tout banal, elles sont déjà sur la défensive. Comme n'importe qui le serait dans ce cas-là. Et de l'autre côté, les hommes, c'est encore eux beaucoup qui font le premier pas sur les applis comme Tinder, c'est ce que montrent les études sociologiques, donc ils envoient beaucoup de messages et reçoivent en réponse beaucoup de silence, silence, silence, le vide. Un vide que beaucoup finissent par interpréter comme du rejet et, au bout d'un moment, eux aussi, finissent par être sur la défensive. Ce qui fait que quand un homme et une femme se parlent sur Tinder, avant même que la conversation ait commencé, avant même qu'ils aient fait connaissance, avant même qu'ils aient une idée de qui est la personne en face d'eux, les deux sont épuisés.

**Journaliste 2** — Parmi ces hommes, les moins satisfaits sont ceux qui ne correspondent pas aux critères de beauté, de virilité, de réussite sociale et professionnelle. Dans son dernier ouvrage, *La Fin de l'amour*, la sociologue israélienne, Eva Illouz, a développé une théorie dans laquelle les applications de rencontre reposent sur un nouveau marché néolibéral de la sexualité, dans lequel il y a des perdants, les moins séduisants, qui doivent cependant faire le premier pas. Mais ça implique quoi, Laurine ?

**Journaliste 1** — Bah, comme dans les boîtes de nuit, ce sont souvent les hommes qui payent. Au contraire, ces applis font de la publicité ciblée sur les réseaux sociaux pour attirer les jeunes femmes qui ne constituent qu'un tiers des inscrits, selon Marie Bergström. En 2013, 45 % des hommes ayant fréquenté un site de rencontre avaient déjà payé pour bénéficier des services *premium*. Contre 18 % des femmes. Les concepteurs de ces applis le savent bien et construisent leurs algorithmes en fonction. Alors que faire la cour prenait du temps et jouait sur l'imagination, le dating est foncièrement capitaliste : les hommes sont déjà habitués à dépenser pour les verres, les fleurs, le restaurant et autres activités propices en début de love story. C'est un autre pan des inégalités de genre. Tinder a poussé le vice jusqu'au bout, en établissant un système de notation très précis. Judith Duportail le décrit : c'est l'Elo score. Du nom d'un mathématicien, Arpad Elo, qui avait inventé un système de classement de joueurs d'échecs. Transposé à la rencontre, c'est un système qui permet d'évaluer la note de désirabilité de chacun. Quand on matche avec un profil à succès, on gagne beaucoup de points. Mais quand on perd contre un joueur médiocre, la cote baisse en flèche. D'autres facteurs s'y ajoutent, un petit peu surprenants.

**J. D.** — Ce que je raconte dans mon enquête, c'est que je mets la main sur le brevet de Tinder qui décrit ce système de notation et de matching extrêmement sophistiqué, et dans ce document, il est expliqué très très clairement sur quels critères on est évalué. Donc il y a la beauté physique, mais pas du tout seulement, il y a aussi notre quotient intellectuel, qui peut être évaluée à partir de nos messages, la vitesse à laquelle on écrit, le nombre de mots compliqués qu'on emploie par phrase et le nombre de mots qu'on emploie par phrase, le nombre de syllabes dans nos mots.

**Journaliste 2** — D'après ce brevet, on est aussi évalué sur notre niveau de diplôme, sur notre niveau de revenu. Les informations qu'on fournit nous-mêmes, souvent par notre profil Facebook, indirectement.

**Journaliste 1** — Dans l'enquête Ined-Insee de 2013 et 2014, ce sont surtout les femmes de classes aisées et urbaines qui souffrent du manque de relations stables. D'abord parce que le poids de la norme est fort : entre 30 et 34 ans, plus de 4 personnes sur 5 se disent en couple. Seuls 22 % des personnes restantes se disent heureuses de leur situation. Les irréductibles Gaulois et Gauloises. Ensuite, parce qu'il y a plus de femmes diplômées du supérieur que d'hommes. En 2018, parmi les femmes de 25 à 34 ans, elles étaient 49 % à avoir un diplôme du supérieur. Chez les hommes, c'était 38 %, d'après le ministère de l'Éducation. On est donc face à un problème économique classique. En matière d'amour, l'offre et la demande ne se rencontrent pas. C'est donc une catégorie qui se décide de plus en plus à payer pour améliorer son expérience.

Extrait de *Splash*, « Faut-il payer pour trouver un mec ou une meuf ? », par Etienne Tabbagh. Épisode écrit par Léa Lejeune, coanimé avec Laureen Melka, diffusé le 15 juin 2020.

## Exercice 2

### Document 1

- Antoine Marette** — 7 h 39, sur France Culture. C'était il y a cinq ans jour pour jour : la loi Taubira était votée en seconde lecture à l'Assemblée nationale. À son tour, la France légalisait le mariage homosexuel et, par conséquent, l'adoption par des couples de même sexe. C'est le choix de la rédaction de ce matin, Catherine Duthu.
- C. D.** — Retour sur l'une des revendications des mouvements LGBT. L'adoption donc par les couples homosexuels qui, même si elle est inscrite dans la loi, reste exceptionnelle, Antoine Marette.
- A. M.** — Véronique Desmaizières est la présidente de l'UDAF de Paris et elle reconnaît que la loi Taubira a été diversement accueillie au sein de l'UDAF.
- V. D.** — Ce qui a été dit avant la loi, et je précise bien, avant la loi, c'était l'idéal pour un enfant, c'est d'avoir deux parents, un père et une mère. C'était la position d'une majorité des personnes de l'UDAF. La loi étant passée, il est hors de question d'y revenir, et donc de mépriser à la limite quelqu'un qui fait différemment. On applique la loi, et au sein des conseils de famille, le membre de l'UDAF qui est présent, choisit un couple non pas parce qu'il est homo ou pas homo, c'est parce qu'il pense que c'est le mieux pour l'enfant.
- A. M.** — C'est la loi qui vous a fait changer d'idée ?
- V. D.** — Changer non, évoluer oui. Et la loi, elle est ce qu'elle est, il faut vivre avec la loi et essayer de l'appliquer au mieux.
- A. M.** — Selon Véronique Desmaizières, le nombre de couples homosexuels qui ont pu adopter dans la capitale depuis la loi Taubira se comptent sur les doigts d'une main. Un chiffre qu'elle explique par le très faible nombre d'enfants adoptables dans la capitale, une vingtaine par an en moyenne. Et l'adoption internationale n'est pas forcément une voie plus dégagée pour les couples homosexuels ? Seuls le Brésil, la Colombie, l'Afrique du sud, le Portugal, l'État de Mexico et quelques états des États-Unis acceptent les candidatures de couples de même sexe. Cinq ans après le vote de la loi Taubira, l'adoption pour les couples homosexuels reste un droit virtuel en France.

Extrait du *Choix de la rédaction*, « L'adoption pour les couples homosexuels en France », par Antoine Marette. Émission diffusée le 23 avril 2018 sur France Culture.

### Document 2

- Journaliste** — La rupture : un couple de Français sur trois en fait l'expérience. Une situation qui se corse lorsque des enfants sont en jeu. Dans l'immense majorité des cas, ils sont encore confiés à leur mère. Cela concerne 73 % des enfants de couples séparés, quand 7 % seulement habitent avec leur père et 3 % chez un tiers. La garde, ou résidence alternée entre les deux parents est encore minoritaire dans notre pays. Elle concerne un enfant de couples divorcés sur cinq. Un chiffre encore modeste mais qui augmente progressivement. En 2003, 12 % des cas tranchés par un juge aboutissaient à une résidence alternée contre 21 % en 2012. La garde partagée progresse davantage chez les couples qui divorcent par consentement mutuel, soit 30 % des cas. Dans certains pays, la loi prévoit que le juge doit privilégier la garde alternée : la Belgique a fait ce choix en 2006, les Pays-Bas ont suivi trois ans plus tard en créant une présomption de résidence alternée.
- Animatrice** — On va avancer un tout petit peu. Pourquoi ce débat s'ouvre-t-il aujourd'hui ? Est-ce qu'on aurait eu le même genre de questions il y a une dizaine, une vingtaine d'années ? Pas si sûr. Il semblerait qu'on assiste à une évolution sociologique des pères. Vous allez nous dire ce que vous en pensez tous et toutes. Écoutez ce qu'en pense, Stéphane Clerget.
- S. C.** — On voit aujourd'hui que les jeunes papas s'impliquent davantage, on voit que les jeunes papas dans les situations de séparation s'autorisent un peu plus à demander la garde alternée mais ils ne sont en tout cas pas tellement soutenus par l'entourage pour avancer dans ce sens-là. Donc il y a une évolution mais elle m'apparaît encore trop lente. Et, encore une fois, c'est aussi une question de regard sociétal « Qu'est-ce qu'un homme ? », « Qu'est-ce qu'être un homme ? », « Est-ce que s'occuper d'un nourrisson, c'est quelque chose de virile ? ». C'est toutes ces dimensions-là, un peu culturelles aussi, sur lesquelles il faut travailler, plancher, réfléchir, qui renvoient aussi à la manière dont on éduque nos garçons et nos filles.

Extrait de *On va plus loin*, « Garde alternée : la nouvelle règle pour tous ? », par Laure-Anne Elkabbach. Émission diffusée le 30 novembre 2017 sur Public Sénat.

# 10 Avenir

## Exercice 1

- Jacques Attali** — Je suis ravi de cette conversation parce que s'il y a un domaine où on a un peu moins d'incertitude que d'autres sur l'avenir, c'est celui de la science parce qu'il y a des programmes de travail – en tout cas, celui de la science appliquée – donc on va essayer peut-être d'abord d'évacuer cette question de ce qu'on aura exploré dans 18 ans, et puis, ensuite, on verra où on peut imaginer ou espérer que la science fondamentale, si bien explorée dans vos livres, a pu aller pour résoudre des questions qui sont aujourd'hui à la fois essentielles et totalement énigmatiques. Donc d'abord, qui aura été de nouveau sur la Lune, dans l'espace, sur Mars, etc., dans 18 ans ?
- Christophe Galfard** — Ah effectivement des programmes existent pour essayer de conquérir notre voisinage cosmique, que ce soit la Lune ou les planètes comme Mars, par exemple. Pour certains pays ou grandes puissances comme les États-Unis, le programme est assez officiel. On sait ce qu'ils essayent de faire, on sait comment ils veulent éventuellement y aller. Pour d'autres pays, comme la Chine, par exemple, c'est un petit peu plus difficile d'avoir une idée précise de ce qu'ils vont faire. On sait qu'ils ont extrêmement envie de passer devant, d'arriver en premier quelque part pour des raisons probablement idéologiques ou technologiques aussi, pour prouver que loin d'être les suiveurs qu'ils ont été pendant longtemps, ils sont aussi maintenant à l'avant des technologies. L'exemple du fait qu'ils aient posé un petit satellite sur la face cachée de la Lune au début de cette année, début janvier 2019, prouve, alors que c'était pas forcément annoncé de manière flamboyante avant, prouve qu'ils ont vraiment une vision spatiale qui est puissante. Maintenant, il y a quelque chose d'amusant, je trouve, dans la conquête de l'espace telle qu'on la vit aujourd'hui. Dans les années 1960, il y avait réellement un clash idéologique : qui allait gagner entre l'Est et l'Ouest ? Qui allait gagner entre une vision communiste et une vision plus libérale peut-être du monde ? Et voilà, les Américains ont posé le pied sur la Lune. Aujourd'hui, la compétition, elle est, certes idéologique, mais ce que je trouve assez amusant par rapport, par exemple, aux États-Unis, c'est qu'elle est aussi ego. C'est l'égo de milliardaires qui veulent être les premiers à envoyer des gens, de nouveau sur la Lune, peut-être sur Mars : ça devient une quête privée, évidemment financée par des pouvoirs publics. Par exemple, les programmes de satellites de lancement de fusée d'Elon Musk ne seraient pas viables commercialement, s'il n'avait pas remporté des appels d'offres de la NASA qui lui permettent justement d'avoir des prix beaucoup plus faibles que les lanceurs traditionnels, disons.
- Zoé Sfez** — Alors, pour la Chine, on sait qu'il y a le projet d'une navette spatiale à propulsion nucléaire d'ici 2040, donc on est à peu près dans les mêmes idées mais effectivement, mais avec... je crois que c'est aujourd'hui le pays qui a le plus de satellites opérationnels juste derrière les États-Unis. Est-ce qu'il y a une chance que dans ce domaine comme dans d'autres, la Chine passe devant les États-Unis ?
- Ch. G.** — La stratégie de conquête de l'espace telle qu'on la vit aujourd'hui est complètement différente de celle qui s'est passée pour aller poser un premier pied sur la Lune. Dans les années 1960, l'idée était réellement d'être le premier, et après moi le déluge.
- Z. S.** — Marquer le territoire.
- Ch. G.** — Marquer le territoire. Aucune des technologies qui a été utilisée à l'époque ne peut être réutilisée. Une fois que c'était utilisé, c'était détruit. On ne peut tirer aucun bénéfice autre que d'avoir planté le drapeau. Les stratégies aujourd'hui, en particulier américaines, sont une réelle conquête de l'espace pour y établir des bases permanentes.
- J. A.** — Le plus vraisemblable, c'est d'abord qu'on va retourner sur la Lune avant d'aller sur Mars.
- Ch. G.** — Ça c'est sûr.
- Z. S.** — Ça, c'est la stratégie de la NASA.
- J. A.** — Et qu'on va s'installer sur la Lune, d'une façon durable.



- Ch. G.** — Partir de la Lune, c'est beaucoup moins coûteux que de partir de la Terre.
- J. A.** — Donc on va d'abord s'installer sur la Lune, une base fixe, et de cette base aller vers Mars.
- Ch. G.** — C'est probable. En tout cas c'est comme ça que sont envisagés ces...
- J. A.** — Et en 2040 on aura été sur Mars.
- Ch. G.** — Les technologies quand même ne sont pas simples. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, d'aller dans l'espace, d'aller sur Mars, c'est pas simple. Par exemple, aujourd'hui, on n'a pas de fusées qui nous permettent d'y aller. On peut envoyer des robots là-bas mais les robots n'ont pas besoin de manger ou de boire ou quoi que ce soit, donc on n'a pas besoin d'avoir des cargos entiers de ressources pour envoyer un robot sur Mars. Pour envoyer des humains, pendant un an, un an et demi, deux ans dans l'espace, vous imaginez aisément la quantité de nourriture qu'il faudra...
- J. A.** — La durée du voyage de la Lune à Mars, ce serait de combien ?
- Ch. G.** — C'est un peu compliqué. Les plus rapides allers-retours tels qu'on peut les imaginer aujourd'hui avec nos technologies, c'est de l'ordre de deux ans. Parce que forcément, Mars bouge, on est censé envoyer quelqu'un quand Mars est à côté de nous, pour que le voyage soit le plus court possible, ensuite Mars doit faire le tour du Soleil, revenir autour de la Terre, et c'est à peu près tous les deux ans qu'on a quelque chose de correct.
- J. A.** — Alors, supposons que dans 18 ans on soit à la fois allés d'une façon durable sur la Lune et aussi sur Mars, ça nous rapporte quoi, à l'humanité ?
- Ch. G.** — Alors, il y a énormément de réponses possibles à cette question. La première, c'est le développement de nouvelles technologies. Les technologies qui seront développées pour atteindre ces mondes lointains auront un impact sur la façon dont on vit sur terre. C'est absolument certain. Même si ça a été une mission sans lendemain, Saturn V, etc., d'envoyer des gens sur la Lune, l'industrie aéronautique d'aujourd'hui est enfant des développements technologiques de cette époque-là. Ça ne peut qu'améliorer les technologies qu'on utilise, premièrement. Deuxièmement, l'humanité ne peut pas rester sur Terre uniquement.
- Z. S.** — C'est votre grand credo, Christophe Galfard.
- Ch. G.** — Mais pas qu'à moi. Il y a beaucoup de gens qui ont dit – il y a cette phrase superbe, malheureusement, je ne me souviens plus qui l'a dit – que la Terre est le berceau de l'humanité mais personne ne reste dans son berceau toute sa vie. Je trouve ça très joli. Même d'un point de vue juste de sécurité, la Terre, on ne s'en rend pas compte, mais l'univers est extraordinairement violent. La Terre, c'est un petit havre de paix dans l'espace et le temps. C'est pas du tout pour être alarmiste ce que je dis, c'est juste factuel. Il y a des dangers de partout, on va avoir besoin de ressources, les dangers peuvent être internes à la Terre et à notre propre interaction avec nous-mêmes...
- Z. S.** — Et ils peuvent venir d'ailleurs.
- Ch. G.** — Et ils peuvent aussi venir d'ailleurs.

Extrait de *Dans 18 ans*, « Où en sera notre connaissance de l'univers en 2037 ? », par Jacques Attali et Zoé Sfez. Émission diffusée le 14 juillet 2019 sur France Culture.

## Exercice 2

### Document 1

**Animateur** — En une de ces célèbres magazines américains il y a quelques mois : « Et si Google pouvait résoudre la mort ? » Car les derniers projets de la firme sont assez troublants. Officiellement bien sûr aucune volonté chez Google d'abolir la mort. Mais notre santé intéresse de plus en plus ses dirigeants. Dans son centre expérimental secret, Google X, l'entreprise travaille avec des géants de l'industrie pharmaceutique comme Novartis. Et Google investit plusieurs milliards dans d'autres entreprises. Un laboratoire à la recherche d'anticorps pour doper nos cellules, une firme qui propose aux internautes de leur révéler les secrets de leurs gènes ou même une filiale spécialisée dans la lutte contre le vieillissement. Peu à peu Google investit

tous les domaines les plus prometteurs de la recherche médicale. Une générosité qui, de la part d'une entreprise privée, spécialisée dans la collecte de données personnelles, n'est peut-être pas totalement désintéressée. Un tel projet commercial serait-il d'ailleurs destiné à l'humanité toute entière ? Ces organes artificiels, ces prothèses de dernière génération accessibles à tous ou à une poignée de privilégiés ? Comme les dirigeants de Google, le docteur Laurent Alexandre en est persuadé. Certains hommes vivront bientôt plusieurs siècles. Mais ce spécialiste de la médecine de demain se méfie des promesses de vie éternelle qui accompagnent ce progrès de la science.

**L. A.** — La science est en train de quitter la science. Elle est en train d'organiser la politique. Les gens de la Silicon Valley veulent être les vrais politiciens du 21<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire les gens qui prennent les décisions sur l'avenir de l'humanité. Il y a un gros risque avec ces technologies : c'est que l'homme soit pris d'un sentiment de toute-puissance, qu'ils se prennent pour Dieu, et qu'ils réorganisent complètement le fonctionnement de nos vies au détriment du sens de notre vie.

Extrait de « Google vise l'homme immortel », publié sur Netube Channel (YouTube), le 17 décembre 2017.

## Document 2

**Animateur** — Dans nos villes, il y a toujours plus de capteurs, toujours plus de données. Ça s'appelle la ville intelligente, la fameuse « Smart city ». Bonjour Cécile Maisonneuve !

**C. M.** — Bonjour !

**Animateur** — Ma ville demain sera-t-elle une ville du tout-numérique ?

**C. M.** — Oui, parce qu'ils sont partout ces capteurs : dans les réseaux d'infrastructures, dans les rues, et, surtout, dans nos poches via nos smartphones. La « Smart city » est bel et bien l'avenir de nos villes. Mais de quelle Smart city parle-t-on ? Le numérique, pour quoi faire ? Revenons sur ses promesses. Depuis 15 ans, il nous dessine une ville ultra-moderne, à la fois connectée, agréable et durable. Mais, dans bien des villes, le rêve a viré au cauchemar. Le numérique devait mettre fin aux bouchons, il n'a fait que les aggraver. Regardez, l'application pour smartphones, Waze, devait désengorger les artères les plus congestionnées. Eh bien, elle a amené de la congestion là où il n'y en avait pas. Uber devait réduire le nombre de voitures individuelles mais a ajouté des voitures dans nos villes déjà surchargées.

**Animateur** — Entre ses promesses et le réel, pourquoi la ville intelligente nous déçoit-elle ?

**C. M.** — Le problème vient de ce que la « Smart city » est devenue la ville du « toujours plus » : toujours plus de capteurs, toujours plus d'énergie consommée... Si le numérique était un pays, il serait le troisième consommateur mondial d'électricité, troisième derrière les États-Unis et la Chine. Nos smartphones, nos serveurs, bref tout ce qui collecte, stocke et traite nos données, c'est 10 % de la consommation mondiale d'électricité ! Et cela ne fait qu'augmenter. Rappelez-vous : en 2008, on nous avait promis moins 20 % de gaz à effet de serre pour 2020 grâce au numérique !

**Animateur** — Alors comment réconcilier la ville intelligente et la ville verte ?

**C. M.** — En fait, si j'étais psychanalyste, je mettrais la « Smart city » sur le divan et lui dirais d'abord de soigner son addiction aux données. Cela veut dire s'occuper des données dont on a vraiment besoin. Je lui dirais aussi qu'une ville vraiment « smart », une ville maligne, ce n'est pas la ville du « toujours plus », c'est la ville du « toujours mieux ». C'est une ville où je peux remplir chaque jour mon programme d'activités, mais sans pour autant dégrader l'environnement. Donc une ville qui utilise le numérique, oui : le numérique fait partie de nos vies ; on ne va pas le désinventer. Il faut en faire un allié au service des citoyens, au service de la qualité de vie.

*Ma ville demain, « Smart city : la ville intelligente de demain », par Cécile Maisonneuve. Émission diffusée le 23 août 2020 sur Franceinfo.*

# Plans et corrigés

# 1 Santé et alimentation

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

#### I. *Oui, si l'on se place sous l'angle de/des...*

##### ■ animaux

1. Maltraitance dans les élevages : enfermement, absence de lumière.
2. Abattage abominable.

##### ■ la santé de l'homme

1. Les premiers hommes ne mangeaient que des végétaux.
2. La consommation de viande présente des dangers.
3. Les régimes non carnés favorisent la bonne santé et la résistance.

##### ■ la planète

1. Ravages écologiques.
2. Forte hausse de la consommation mondiale de viande qui va encore accroître ce désastre.

#### II. *Non, si l'on se place sous l'angle de l'économie*

1. Gros profits pour les industriels de la filière animale.
2. Source de nombreux emplois.
3. Permet de nourrir la population croissante de la planète à prix bas.

#### Synthèse

Les auteurs se penchent sur la question de la consommation de viande et de la façon abominable dont elle est produite dans les élevages intensifs. Devrions-nous supprimer la viande de notre alimentation afin que cesse la souffrance animale ?

Vue sous l'angle des animaux à qui l'on fait subir des conditions d'élevage et d'abattage épouvantables, alors qu'ils sont si proches de nous par leur capacité à ressentir des émotions, la réponse est claire. De même, si l'on aborde la santé de l'homme. Nous savons que la consommation de viande n'est pas une nécessité pour lui puisque ses lointains ancêtres ne mangeaient que des végétaux et que l'introduction de la viande dans son alimentation ne date que de quelques siècles. De plus, nous savons aujourd'hui qu'elle cause des maladies chroniques graves alors que les régimes non carnés favorisent bonne santé et résistance. Et que dire des ravages écologiques causés par les élevages industriels qui devraient encore s'intensifier sous la pression de la demande mondiale de viande dont la consommation est devenue un signe de richesse ?

Pourtant, il est certain que l'élevage et l'abattage bovins aussi épouvantables soient-ils ne sont pas près de cesser car l'enjeu économique est énorme. La filière animale est un gros marché, source d'énormes profits pour les industriels, créateur de nombreux emplois, capable de nourrir à bas coûts la population mondiale et de procurer du plaisir aux consommateurs de viande. La bataille du bien-être animal n'est pas gagnée.

(240 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

L'évolution des modes de vie, les inquiétudes pour la santé et l'environnement, la question du bien-être animal sont des facteurs qui expliquent l'engouement pour le mode de vie végétan.

Ce choix de vie présente de multiples avantages. Premièrement, les aliments végétan sont sains : ils sont riches en fibres, en vitamines et en minéraux et plus faibles en calories et en matières grasses, ce qui facilite la perte de poids. Deuxièmement, ces régimes réduisent les probabilités de maladies chroniques. Troisièmement, manger végétan permet de diminuer le stress et d'améliorer ses performances physiques.

Le végétanisme contribue également à la préservation de l'écosystème et à la lutte contre le réchauffement climatique : un régime végétan réduit l'empreinte carbone et est moins émetteur de gaz à effet de serre. Et puis, les végétans combattent pour mettre fin à l'élevage industriel, responsable de la maltraitance que subissent des milliards d'animaux.

Toutefois, un mode alimentaire ne comprenant que des végétaux a aussi ses risques car il n'est pas complet en termes d'apports nutritionnels. De plus, les végétans excluent tout produit d'origine animale, sans toujours prêter attention à ce qu'ils mangent pour les remplacer. Ils ont ainsi très souvent recours à des substituts ultra-transformés, pleins d'additifs qui peuvent non seulement favoriser la prise de poids mais aussi être dangereux pour la santé. Et puis, ce régime restrictif est souvent inconciliable avec une vie sociale active !

Personnellement, je ne serai jamais végétan car pour être en forme et rester en bonne santé, il est essentiel d'avoir une alimentation saine, variée et équilibrée.

(257 mots)

## Production orale

### Exposé

Depuis l'apparition de la « junk-food », nous sommes envahis d'aliments industriels ultra-transformés. Il s'agit de produits à calories vides, pleins d'additifs et de conservateurs contenant une quantité exagérée de graisses, de sucres et de sel. Saturés de produits chimiques et pauvres en vitamines, en fibres et en minéraux, ils ont une faible valeur nutritionnelle par rapport à la grande quantité de calories apportées. Faisant l'objet de nombreux débats, la malbouffe est de plus en plus remise en question – notamment chez les jeunes – car elle représente un réel danger pour la santé de la population mondiale. Aujourd'hui, un décès sur cinq dans le monde est associé à une mauvaise alimentation.

Quelles sont les causes et les conséquences de la malbouffe ? Comment peut-on lutter contre ce fléau ?

Examinons à présent les causes de la malbouffe. La première est liée à nos rythmes de vie qui impliquent souvent un emploi du temps très chargé, laissant peu de temps pour faire les courses et cuisiner. Aujourd'hui, un nombre important de repas est ainsi pris hors du domicile. Les fast-foods, qui étaient au départ un lieu où l'on se rendait occasionnellement, font désormais partie de nos habitudes quotidiennes. Les chaînes de restauration rapide se développent, à l'instar de la chaîne McDonald's, dont la France, pourtant célèbre pour sa gastronomie, est devenue le deuxième marché mondial après les États-Unis ! Toujours dans une optique de gain de temps, les supermarchés proposent de plus en plus de plats préparés (conserves, plats surgelés) qu'il suffit de réchauffer. On retrouve donc un peu partout des restaurants et des snacks qui proposent une alimentation rapide et pas chère : pizzas, burgers, nuggets, friteries, sauces, chips, donuts... Ces aliments sont non seulement plus faciles à préparer mais aussi beaucoup plus accessibles en termes de prix que les aliments sains comme les fruits et légumes, souvent trop chers pour les familles à petits revenus.

De plus, la publicité à la télévision ainsi que sur Internet pour des aliments très gras, très salés et très sucrés pousse à des comportements spontanés de grignotage, chez les enfants et les adolescents comme chez les adultes. Enfin, les informations souvent très complexes et illisibles qui apparaissent sur les étiquettes des produits ne sont pas forcément bien comprises par les consommateurs. Séduits par le goût et l'accessibilité des aliments industriels, les consommateurs ne sont donc pas toujours conscients des dangers de la malbouffe. Les industriels jouent aussi un rôle important dans cette situation car ils font passer leurs produits pour plus sains et plus attractifs qu'ils ne le sont en réalité.

La malbouffe est, en effet, très nocive pour notre organisme. Saturés en sel, en sucre et en matières grasses, ces aliments caloriques accélèrent la prise de poids. La malbouffe est une des causes principales de la progression rapide de l'obésité, comme en témoigne le documentaire *Super size me* (2004) de Morgan Spurlock, qui accuse les fast food, McDonald's en particulier, d'être responsables des problèmes de surpoids. Selon l'OMS, en France, l'obésité concerne 17 % des adultes et, chez les enfants, 16 % des garçons et 18 % des filles. Et d'ici 2030, ce taux dépassera le cap des 21 % ! La malbouffe est également responsable de nombreuses maladies mortelles comme l'hypertension, le diabète, les maladies cardiovasculaires et le cancer. Toutes ces maladies coûteraient plus cher au système de santé que le tabagisme, l'alcool ou l'inactivité physique ! La mauvaise alimentation, pauvre en nutriments, impacte aussi notre santé mentale : elle entraîne des troubles du sommeil, de l'attention et de la mémoire et favorise la dépression, notamment chez les adolescents. En outre, il est prouvé que la nourriture industrielle favorise l'addiction et pousse à une consommation excessive : une étude américaine a même montré que la malbouffe est aussi addictive que la drogue et qu'arrêter d'en consommer produit des symptômes de manque.

Que faire pour lutter contre la malbouffe ? À l'échelle individuelle, il faut adopter un régime alimentaire varié et équilibré et opter pour un mode de vie sain : manger beaucoup de fruits et légumes, éviter les carences et pratiquer une activité physique régulière (marcher, faire du vélo, faire du sport...). À l'échelle collective, l'école a un rôle à jouer car il faut éduquer les jeunes et leur apprendre à dire non à la malbouffe, comme on le fait déjà pour la drogue et le tabac. Un bon équilibre alimentaire s'acquiert dès le plus jeune âge. Pour lutter contre la malbouffe en milieu scolaire, il serait important d'interdire les distributeurs automatiques de sodas et confiseries. Les cantines doivent également jouer un rôle dans la promotion d'une alimentation saine et équilibrée. De même, l'État devra encadrer la publicité de ces produits et interdire la publicité d'aliments et de boissons sans intérêt sur le plan nutritionnel ciblant les enfants. Pour arrêter la malbouffe, il devra aussi mieux encadrer les pratiques des industriels : les obliger, par exemple, à limiter le nombre d'additifs autorisés dans la transformation des produits, taxer les aliments présentant une mauvaise qualité nutritionnelle et rendre l'affichage du Nutri-score obligatoire dans tous les pays (en France, c'est déjà le cas depuis 2020).

Pour préserver notre santé, il est important de manger local et de saison. C'est pourquoi, aujourd'hui, le locavorisme et le *Slow Food* qui fait la promotion des produits locaux bons et sains, sont en plein essor. Toutefois, si une grande partie des Français privilégient régulièrement la consommation de produits locaux, d'autres sont bloqués par la barrière du prix. Or, pour favoriser la consommation de produits sains, il faut aussi faire baisser leur prix pour qu'ils soient accessibles à tous.

# 2 Consommation

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

#### I. Conséquences de l'essor du e-commerce

##### ■ Des mutations profondes

1. Mort lente des magasins physiques.
2. Augmentation du chômage dans le secteur.
3. Perte d'attrait des centres-villes.
4. Interrogation sur la disparition des centres commerciaux.

##### ■ De nouvelles manières de consommer

1. Création d'un nouvel environnement marchand (plateformes, publicités ciblées, avis, notations).
2. Amazonisation (choix illimité, produits bas de gamme, prix concurrentiels, achats et livraison immédiats).
3. Nouvelle culture numérique qui enferme et manipule les consommateurs (achats impulsifs, sans souci de l'environnement).
4. Digitalisation des pratiques d'achat qui touche tous les marchés.

#### II. Réponses des commerçants traditionnels

1. Utiliser au mieux les avancées technologiques.
2. Attaquer les réseaux sociaux.
3. Y construire de nouvelles relations-clients.
4. Réinventer leur modèle économique.

#### Synthèse

Les documents portent sur les nouvelles façons de consommer sur Internet et la destruction des magasins physiques par le e-commerce. Quel est l'impact de la transformation numérique sur le commerce et notre consommation ? Comment le commerce traditionnel peut-il réagir pour ne pas sombrer ?

Depuis 2010, l'essor impressionnant du e-commerce a entraîné de profondes mutations : la fermeture de nombreux magasins qui a provoqué une forte hausse du chômage dans le secteur, la perte d'attrait des centres-villes et des interrogations sur la disparition des centres commerciaux. D'autre part, en raison des progrès technologiques et de la démocratisation de l'informatique, un nouvel environnement marchand s'est installé qui a profondément modifié notre manière de consommer, façonnée par les plateformes : recherche d'un choix illimité, de produits bas de gamme, peu coûteux, volonté d'acheter et d'être livré sans délai. L'achat impulsif est devenu la règle, sans souci de l'environnement, ainsi que le désir de faire venir à soi les produits et non plus de se déplacer pour aller les chercher. Une nouvelle culture numérique qui enferme et manipule les consommateurs par le biais de publicités ciblées, d'avis et de notations a émergé. Désormais, la digitalisation des pratiques d'achat touche tous les marchés.

Pour faire face à l'amazonisation de la consommation, les commerçants traditionnels devraient profiter des avancées technologiques pour se lancer sur les réseaux sociaux, y construire de nouvelles relations-clients et réinventer leur modèle avant que la « retail apocalypse » ne soit définitive.

(239 mots)

## **Exercice 2** Essai argumenté

Le développement actuel du e-commerce est impressionnant. La fermeture des magasins pendant la pandémie a fait exploser les ventes sur Internet, poussant même les petites boutiques à se digitaliser.

Le e-commerce permet de consommer différemment grâce aux nombreux avantages dont il dispose. D'abord, la multitude des offres proposées peut satisfaire tous les types de profil. Et puis, les e-shops permettent de gagner du temps et d'éliminer les frontières tout en aidant à faire des économies : on peut, de chez soi, en un clic, acheter des produits bon marché provenant de l'autre côté du monde. Le e-commerce présente également beaucoup d'avantages pour les vendeurs. Premièrement, les frais de démarrage et d'exploitation sont minimes : on peut avoir recours à des plateformes peu coûteuses et un e-shop nécessite moins d'employés qu'un magasin traditionnel. Deuxièmement, les boutiques en ligne sont toujours ouvertes et accessibles aux utilisateurs du monde entier.

Pendant, le e-commerce présente aussi des inconvénients. Le manque d'interactions directes ainsi que le fait que les clients ne peuvent pas essayer les produits sont des freins à l'achat en ligne. De plus, les clients ne se sentent pas toujours en sécurité lorsqu'ils doivent fournir leurs coordonnées bancaires. Pour les vendeurs, la concurrence dans le secteur du e-commerce est rude. Pour s'y adapter, ils doivent souvent casser les prix. Enfin, si leurs notations sont mauvaises, il y a le risque que les produits ne rentrent jamais dans le « panier » !

Je pense que le e-commerce progressera encore dans les années à venir. Toutefois, à mon avis, les consommateurs sont loin d'être prêts à faire la totalité de leurs achats sur Internet.

(270 mots)

## Production orale

### **Exposé**

Aujourd'hui, les modes de consommation évoluent avec l'essor de nouveaux modes de consommation dits « responsables ». Les produits labellisés « commerce équitable » (Fairtrade/Max Havelaar, World Fair Trade Organization, Commerce Equitable France, Ethiquable...) - notamment des produits alimentaires comme le café, le thé, le riz, les bananes, le chocolat - se multiplient dans les rayons des supermarchés et sont consommés par une population plus large. Bien qu'il reste encore marginal, le marché du commerce équitable est en pleine croissance, alors que la consommation mondiale ne progresse pas : son chiffre d'affaires est en hausse de 22 % en 2018. Qu'est-ce qui justifie un tel succès ? Quels peuvent être les points négatifs du commerce équitable ?

Avant de développer les avantages du commerce équitable, je vais, tout d'abord, définir ses principes qui sont à l'origine de son succès. Le commerce équitable repose sur des échanges commerciaux directs et démocratiques entre pays du Sud et pays du Nord, qui visent à améliorer le niveau de vie et les conditions de travail des petits producteurs défavorisés et marginalisés en s'appuyant sur le paiement d'un prix juste. Reposant sur la justice sociale, la solidarité et la coopération, le commerce équitable propose une alternative au système commercial dominant. Il a pour objectif de garantir une plus grande équité dans le commerce mondial en remettant l'humain – plutôt que la maximisation des profits – au cœur du commerce.



Les acteurs du commerce équitable ont des objectifs très forts : lutter contre les discriminations, les inégalités femmes-hommes et le travail des enfants.

Je vais maintenant aborder les avantages du commerce équitable pour les producteurs. Dans des pays comme la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Costa Rica, de nombreux travailleurs perçoivent un revenu à peine suffisant. Une grande partie d'entre eux vivent dans l'extrême pauvreté, menant une lutte quotidienne pour accéder à l'eau, à l'éducation et aux soins médicaux. Le commerce équitable aide les familles à gagner un revenu qui est suffisant pour ne pas avoir recours au travail des enfants. Il vise à offrir à tous un accès à l'éducation et aux soins de santé et participe au développement économique local par la création de nouvelles activités et d'emplois agricoles. Les organisations du commerce équitable tâchent donc de garantir aux petits agriculteurs et artisans une protection sociale et un revenu minimum émanant de leurs activités.

Le commerce équitable présente également de nombreux avantages pour les consommateurs. Tout d'abord, il place les besoins humains au cœur des relations commerciales et met en relation producteurs et consommateurs par le biais d'une plus grande transparence et traçabilité des produits : le consommateur connaît leur provenance, les conditions de leur production, leurs ingrédients, etc. Il sait ce qu'il a dans son assiette. Les consommateurs peuvent s'acheter des produits de qualité à moindre coût en l'absence d'intermédiaires, soutenant ainsi les organisations de producteurs du Sud. Le commerce équitable privilégie donc une relation plus directe, égalitaire et solidaire entre les consommateurs et les producteurs. Et puis, consommer équitable nous permet de profiter de certains produits de base de notre alimentation quotidienne qui n'existent pas dans notre pays, comme le café ou le cacao.

Le commerce équitable est également en phase avec les préoccupations environnementales des nouveaux consommateurs plus soucieux d'écologie.

En prônant la consommation locale et les circuits courts, il permet aux producteurs de vivre décemment de leur travail et de devenir, avec les consommateurs, de véritables acteurs du développement durable et du maintien de l'artisanat. La protection de l'environnement, des ressources naturelles et de la biodiversité sont les piliers fondamentaux du commerce équitable. Les acteurs impliqués dans le commerce équitable développent des modes de production plus respectueux de la planète et plus résilients face au réchauffement climatique. Ils investissent ainsi dans de bonnes pratiques environnementales, comme la protection des sols, des forêts, la préservation des ressources naturelles, la réduction de la consommation d'énergie.

Toutefois, le commerce équitable présente quelques inconvénients. Premièrement, les produits Fair Trade sont souvent plus chers que les produits conventionnels et donc moins accessibles au plus grand nombre. Deuxièmement, le commerce équitable est souvent critiqué à cause de son mauvais bilan carbone dû notamment au transport des produits sur de longues distances, d'un lieu de production dans le Sud vers un lieu de consommation dans le Nord, d'un continent vers un autre. Enfin, aujourd'hui, les labels se réclamant du commerce équitable se multiplient, ce qui entraîne confusion et doute chez les consommateurs et nuit à la traçabilité recherchée.

Une chose est sûre : le commerce équitable a réussi à sensibiliser l'opinion publique aux mauvaises conditions de vie d'une grande partie de la population, y compris des agriculteurs français. Pour ma part, je ne fais pas confiance à tous les produits labellisés proposés dans les supermarchés, et je préfère acheter local et privilégier les producteurs indépendants.

# 3 Écologie

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

##### I. Constat

1. Homme dépendant du plastique à usage unique simplement pour son confort.
2. D'ici 2040, la quantité de plastique dans l'océan devrait être multipliée par trois.

##### II. Conséquences

1. Impact considérable sur la pêche et les émissions de gaz à effet de serre.
2. Impact sur toute la chaîne alimentaire.
3. Impact sur l'homme.

##### III. Mesures

###### ■ à l'échelle collective

1. S'engager au niveau mondial.
2. Développer une filière de recyclage.
3. Obliger les pays pollueurs à s'occuper eux-mêmes de leurs déchets.

###### ■ à l'échelle individuelle

1. Réduire notre consommation de plastique.
2. Refuser le plastique à usage unique (utiliser cornets, sacs, pailles et bouteilles réutilisables).
3. Acheter en vrac.
4. Recycler.

#### Synthèse

Les documents traitent de la pollution plastique dans les océans. Quel est son impact sur l'homme, les animaux et la planète ? Quelles mesures devrions-nous prendre pour en venir à bout ?

Le plastique à usage unique a depuis longtemps envahi nos vies et nous en sommes devenus dépendants simplement pour notre confort. D'ici 2040, la quantité de plastique dans l'océan devrait être multipliée par trois.

L'impact environnemental de cette pollution est impossible à nier. Les dégâts, déjà visibles, sont ravageurs pour la pêche et les émissions de gaz à effet de serre. La surconsommation de plastique a des effets néfastes sur toute la chaîne alimentaire et par conséquent sur l'homme lui-même puisque les produits de la mer qu'il consomme sont pleins de petites particules de plastique.

Malheureusement, les mesures actuelles seraient totalement insuffisantes pour diminuer la quantité de plastique. Pour lutter contre cette pollution, il faudrait prendre des mesures drastiques. À l'échelle collective, il faudrait qu'on s'engage tous ensemble au niveau mondial. De plus, il serait absolument nécessaire de développer une filière de recyclage et d'obliger les pays pollueurs à s'occuper eux-mêmes de leurs déchets.

À l'échelle individuelle, nous devrions changer nos habitudes de consommation et tâcher de réduire notre consommation de plastique. Pour cela, il nous faudrait agir sur trois axes : opter pour

des alternatives aux objets plastique à usage unique (cornets, sacs, pailles, bouteilles réutilisables), acheter en vrac, sans emballages jetables, et recycler nos déchets.

(239 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

### Rapport de l'AEE sur la dégradation de l'environnement

Le tableau très noir dressé par l'AEE m'a profondément choqué. La responsabilité de l'homme est évidente, mais est-il encore possible d'agir pour empêcher que la situation n'empire ?

Urbanisation, agriculture intensive, élevage industriel, utilisation non durable des ressources naturelles, consommation d'énergies fossiles... la liste est longue des activités humaines à l'origine de la dégradation de l'environnement. Et si l'on en croit ce rapport, nous n'en sommes qu'au début.

Si les nouveaux modes de production et de consommation ont contribué à améliorer nos conditions de vie, ces progrès ont été opérés au détriment de la planète. Des forêts disparaissent, les sols sont appauvris, les mers et les rivières souillées, l'air pollué, la biodiversité en déclin... Aujourd'hui, il est temps de réagir car le monde que nous avons créé est en train de devenir une menace pour l'homme. Désormais, notre air est irrespirable, des événements climatiques extrêmes, comme les canicules et les inondations, se multiplient, des épidémies se répandent faisant des milliers de morts, notre sécurité alimentaire n'est plus assurée. Et que dire des conséquences socio-économiques ? Ces conséquences dramatiques creusent les inégalités entre pays riches et pays pauvres, provoquent de fortes migrations climatiques et des guerres pour avoir accès à l'eau.

C'est pourquoi il est nécessaire de changer nos modes de vie pour sauver ce qui peut encore l'être. Chaque geste individuel – ne plus gaspiller, trier et recycler ses déchets, limiter sa consommation d'énergie – peut avoir un impact. Et puis, à l'échelle collective, nous devons mener des campagnes de sensibilisation et mettre enfin en place des lois contraignantes en faveur de la planète.

Thomas Richard

(262 mots)

## Production orale

### Exposé

L'industrie du textile est le deuxième secteur le plus polluant au monde, après celui des transports. En effet, contrairement à la haute couture, les géants de la mode, comme H&M et Zara, renouvellent très rapidement leurs collections de vêtements et d'accessoires grâce à une main d'œuvre délocalisée peu coûteuse. Chaque semaine, les multinationales de la *Fast Fashion* (« mode rapide » ou « mode jetable ») nous proposent de nouveaux modèles à des prix toujours plus bas. Ces vêtements ne sont pas faits pour durer car ils sont fabriqués avec des matériaux de qualité médiocre. Les consommateurs sont ainsi incités à renouveler régulièrement leur garde-robe et à acheter toujours plus de vêtements pour suivre le rythme intense de sortie des nouvelles collections. Les chiffres en témoignent : chaque année, dans le monde, on achète 100 milliards de vêtements dont 70 % finissent dans les déchetteries ou les incinérateurs.

La *Fast Fashion* a des répercussions désastreuses à l'échelle mondiale. Tout d'abord, sur l'environnement. La production des matières premières nécessite l'exploitation massive de ressources non renouvelables. L'utilisation de substances chimiques pour les matières synthétiques non

biodégradables au cours des différentes étapes de fabrication est une des causes principales de la contamination de l'eau. De plus, les usines du jetable consomment énormément d'eau : il faut l'équivalent de 285 douches pour produire un jean ! L'Ademe précise que 4 % de l'eau potable mondiale sert à produire des vêtements. Cette eau aurait pu servir à l'irrigation de l'agriculture et donc à produire de la nourriture. De même, une grande partie des microplastiques rejetés dans les océans provient du lavage des textiles. Enfin, un autre facteur néfaste pour l'environnement, c'est le transport. Les vêtements produits en Chine, au Vietnam ou au Bangladesh parcourent des milliers de kilomètres avant d'arriver dans les rayons de Zara ou d'H&M. Ces transports intercontinentaux causent d'importantes émissions de gaz à effet de serre : 1,2 milliards de tonnes de gaz à effet de serre sont générés chaque année par l'industrie du textile.

La *Fast Fashion* engendre également de graves conséquences sociales. Pour pouvoir proposer des vêtements à des prix défiant toute concurrence, les géants de la *Fast Fashion* délocalisent leur production dans les pays en voie de développement dans le but de diminuer leurs coûts. Ils exploitent la main d'œuvre locale en la faisant travailler dans des conditions scandaleuses pour des salaires de misère. Dans les usines du jetable implantées dans ces pays, certaines grandes marques n'hésitent pas à faire travailler des enfants.

Les rythmes de production effrénés ont également des conséquences dramatiques sur la santé des ouvriers. Les conditions de travail sont déplorables, les accidents professionnels fréquents en raison du faible niveau de sécurité et de l'insalubrité des bâtiments, comme en témoigne l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en 2013, qui a provoqué la mort de plus de mille ouvriers trimant dans les ateliers de confection de célèbres marques internationales. De plus, l'exposition prolongée aux produits toxiques provoquent infections et cancers chez les travailleurs de l'industrie textile. Par ailleurs, ces produits chimiques s'avèrent également nocifs pour la santé des consommateurs dont ils perturbent le système endocrinien. Mais eux, au moins, ont le plaisir de porter des jeans délavés !

Il est vrai qu'on ne pense pas à tout cela lorsqu'on est en train d'acheter une jolie veste à 10 euros chez H&M ! Mais il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de faire évoluer nos habitudes de consommation au profit d'une mode responsable plus éthique. Avant de faire du shopping, on peut, par exemple, se renseigner sur l'origine et la politique éthique des marques et choisir celles qui respectent à la fois l'homme et l'environnement. De même, je pense que l'étiquetage environnemental pourrait être très utile car tout consommateur a le droit de connaître les caractéristiques environnementales des produits qu'il souhaite acheter. Si on tient à son look, on peut se rendre dans les friperies ou utiliser des applications comme Vinted : la seconde main séduit actuellement de plus en plus les nouvelles générations. Si on est habile de ses mains, on peut fabriquer sa propre garde-robe ou relooker ses vêtements afin de prolonger leur vie. Pourquoi pas transformer un vieux jean en jupe ou en sac ? On voit actuellement de nombreux stylistes et couturiers adopter le surcyclage (*upcycling*) pour créer des collections originales et écoresponsables ! À la différence du recyclage, le surcyclage vise à récupérer de vieux vêtements (entre autres) afin de leur donner une seconde vie plus esthétique : un vieux costume masculin peut ainsi être transformé en un joli petit tailleur chic pour femme !

On peut également donner les vêtements qu'on ne porte plus à des associations humanitaires ou les revendre sur Internet, et recycler ceux qui sont en fin de vie. Enfin, on peut privilégier la *Slow Fashion* qui a pour objectif de protéger l'environnement et d'offrir de meilleures conditions sociales sur toute la chaîne de production, incitant ainsi les consommateurs à réfléchir à leurs vrais besoins et à prendre en considération les impacts socio-environnementaux lors de leurs achats.

# 4 Femmes et hommes

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

#### I. État des lieux : les femmes sur le marché du travail

1. Les inégalités diminuent mais persistent.
2. En début de carrière, femmes et hommes sont presque égaux : le chômage touche même plus les hommes que les femmes.
3. Avec l'ancienneté, le taux d'inactivité des femmes augmente.
4. Les femmes abandonnent leur carrière pour se consacrer à la vie familiale parce qu'elles gagnent moins que leur conjoint.
5. Les femmes occupent des emplois précaires ou à temps partiel.

#### II. La rémunération

1. Même si les femmes sont plus diplômées que les hommes, elles sont moins bien rémunérées (postes moins élevés, interruptions d'activité).
2. Les femmes sont surreprésentées dans des secteurs utiles mais mal rémunérés.
3. Les femmes sont bloquées dans leur carrière à cause de la maternité.
4. À la retraite, les inégalités femmes-hommes ne s'arrangent pas.

#### III. Les solutions

1. Imposer un partage des tâches ménagères équitable.
2. Appliquer l'Index de l'égalité salariale.
3. Allonger le congé paternité.

#### Synthèse

Les textes portent sur la question des inégalités au travail entre les femmes et les hommes. Où en est l'égalité professionnelle femmes-hommes aujourd'hui ? Comment lutter contre les discriminations, notamment salariales, au travail ?

Actuellement, les inégalités professionnelles entre les deux sexes diminuent mais persistent. Bien qu'en début de carrière, femmes et hommes soient presque égaux – le chômage touche même plus les hommes que les femmes –, avec l'ancienneté, le taux d'inactivité des femmes augmente en raison de la maternité et de l'éducation des enfants. Comme les femmes occupent souvent des emplois précaires ou à temps partiel et qu'elles gagnent donc moins que leur conjoint, ce sont elles qui arrêtent de travailler pour se consacrer à leur famille.

De plus, les femmes restent moins bien rémunérées que les hommes sur le marché du travail. Même si elles sont plus diplômées que les hommes, elles occupent des postes moins qualifiés et restent cantonnées dans des secteurs utiles mais peu rémunérateurs. En effet, les femmes restent bloquées dans leur carrière à cause de la maternité, souvent vécue comme un obstacle professionnel. Et les inégalités femmes-hommes ne s'arrêtent pas avec la fin de la vie active : comme les femmes gagnent moins que les hommes pendant leur carrière, à la retraite, leurs pensions sont moindres.

Pour réduire ces inégalités, il faut opter pour un partage plus équitable des tâches ménagères, appliquer l'Index de l'égalité salariale aux entreprises et allonger le congé paternité.

(239 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

Emma Michaud  
6, rue des Lions-Saint-Paul  
75004 Paris

Ministère chargé de l'Égalité  
entre les femmes et les hommes,  
de la Diversité et de l'Égalité des chances

Paris, le 22 juillet 2021

Objet : Combattre les inégalités femmes-hommes au travail

Madame la Ministre,

Dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les politiques menées depuis de nombreuses années sont loin d'être efficaces. L'emploi reste marqué par la permanence d'inégalités liées aux conditions d'emploi et de rémunération, aux perspectives de carrière ainsi qu'aux retraites.

Les causes de ces inégalités sont variées. Elles relèvent notamment de stéréotypes de genre et de préjugés erronés sur les rôles et les compétences des femmes. Les charges familiales et le manque d'aides publiques y contribuent aussi.

Tout cela a des conséquences très importantes. Premièrement, les femmes sont toujours discriminées à l'embauche, notamment dans l'accès aux emplois dits « masculins ». Bien qu'elles soient souvent plus diplômées, elles n'ont pas accès aux postes les plus prestigieux et les mieux rémunérés. Au contraire, elles occupent des postes moins qualifiés et restent cantonnées dans des secteurs peu rémunérateurs. Les conditions de travail, parfois incompatibles avec la garde des enfants, conduisent les jeunes mères à occuper des postes précaires ou à cesser leur activité.

Comment lutter contre ces inégalités ? L'égalité femmes-hommes doit être au cœur de toute politique. Et il faut être sur tous les fronts : programmes de formation professionnelle, campagnes de sensibilisation aux stéréotypes, diversification des emplois féminins, pression sur les entreprises grâce à des mécanismes comme l'Index pour que, enfin, il n'y ait plus de discriminations.

Madame la Ministre, vous avez affirmé à maintes reprises votre attachement à l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est donc temps de mettre en œuvre une politique ambitieuse de lutte contre ces inégalités.

Veuillez recevoir, Madame la Ministre, l'expression de ma respectueuse considération.

E. Michaud

(271 mots)

## Production orale

### Exposé

La mixité scolaire est, depuis longtemps, devenue la règle dans la plupart des pays occidentaux. Toutefois, cinquante ans après qu'elle a été instaurée en France, elle redevient un sujet polémique, voire politique, suscitant de nombreux débats. Ce qui semblait évident au nom de l'égalité des sexes est aujourd'hui remis en question.

Les enfants et les adolescents construisent progressivement des représentations du masculin et du féminin au sein d'une pluralité d'instances de socialisation comme la famille, l'école, les loisirs, etc. L'école joue donc un rôle central dans la construction de la personnalité ainsi que dans les processus de socialisation de genre des élèves. Dès l'enfance, les élèves sont confrontés à des stéréotypes, et l'école est un lieu-clé pour qu'ils puissent observer et questionner les rôles et les représentations imposés par la société. En ce sens, la mixité a été vue comme une stratégie pour lutter contre les stéréotypes en développant des pratiques et des attitudes plus égalitaires.

Cependant, l'éducation mixte n'a pas produit les effets qu'on aurait pu en attendre. On s'attendait à ce que les élèves, indépendamment de leur sexe, réalisent des parcours similaires s'ils disposaient de chances égales. On a cru qu'elle amènerait l'égalité entre les sexes et qu'elle contribuerait à la lutte contre les stéréotypes de genre. Certes, les filles ont pu bénéficier de la même éducation que les garçons, mais les tensions, les conflits, les stéréotypes et parfois la violence et le harcèlement persistent. Aujourd'hui, les trajectoires scolaires des filles et des garçons continuent à être différentes. Alors que les filles paraissent obtenir de meilleurs résultats scolaires que les garçons, elles s'orientent vers des filières et des professions utiles mais moins prestigieuses et rémunératrices, et occupent des postes souvent précaires.

Faut-il alors mettre fin à la mixité scolaire ? Les écoles non-mixtes sont-elles meilleures que les écoles mixtes en matière d'égalité des sexes ? Quelles solutions pour une éducation plus égalitaire ? Pour répondre à ces questions, je vais d'abord aborder les avantages de l'éducation mixte, puis ceux des écoles unisexes.

D'un côté, les défenseurs de la mixité à l'école soutiennent que seule l'éducation mixte peut garantir une éducation qui s'appuie sur la différenciation, le respect et la reconnaissance mutuelle des sexes, car elle permet aux garçons et aux filles de se connaître et de se comprendre dès le plus jeune âge. C'est dans les classes mixtes que les garçons et les filles travaillent ensemble tous les jours. L'éducation mixte vise à construire des rapports harmonieux et égalitaires entre les deux sexes, préparant ainsi les élèves à la vie active où femmes et hommes interagissent dans la vie publique et privée. Il est donc important de maintenir la mixité scolaire et de privilégier les activités qui favorisent les échanges, la coopération et le partage entre les deux sexes pour éliminer les préjugés et le sexisme, réduire les attitudes stéréotypées et empêcher ainsi la création de stéréotypes.

D'un autre côté, les partisans de la non-mixité soulignent que les écoles non-mixtes présentent de nombreux avantages pour les élèves, et que la mixité produirait même une cohabitation nuisible pour l'un et l'autre sexes. Premièrement, l'éducation non-mixte permet d'éliminer les querelles entre filles et garçons. Les élèves peuvent ainsi profiter d'une meilleure concentration et évoluer dans un environnement plus détendu, une ambiance scolaire plus propice au travail. L'enseignement non-mixte serait ainsi un enseignement adapté et différencié en fonction du sexe des élèves, fondé sur leurs besoins éducatifs et prenant en considération les différentes façons d'apprendre. On dit, par exemple, qu'en règle générale les filles sont plus studieuses, plus littéraires et appliquées, tandis que les garçons sont plus agités, plus turbulents, plus matheux et cherchent plus souvent à attirer l'attention de l'enseignant. Une fille est donc plus encouragée dans les branches littéraires que dans les sciences et les mathématiques – ce qui, par ailleurs, déterminera plus tard ses choix professionnels, plus conformes aux stéréotypes des métiers masculins et féminins.

L'éducation non-mixte vise ainsi à diminuer les écarts de réussite entre les apprenants et les apprenantes. Selon une étude, les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons : elles redoublent moins, elles décrochent moins, elles sont scolarisées plus longtemps et finissent par

être plus diplômées, alors que les garçons sont plus nombreux à sortir du système scolaire sans diplôme. L'enseignement non-mixte contribuerait donc à la lutte contre l'échec scolaire et la sous-performance des garçons et garantirait l'épanouissement et la réussite de tous les élèves, indépendamment de leur sexe. En somme, pour les défenseurs des écoles unisexes, la non mixité offrirait aux filles une meilleure ambiance scolaire, plus détendue, plus confortable, de plus grandes chances de s'intéresser à des domaines « typiquement masculins » et une réduction du harcèlement causé par les garçons. Elle permettrait également aux garçons de mieux gérer leur comportement, de mieux se concentrer et d'améliorer leurs performances scolaires.

Toutefois, je me demande si ce serait un progrès de traiter filles et garçons comme deux groupes distincts à l'école. Il me semble, en effet, un peu paradoxal d'affirmer l'égalité des sexes dans le but de déconstruire les stéréotypes, et dans le même temps, de séparer et traiter de manière différente les filles et les garçons dans le milieu scolaire. Ne risque-t-on pas ainsi de renforcer les stéréotypes et les préjugés ? La non-mixité à l'école ne risquerait-elle pas de mener à des pédagogies « sexistes » qui renforceraient les inégalités de traitement des deux sexes ?

Je pense donc que les écoles mixtes sont meilleures pour l'éducation des jeunes mais il semble que la mixité se soit imposée sans véritable réflexion pédagogique préalable et que sa mise en œuvre n'ait pas vraiment mené à une éducation égalitaire. Pour que les filles et les garçons soient traités de manière égale dans leur éducation, il faut réfléchir à des pédagogies adaptées aux deux sexes, à des enseignements qui ne discriminent ni les filles ni les garçons et qui accordent la même importance à la formation de tous les élèves, quel que soit leur sexe. Pour faire bon usage de cette mixité scolaire, il faut aider les élèves à construire leur identité et leur fournir les outils nécessaires pour lutter contre les inégalités sexuées. Pour cela, il est important de développer un climat d'entraide et de respect mutuel et d'inscrire l'égalité filles-garçons dans un projet de lutte contre les discriminations. Il serait également utile de mettre en œuvre une coéducation avec les familles afin d'instaurer de réelles relations de confiance et de prévoir des séances d'éducation à la sexualité qui peuvent aider les jeunes à se connaître, à se construire et à faire leurs choix dans le respect d'autrui.



# 5 Éducation et culture

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

##### *I. Les avantages*

###### ■ Pour les élèves

1. Apprentissage plus ludique et motivant.
2. Interactions et échanges facilités.
3. Enseignement personnalisé.
4. Possibilité d'acquérir des compétences-clés.

###### ■ Pour les professeurs

1. Souplesse.
2. Supports variés, création de conditions d'apprentissage plus motivantes.

##### *II. Les inconvénients*

1. Source de distraction.
2. Moins bonne mémorisation.
3. Difficultés techniques.

##### *III. Les conditions*

1. Équiper les écoles.
2. Réinventer le métier d'enseignant, former les enseignants.
3. Mettre en œuvre des pédagogies innovantes.
4. Accompagner les élèves dans l'usage d'Internet.

#### Synthèse

Les documents portent sur l'intégration des nouvelles technologies à l'école. Quels sont les avantages et les inconvénients des outils numériques en milieu scolaire ?

L'omniprésence des nouvelles technologies numériques dans notre quotidien rend inévitable leur introduction dans l'enseignement. Celles-ci présentent de nombreux avantages aussi bien pour les élèves que pour les enseignants. Le premier réside dans le fait que, grâce à ces outils, l'apprentissage est plus ludique et donc plus motivant et que les interactions et les échanges de travaux entre élèves sont favorisés. Et puis, ces derniers peuvent profiter d'un enseignement personnalisé et acquérir des compétences-clés comme la créativité, la pensée critique, la communication, etc. Quant aux professeurs, ils gagnent en souplesse et peuvent varier les supports pédagogiques de leurs cours, créant ainsi des conditions d'apprentissage plus motivantes pour leurs élèves.

Cependant, les nouvelles technologies présentent aussi certains inconvénients. En effet, les outils numériques sont une source de distraction pour les élèves et ils n'aident pas à la mémorisation. En outre, leur maniement n'est pas toujours aisé pour les élèves comme pour les enseignants.

Pour que le numérique puisse améliorer l'éducation et contribuer à la formation des jeunes au monde de demain, il faut non seulement assurer l'équipement informatique des écoles mais aussi réinventer le métier d'enseignant. Il est important que les professeurs suivent des formations afin de pouvoir mettre en œuvre des pédagogies innovantes et accompagner les élèves dans l'usage d'Internet (vérification des informations, protection de leur vie privée...).

(242 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

Nés avec le numérique, les jeunes ne se reconnaissent pas dans l'enseignement traditionnel. L'école doit donc intégrer les nouvelles technologies dans l'enseignement et former les élèves aux défis de demain.

Les outils numériques dans les classes présentent de nombreux avantages aussi bien pour les élèves que pour les enseignants. D'abord, ils préparent les élèves à la vie active. Ensuite, ils favorisent le partage et les échanges et aident les élèves à développer leur créativité. Ceux-ci peuvent non seulement participer activement en classe mais aussi profiter d'un enseignement personnalisé, adapté à leur rythme. Les nouvelles technologies leur permettent enfin d'aiguiser leur esprit critique : ils apprennent à maîtriser Internet et à se protéger de ses dangers. Quant aux professeurs, ils peuvent plus facilement répondre aux besoins de leurs élèves. Grâce au numérique, ils accèdent à des ressources infinies à tout moment et créent leurs propres contenus éducatifs. Ainsi peuvent-ils dynamiser leurs méthodes d'enseignement et suivre de près la progression de leurs élèves.

Toutefois, les nouvelles technologies ne sont pas exemptes d'inconvénients. En effet, leur usage risque d'aggraver les inégalités scolaires : toutes les familles n'ont pas le même accès à Internet et au matériel informatique. En outre, le numérique est source de distraction pour les élèves et augmente le temps passé devant les écrans. Enfin, il faut prendre en compte le fait que certains professeurs sont peu à l'aise avec les outils numériques et qu'il est absolument nécessaire de les former sous peine qu'ils ne puissent mettre en œuvre des pédagogies innovantes.

À mon avis, le numérique à l'école apporte plus d'avantages que d'inconvénients et peut garantir une meilleure préparation à la vie adulte.

(273 mots)

## Production orale

### Exposé

Depuis 2001 et le fameux *Loft*, les émissions de télé-réalité ne cessent d'évoluer et de se diversifier : concours de cuisine, relookings, conquêtes amoureuses et aventures au bout du monde, les émissions comme *Top Chef*, *Incrovables transformations*, *Mariés au premier regard*, *Les Marseillais*, *Péking Express*, *Bachelor* sont de plus en plus nombreuses. Aujourd'hui, la télé-réalité est devenue un véritable phénomène de société qui bouleverse le petit écran faisant exploser les courbes d'audience. Le succès de la télé-réalité repose sur de nombreux facteurs : ces émissions vendent des rêves d'argent, d'amour et de célébrité. Elles reposent sur la beauté, le sexe, la minceur, la séduction, l'amour, l'intimité, le pouvoir, le luxe...

Impressionnés par l'univers médiatique, des milliers de jeunes participent chaque année aux castings des émissions de télé-réalité en espérant devenir célèbres : être reconnus dans la rue, augmenter le nombre de leurs followers sur Instagram... Il est vrai que de nos jours, la télé-réalité fait naître de nombreuses carrières. Elle permet à des candidats passionnés (de chant ou de cuisine, par

exemple) de montrer leurs talents et leurs qualités et de faire des rencontres enrichissantes avec des professionnels reconnus, dans le but de démarrer une belle carrière... D'autres cherchent à trouver l'amour ou veulent gagner de l'argent pour réaliser leurs projets professionnels. D'autres encore souhaitent améliorer leur apparence physique en ayant recours à la chirurgie esthétique. Pour les téléspectateurs, la télé-réalité est surtout divertissante. Elle leur permet d'échapper à la vie quotidienne, d'oublier leurs problèmes en entrant dans la vie intime des autres. La télé-réalité met en scène des gens ordinaires, proches de la culture des téléspectateurs de sorte que ces derniers puissent s'identifier à eux. Il s'agit de personnes forcées de vivre ensemble dans un espace clos, qui doivent surmonter des épreuves, participer à des concours ; autant de situations dans lesquelles tout le monde peut se reconnaître. Par ailleurs, grâce au système de votes, les téléspectateurs ont l'impression de participer activement à l'émission en détenant un certain pouvoir sur le sort des candidats. Certains programmes de télé-réalité, comme *Voyages en terre inconnue*, par exemple, donnent aux téléspectateurs la possibilité de « voyager » dans des lieux insolites et lointains qu'ils n'ont pas les moyens de voir de près. Les émissions de télé-réalité touchent une grande partie de la population et donnent l'occasion de partager de beaux moments en famille ou entre amis. Enfin, certains programmes ont un aspect éducatif (apprendre à faire la cuisine, la couture, découvrir un pays et ses habitants...).

Toutefois, il y a bien des raisons de critiquer la télé-réalité. Première critique : le fait que la production présente les participants comme des gens ordinaires, laissant entendre qu'il suffit de poser sa candidature pour y participer. Mais en réalité, la sélection des candidats repose sur des critères bien particuliers : la production recherche toujours des profils capables de susciter un fort intérêt. Les candidats sélectionnés sont donc très souvent non seulement des personnes prêtes à tout pour se faire remarquer - et notamment à exposer leur vie intime - mais aussi des personnalités vulnérables et facilement manipulables. Elles sont ainsi rapidement transformées en marionnettes selon des scénarios précis (disputes, ruptures, rivalités, jalousies) visant à attirer l'attention des téléspectateurs et à créer le buzz. En règle générale, les candidats de ce genre d'émissions sont loin de constituer des modèles : il s'agit, le plus souvent, de candidats désœuvrés, sans culture générale et sans conscience morale, dont l'objectif est de faire éliminer leurs adversaires à tout prix. Dans les émissions de télé-réalité, les candidats sont vus comme de purs produits marchands : exploités par la production, ils sont humiliés, filmés dans des moments très intimes, traînés dans la boue, puis jetés une fois l'émission terminée. De plus, la vision des rapports entre femmes et hommes est le plus souvent imprégnée de stéréotypes : ces émissions valorisent d'un côté l'ultra-masculinité des candidats (hommes viriles, musclés, forts, dominateurs) et de l'autre, l'hyper-féminisation des candidates (des « bimbo » qui doivent être nécessairement jolies et sexy pour plaire aux hommes).

Pour conclure, ces émissions peuvent s'avérer particulièrement toxiques pour les plus jeunes et même avoir un impact négatif sur leurs performances cognitives et scolaires. En effet, certains programmes de télé-réalité sont considérés comme totalement anti-éducatifs. Outre les scènes violentes ou sexuelles susceptibles de choquer le jeune public, ces émissions véhiculent des valeurs et des messages dangereux pour les jeunes. D'une part, on leur montre qu'il n'est pas nécessaire de faire des efforts pour réussir dans la vie et gagner de l'argent, qu'être fort ou beau suffit pour être populaire. D'autre part, les émissions de télé-réalité ne favorisent que très rarement l'entraide, la dignité et le respect des autres. En revanche, elles mettent en avant des comportements négatifs (fausses amitiés, tromperies, conspirations, comportements calculés en fonction de la caméra, conduites sexistes) qui font figure de modèles pour les jeunes téléspectateurs.

# 6 Travail

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

##### I. État des lieux

1. Pauvreté en hausse.
2. Sociétés en pleine mutation.

##### II. Le revenu universel

1. Revenu inconditionnel et égal pour tous.
2. Remplace les allocations actuelles.
3. Cumulable avec les autres revenus.

##### III. Les avantages du revenu universel

1. Garantit la dignité de l'être humain.
2. Assure la sécurité matérielle de tous.
3. Couvre nos besoins fondamentaux.
4. Protège les plus fragiles.
5. Contribue à la lutte contre les injustices sociales.
6. Change notre perception du travail.
7. Renforce la solidarité de l'UE.

##### IV. La critique du revenu universel

1. Désincitation au travail.
2. Appauvrissement du pays.
3. Coût trop élevé, financement difficile.

#### Synthèse

Les textes portent sur la question de la mise en place d'un revenu universel. Pourquoi envisage-t-on la mise en œuvre d'un tel revenu ? Quels seraient ses avantages ? Pourquoi est-il tant critiqué ?

Nos sociétés sont en pleine mutation. Depuis la crise financière de 2007, la pauvreté augmente dans la majorité des pays riches. Pour lutter contre celle-ci, de nombreux pays envisagent la mise en place d'un revenu universel. Il s'agit d'un revenu inconditionnel pour tous qui remplacerait les allocations actuelles et qui serait cumulable avec d'autres revenus.

Le revenu universel présente de nombreux avantages. Tout d'abord, il garantit la dignité de l'être humain et assure la sécurité matérielle de tous car il couvre les besoins fondamentaux. Au niveau social, sa mise en place serait une forte compensation en faveur des plus fragiles face à la dégradation des conditions d'emploi et de revenus. Il contribuerait ainsi à la lutte contre la précarité et les injustices sociales. En outre, l'application du revenu universel changerait notre perception du travail : les pauvres et les chômeurs ne seraient plus exclus et le travail serait perçu comme un choix personnel. Enfin, au niveau européen, il renforcerait la solidarité entre les pays membres de l'UE qui seraient à nouveau engagés dans un projet commun.

Toutefois, le projet de revenu universel est beaucoup critiqué car il pourrait désinciter les gens à travailler et conduire à l'appauvrissement du pays, ce qui rendrait son financement difficile.

(235 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

Aujourd'hui, le chômage augmente sans cesse, notamment chez les jeunes. La plupart d'entre eux, notamment les moins diplômés, savent qu'ils connaîtront une période d'inactivité avant d'être embauchés pour la première fois.

Les causes du chômage des jeunes sont multiples. Premièrement, il y a inadéquation entre les postes proposés et la formation des candidats qui, en France, reste trop théorique, les entreprises rechignant à prendre des jeunes en apprentissage à la différence de l'Allemagne. Deuxièmement, beaucoup de formations universitaires ne débouchent pas sur un métier, particulièrement dans le domaine des sciences humaines. Troisièmement, les Français, très attachés à leur région d'origine, ont du mal à bouger pour aller chercher le travail là où il est. Enfin, les entreprises ne prennent plus le risque, comme autrefois, d'engager un jeune sans expérience. Ainsi est-il très difficile pour un débutant de trouver un premier emploi.

Le chômage peut avoir des effets dévastateurs tant au niveau personnel que social. Sa première conséquence est la précarisation des conditions de vie. Perdre son emploi n'entraîne pas seulement une dégradation des conditions matérielles ; c'est aussi le risque de vivre un isolement social notamment dû à la fragilisation des réseaux relationnels. Au niveau socio-économique, au-delà du sentiment général d'insécurité que génère le chômage, sa hausse a un fort impact sur la délinquance et amplifie inégalités et injustices.

Pour lutter contre ce phénomène, il faudrait adapter le système éducatif aux évolutions de la société et investir dans la formation des jeunes non-qualifiés afin qu'ils puissent s'intégrer sur le marché du travail. De plus, il serait important de favoriser la création d'emplois en encourageant la création d'entreprises par les jeunes.

(270 mots)

## Production orale

### Exposé

L'impact des nouvelles technologies sur toutes les dimensions de la vie est indiscutable. Plus particulièrement, aujourd'hui, le progrès technologique bouleverse l'organisation traditionnelle du travail : l'environnement de travail tel qu'on le connaissait change petit à petit. Depuis quelques années, on assiste à un essor du télétravail et à une diversification de ses modalités : télétravail à domicile, travail nomade, télétravail en télécentres ou en espaces de coworking...

Avec la crise sanitaire, la pratique du télétravail s'est généralisée, elle est même devenue la règle dans les secteurs le permettant afin de limiter la propagation de la Covid-19 et d'assurer les meilleures conditions de travail aux employés tout en maintenant l'activité économique des entreprises. Pendant le confinement, le télétravail – notamment le travail à domicile – a été soudainement pratiqué par des millions de salariés. En France, le recours au télétravail à plein temps a connu une forte augmentation : 25 % à l'échelle nationale et près de 70 % pour les cadres. Cette démocratisation du télétravail s'est donc révélée bénéfique pendant cette période de crise sanitaire. Mais le télétravail est-il une solution à long terme ? Nous allons voir que le télétravail présente des avantages et des inconvénients aussi bien pour les employés que pour les entreprises.

Commençons par les avantages du télétravail comparé au travail au bureau. Tout d'abord, le télétravail permet aux salariés – surtout à ceux qui vivent loin de leur lieu de travail – de gagner du temps, de diminuer leur coût de transport et de s'épargner le stress et l'inconfort des transports en commun. Il améliore ainsi l'accès à l'emploi des travailleurs résidant en zones rurales ou isolées. Le télétravail permet également aux employés d'organiser plus librement leur temps de travail et d'adopter des horaires plus souples, adaptés à leur vie familiale et personnelle. 43 % des

télétravailleurs se sentent libres et plus autonomes, sentiments liés à un certain relâchement de la pression hiérarchique. En outre, l'employé se trouve loin des bruits des bureaux en *open space* et bénéficie d'un environnement moins stressant et bien plus calme ; il est ainsi plus concentré. Pour les personnes handicapées à mobilité réduite, les avantages sont évidents car elles ont l'opportunité de travailler à domicile, ce qui facilite leur quotidien.

Le télétravail présente également des avantages considérables pour les entreprises. Premièrement, en ayant recours au télétravail, elles ont la possibilité de s'installer dans des locaux bien plus petits et donc de diminuer leurs coûts de fonctionnement. Deuxièmement, l'augmentation de la quantité de travail fourni et de la productivité horaire, notamment chez les cadres, augmente la productivité et la compétitivité de l'entreprise. Le télétravail permet également de réduire le taux d'absentéisme et de retard car les salariés évitent les embouteillages, les retards de trains et de RER.

Toutefois, le télétravail a aussi son revers de la médaille. Les employés qui y ont recours se sentent sous pression, ils ont tendance à travailler plus. Et cela se traduit par un temps de travail plus long que la normale, car en télétravaillant, on risque de travailler sans fin au détriment de sa vie personnelle ! De plus, près de la moitié des salariés se sentent isolés et regrettent les interactions avec leurs collègues. Les personnes travaillant à distance se concentrent, en règle générale, davantage sur les tâches et pas suffisamment sur le relationnel. Selon le texte, 37 % des télétravailleurs ne bénéficient pas d'un accompagnement régulier par leurs supérieurs. Le manque d'accompagnement va souvent de pair avec un manque de confiance en soi, qui peut engendrer une baisse de la productivité et un sentiment de mal-être.

En outre, le télétravail engendre un temps prolongé devant un ordinateur, assis sur une chaise. Il favorise effectivement la sédentarité et peut également être à l'origine de douleurs et d'une prise de poids. D'après le second article, une grande partie des télétravailleurs ressentent des douleurs physiques ou sont plus stressés que d'habitude. Enfin, il ne faut pas négliger le risque de distraction : enfants à gérer (87 % des femmes et 76 % des hommes doivent garder leurs enfants tout en télétravaillant) et tentations de la maison (télévision, jeux, interruptions fréquentes, etc.). Le télétravail nécessite d'avoir à la maison un espace dédié qui permet de travailler dans de bonnes conditions.

Quant aux entreprises, elles sont face au problème de la supervision et du contrôle des salariés. Parmi les moyens mis en place pour vérifier leur travail : contrôle de leur activité sur l'ordinateur, contrôle des heures de connexion, appels téléphoniques, envoi d'e-mails, discussions sur une messagerie instantanée ou augmentation du nombre de visioconférences. Un autre risque pour les entreprises est la baisse de l'implication des salariés dans leur travail. Ceux-ci n'ont plus la possibilité d'échanger quotidiennement avec leurs collègues et leur manager, de participer à un travail d'équipe et plus généralement, à une culture d'entreprise.

Même si, en ces temps de confinement, le télétravail est la seule alternative pour protéger la santé et assurer la sécurité de la population active, je crois qu'il est nécessaire de fixer un cadre plus clair pour le télétravail : négocier le salaire des télétravailleurs, discuter sur les amplitudes horaires et le droit à la déconnexion qui ne sont pas toujours respectés dans le cadre d'un contrat de télétravail.

# 7 Réalités sociales et politiques

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

##### I. Les causes

Les guerres, les crises, la mondialisation du marché du travail, l'envie d'améliorer son niveau de vie, le changement climatique.

##### II. Les avantages

1. Augmentation de la main d'œuvre européenne.
2. Production et productivité des pays d'accueil en hausse.
3. Augmentation du revenu moyen des natifs.
4. Apports économiques des migrants (impôts, cotisations sociales) aux pays d'accueil.
5. Participation au paiement des retraites des populations vieillissantes.
6. Multiculturalisme, tolérance, ouverture d'esprit.

##### III. Comment gérer l'immigration ?

1. Réparer les préjudices et aider les natifs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur le marché du travail.
2. Employer des politiques actives pour intégrer les immigrants.
3. Faciliter l'intégration des immigrés dans les pays émergents et les pays en voie de développement.

#### Synthèse

Les auteurs se penchent sur les avantages de l'immigration pour les pays d'accueil. Quels sont les causes et les atouts de l'immigration pour les pays de destination ? Comment gérer l'immigration ?

Aujourd'hui, le nombre d'immigrés est en forte augmentation. Les causes sont souvent entremêlées : les guerres, les crises, la mondialisation du marché de travail, l'envie d'améliorer son niveau de vie, le changement climatique...

Contrairement aux idées reçues, les atouts de l'immigration pour les pays d'accueil sont nombreux. D'une part, les apports économiques des migrants aux pays d'accueil sont bien plus élevés que ce que ces pays dépensent pour eux. En effet, les immigrés apportent de la main-d'œuvre dans les secteurs où il y a pénurie. Grâce à l'afflux d'immigrés, la main-d'œuvre européenne a progressé de 70 % en dix ans. Avec plus d'immigrés au travail, la production économique et le revenu moyen des natifs augmentent. En outre, l'immigration constitue une solution au vieillissement du pays, car les immigrés participent au paiement des retraites des populations concernées. De l'autre, l'immigration favorise le multiculturalisme et aide les sociétés à devenir plus tolérantes et ouvertes d'esprit.

Pour bien gérer l'immigration, il faut tout d'abord aider les travailleurs autochtones à surmonter les préjudices causés par l'arrivée d'immigrés. Ensuite, il est important de mener des politiques actives pour mieux intégrer ces derniers. Enfin, il faut aider le développement des pays émergents pour que les migrants s'y intègrent.

(235 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

### Immigration : chance ou menace ?

En vingt ans les migrations mondiales ont fortement augmenté, ce qui suscite en France de nombreux débats, relayés par les politiques, les médias et les réseaux sociaux.

Bien souvent, ce sont des causes mixtes qui poussent les migrants sur la route de l'exil. Certains sont confrontés à une extrême pauvreté et ne voient d'autre possibilité que de partir. D'autres fuient les guerres, les persécutions, les conflits, les régimes totalitaires. D'autres encore immigrèrent à cause de problèmes environnementaux.

Beaucoup d'affirmations ne reposant sur aucune preuve sont énoncées sur ces populations : hausse du chômage, augmentation de la délinquance, remise en cause de l'identité nationale... tout cela conduit à un rejet des immigrés et à des attitudes d'intolérance envers les nouveaux arrivés, dont les conditions de vie et de travail sont souvent très mauvaises.

Contrairement aux idées reçues, il faut admettre que l'immigration présente des avantages considérables pour les pays d'accueil. Premièrement, des atouts économiques car la plupart des immigrés occupent des emplois non pourvus par les natifs. Ils contribuent donc à la hausse de la production économique et du revenu moyen des autochtones. Souvent jeunes, les immigrés peuvent participer au financement des retraites des populations vieillissantes. Deuxièmement, l'immigration présente des avantages socioculturels car elle favorise le multiculturalisme et aide les sociétés à devenir plus tolérantes et ouvertes d'esprit.

Pour faciliter l'intégration des immigrés, il est essentiel de lutter contre toute forme de discrimination, de racisme et de xénophobie. Il faut également prévoir des dispositifs pour mieux les accompagner dans leur intégration sociale (éducation, santé, logement) et professionnelle.

(258 mots)

## Production orale

### Exposé

Le terme « gentrification » a été utilisé pour la première fois dans les années 1950-1960, pour décrire le cas de la ville de Londres où la bourgeoisie anglaise réinvestissait peu à peu le centre-ville de la capitale. À l'époque, ce concept permettait donc de rendre compte de la présence d'un processus d'appropriation des quartiers centraux de la ville par les classes aisées. Depuis, le concept de gentrification désigne la transformation d'un quartier populaire en raison de l'arrivée de catégories sociales plus aisées remplaçant les classes plus modestes qui l'occupaient auparavant. La gentrification est due à un double phénomène. D'une part, celui du changement de mode de vie des classes aisées à la recherche de proximité spatiale et d'un mode de vie de plus en plus urbain. De l'autre, il résulte des politiques de « renouvellement urbain », de cette volonté de rénover et d'embellir les centres-villes. Au cours des dernières décennies, de nombreux quartiers ont été gentrifiés dans des métropoles aux quatre coins de la planète, comme, par exemple, East Harlem à New York, le Marais à Paris, le quartier de Gazi à Athènes, Shoreditch à Londres... Mais la gentrification est-elle bénéfique ou non à la ville et à ses habitants ?

Examinons d'abord les avantages de la gentrification pour les villes concernées. Les populations qui s'installent dans les quartiers gentrifiés sont issues des classes aisées, à revenus ou à position sociale plus élevés avec un capital culturel et une reconnaissance sociale importante (artistes, journalistes, universitaires, cadres...) qui n'ont pas les moyens de résider dans les beaux quartiers et pour qui la recherche de la qualité de vie est primordiale. Cela entraîne la réhabilitation sociale et la revalorisation du quartier : de nouvelles constructions, des projets de rénovation d'immeubles ou



de logements pour les classes moyennes ou supérieures sont mis en place. À travers cette recherche de qualité, les « gentrificateurs » adoptent des comportements plus écologiques : consommer local, privilégier les modes de transports en commun, les moyens de transport alternatifs... Ainsi, les réaménagements urbains tels que les rues piétonnes ou les pistes cyclables se multiplient. Tout cela augmente le prix de l'immobilier. Voyant la valeur des propriétés augmenter, de nombreuses entreprises y voient une occasion en or pour ouvrir des commerces de proximité. On voit donc apparaître de nouveaux types de commerce plus « branchés », plus chics, plus attrayants, comme des restaurants, des cafés, des galeries d'art, des hôtels, des boutiques de déco ou de mode. À titre d'exemple, dans le quartier autrefois populaire de la Villette, il y a désormais des restaurants et des lieux culturels comme les cinémas MK2. Cette augmentation du nombre de commerces entraîne de nouvelles possibilités d'emploi pour les jeunes des populations locales. Il s'agit donc d'une revitalisation des quartiers populaires, de la création d'une zone commerciale vivante et agréable qui met un frein à la paupérisation des quartiers et qui contribue à rendre la ville plus sûre, plus moderne et plus vivable.

Cependant, la gentrification, c'est aussi la domination d'une classe sociale sur une autre, plus pauvre, par une appropriation de l'espace urbain. La hausse du prix de l'immobilier ou des loyers dans les quartiers gentrifiés les rend inaccessibles aux personnes à faible et moyen revenu, qui finissent par être marginalisées. Il en va de même pour les commerces traditionnels des classes populaires qui ne correspondent plus aux attentes des nouveaux résidents. Les anciens cafés du coin sont ainsi remplacés par des coffee shops plus branchés, les brasseries traditionnelles par des bars à vins haut de gamme, les épiceries par des « Delicatessen », etc.

La gentrification entraîne ainsi le déplacement de la population résidente vers la périphérie, vers d'autres quartiers plus lointains et souvent dépourvus de services publics, et l'occupation progressive du quartier par des classes aisées, mieux rémunérées. De plus, l'inaccessibilité aux quartiers gentrifiés exerce une pression sur les zones pauvres en raison des déplacements et de la demande de logements. La gentrification de certains quartiers ou de certaines communes a ainsi comme conséquence l'appauvrissement d'autres quartiers et l'apparition d'un phénomène de « ghettoïsation » car les différents types de population vivent désormais dans des espaces différents et éloignés. On voit donc la formation, d'une part, de « ghettos de riches » et de l'autre, de « ghettos de pauvres », ce qui entraîne une dégradation de la qualité de vie des classes les plus modestes à travers la réduction des opportunités économiques, professionnelles, éducatives et culturelles, responsable des inégalités et des discriminations dont sont victimes les populations concernées. La gentrification menace ainsi d'uniformiser les villes et de les priver de leur diversité culturelle.

Malgré ses effets négatifs, je pense que la gentrification entraîne finalement des résultats bénéfiques car elle multiplie les opportunités d'emploi, les commerces, les restaurants, améliore les infrastructures, remet le patrimoine en valeur et rend la vie de quartier plus agréable et plus riche. Toutefois, il faudra penser à des mesures pour encadrer le prix des loyers et les rendre plus accessibles aux classes populaires si on veut améliorer la qualité de vie de tous, conserver un peu de mixité sociale et éviter l'exclusion des plus pauvres.

# 8 Médias et réseaux sociaux

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

#### I. Le fonctionnement des réseaux sociaux

1. Le modèle économique des réseaux sociaux s'appuie sur la collecte de données personnelles.
2. Plus on interagit sur les réseaux sociaux, plus ils enregistrent nos données personnelles.
3. La connaissance de nos profils les aide à personnaliser les flux d'informations et à nous renvoyer vers des personnes qui nous ressemblent.
4. Plus les informations sont personnalisées, conformes à nos goûts et à nos idées, plus on passe de temps sur les réseaux sociaux et on en devient dépendants.

#### II. Les conséquences

1. Nous vivons dans une réalité déformée.
2. Nous sommes enfermés dans des communautés de pensées, dans des bulles de filtre, notamment via notre réseau de contacts.
3. Nous sommes tenus à l'écart d'autres modes de pensée.
4. Les réseaux sociaux nous polarisent.

#### Synthèse

Les textes portent sur l'enfermement des utilisateurs des réseaux sociaux dans des bulles de filtre. Comment les réseaux sociaux parviennent-ils à enfermer leurs utilisateurs dans leurs idées ? Quelles en sont les conséquences ?

Pour comprendre ce phénomène, il faut tout d'abord analyser le fonctionnement des réseaux sociaux. En effet, leur modèle économique s'appuie sur la collecte des données personnelles de leurs utilisateurs. Plus on interagit sur les réseaux, sociaux plus ils enregistrent nos données personnelles. La connaissance de nos profils les aide à personnaliser les flux d'informations et à nous renvoyer vers des personnes qui nous ressemblent. Pour nous retenir sur la plateforme, les réseaux sociaux nous proposent donc sans cesse des personnes et des contenus conformes à nos idées et à nos goûts, qui nous procurent du plaisir, de l'émotion. Plus les informations sont personnalisées, conformes à nos goûts et à nos idées, plus on passe de temps sur les réseaux sociaux et on en devient dépendants.

L'usage des réseaux sociaux a ainsi des conséquences considérables sur notre vie. Grâce à leur fonctionnement, ils réussissent à nous enfermer dans une réalité déformée, dans des communautés de pensées, dans une seule et même vision du monde, notamment via notre réseau de contacts. Ils nous tiennent donc à l'écart d'autres modes de pensée tout en favorisant les logiques de polarisation.

(220 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont indissociables de notre vie. Cependant, les dangers de leur utilisation sont peu connus ou mal évalués par le grand public.

Ces applications gratuites sont souvent financées par des publicités, mais également par d'autres méthodes plus controversées. En effet, leur fonctionnement s'appuie sur la collecte et l'exploitation des données personnelles des internautes afin de capter au maximum leur attention pour leur faire passer le plus de temps possible sur les plateformes.

L'utilisation des réseaux sociaux cache de nombreux dangers. Tout d'abord, leur rôle dans la propagation de fausses informations et des théories complotistes a un impact majeur sur la démocratie. Les réseaux sociaux manipulent les opinions et les comportements des internautes car ils déforment la réalité, les enferment dans des bulles de filtre et les polarisent. Et puis, pour contrôler l'énorme masse d'informations véhiculée par Internet, ces outils nous surveillent et ont le pouvoir de censurer des contenus ou, au contraire, d'abuser de la liberté d'expression comme en témoigne le phénomène des trolls.

L'utilisation naïve des réseaux sociaux peut également engendrer des problèmes pour les internautes, car tout utilisateur peut être victime de piratage ou de cyberharcèlement. La multiplication des réseaux sociaux augmente le temps passé sur les écrans au point qu'on en devient dépendant et qu'on y expose sa vie privée.

Pour limiter les risques, il est important d'avoir une bonne « hygiène numérique » et de maîtriser ses temps d'usage. Il faut également promouvoir l'éducation aux médias pour former l'esprit critique des jeunes, leur apprendre à vérifier leurs sources et à garder une distance critique face aux informations qu'ils reçoivent.

(266 mots)

## Production orale

### Exposé

Les vieux, les gros et les moches en font l'expérience tous les jours : dans notre société, il vaut mieux être jeune, mince et beau. C'est l'image véhiculée par les réseaux sociaux, les magazines de mode, les pubs, les séries et le cinéma. Quelles sont les causes et les conséquences de ce phénomène ? Jusqu'où peut-on aller pour correspondre aux modèles qui nous sont imposés ? Comment peut-on lutter contre cette tyrannie de la beauté et qu'est-ce qu'on peut faire lorsque la nature ne nous a pas faits à l'image d'un top-modèle ?

Si autrefois la beauté était synonyme de bon goût, de bonnes manières, de savoir-vivre, aujourd'hui, tout est question de plastique. Ceux ou celles qui se distinguent correspondent à un certain type d'hommes et de femmes qui ne sont guère différents de ceux qu'on voit sur les couvertures des magazines. Et la mode impose qu'on soit jeune, grand, mince et musclé. Et c'est presque une obligation, un beau corps de nos jours est un corps soumis régulièrement à la gymnastique. En effet, à notre époque, le corps étant de plus en plus exposé, dénudé même, il vaut mieux avoir les abdominaux appropriés...

Certes, l'aspect extérieur a toujours compté. Tout le monde se laisse influencer par l'apparence de l'autre et nous en avons tous fait l'expérience. Toutefois, nous vivons dans une société où on existe beaucoup en fonction de son apparence physique. D'autant plus qu'aujourd'hui, on passe de plus en plus de temps sur les réseaux sociaux à regarder les photos des autres, à envier leur style de vie et leur apparence physique. Les réseaux sociaux nous enferment, en effet, dans une réalité déformée où prédomine le bonheur parfait et la beauté idéalisée sur les photos et les vidéos. Nous surexposons notre vie privée, nous cherchons constamment à être populaires, acceptés et soutenus

par les autres. Nous avons le besoin flagrant de montrer que nous sommes beaux et heureux, même si ce n'est pas nécessairement le cas. C'est ce qui explique notre joie lorsque nous postons un selfie et qu'il est salué par les « like » et les commentaires flatteurs. Sur les réseaux sociaux, les « filtres de beauté » font légion. Les utilisateurs de Snapchat ou d'Instagram sont désormais habitués aux photos de stars de la télé-réalité comme Kim Kardashian : nez plus fin, agrandissement des yeux, fausse couleur de cheveux, faux cils... Les possibilités pour changer son « moi » numérique sont infinies et les filtres renforcent la pression déjà très forte de la beauté, de la minceur et de l'injonction au bonheur.

Au même titre que les réseaux sociaux, les magazines fashion véhiculent des images retouchées des canons de la beauté. La presse people met en avant le bonheur (supposé) des filles belles, la beauté étant vue comme un signe de réussite. Malgré les nombreux appels de ceux qui condamnent la maigreur imposée aux mannequins, rien ne change dans les magazines de mode qui continuent à diffuser des photos de jeunes filles anorexiques et qui publient des numéros « spécial régime » au printemps. Les figures de mode imposent un style, une silhouette auxquels on essaie de ressembler et les kilos en trop sont presque devenus des facteurs de discrimination.

Examinons à présent les conséquences du culte de la beauté sur la société. Nous avons tendance à voir le corps indépendamment de la personnalité. Bien que les femmes (notamment) aient désormais accès aux plus hautes sphères du pouvoir, bien qu'elles soient « libérées », il semble qu'elles soient encore très préoccupées par leur apparence physique et promptes à modeler leur corps en fonction des modes. La « laideur » est désormais vue comme un frein à la socialisation et les « laids » sont souvent victimes de discrimination, de moqueries et de harcèlement. Ceux qui sont à la recherche d'un emploi en sont particulièrement conscients : c'est aussi en fonction de leur physique qu'on les embauchera car certaines entreprises obéissent toujours aux stéréotypes physiques préétablis en matière de recrutement.

Aussi la tyrannie de la beauté a-t-elle des conséquences considérables sur la santé, notamment des jeunes. De nombreuses études soulignent les conséquences néfastes des réseaux sociaux sur la façon dont les jeunes femmes (notamment) perçoivent leur apparence physique. De plus en plus de jeunes filles ont recours à la chirurgie esthétique pour ressembler à leurs idoles où à la version retouchée d'elles-mêmes, à ce faux « soi-même » construit sur les réseaux sociaux. En 2017, 55 % des praticiens américains ont reçu des patients qui ont demandé une chirurgie plastique pour améliorer leur apparence sur les selfies. Beaucoup de filles (et de garçons) ont également recours aux régimes restrictifs « miracles », deviennent accros au sport ou prennent des médicaments pour maigrir, le phénomène de l'anorexie se développant de plus en plus chez les adolescentes.

Au niveau psychologique, le culte de la beauté est loin d'être anodin. De nombreux jeunes développent des troubles de l'image corporelle tels que le narcissisme ou, au contraire, l'insatisfaction corporelle, une faible estime de soi ou des troubles anxieux. Certains s'isolent ou présentent des symptômes de dépression ; d'autres vont même jusqu'à se suicider.

Voyons maintenant ce qu'on peut faire pour lutter contre les dictats de la beauté. À mon avis, il est très difficile d'échapper à cette dictature. Je pense que, comme il est difficile de se déconnecter totalement des réseaux sociaux, on pourrait commencer à donner plus d'importance à la vie réelle, sortir avec nos amis et passer moins de temps sur les réseaux sociaux. Il est également important d'éduquer les jeunes au respect de la diversité et de les engager à lutter contre les préjugés. Je pense notamment à la tendance du « no make-up » prônée par Alicia Keys, Cameron Diaz et Drew Barrymore. Mais ce qui est le plus important pour moi, c'est d'apprendre à respecter et à aimer son corps et à valoriser ses qualités et ses compétences. Il suffirait de se dire qu'après tout, on est comme on est. Il est important de se sentir bien dans son corps et on peut y arriver en ayant une alimentation équilibrée. Peut-être que tout est là : dans l'équilibre. On oublie trop souvent que ces malheureuses filles, dont on voit les photos partout, sont condamnées – enfin, pour la plupart – à ne presque rien manger sous peine de voir leur silhouette s'alourdir. Sans compter l'impact psychologique de tels régimes. Certaines y ont même perdu la vie comme Ana Carolina Reston ou Luisel Ramos.

Autrefois, on ne montrait pas tant son corps. Aujourd'hui, on l'expose. Il faut être jeune, beau, mince et avoir un corps d'athlète. Et on dépense de plus en plus pour y arriver. Peut-être faudrait-il revenir à des valeurs antérieures, plus spirituelles, où « la beauté intérieure » avait un sens ?

# 9 Vie et mort

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

##### I. État des lieux

1. Bien que la famille soit toujours une institution majeure de la société, il n'y a plus qu'une seule forme de famille : le couple hétéro n'est plus la norme (nouvelles formes de famille).
2. Forte progression de l'union libre, baisse des mariages (même homo).
3. La forme de la famille n'est plus dictée par la société mais repose sur un choix individuel.

##### II. Conséquences : La révolution de la filiation

1. Les transformations de la famille ont modifié la place de l'enfant.
2. Ce n'est plus le mariage qui fonde la famille, c'est l'enfant.
3. Pour satisfaire le désir d'enfant dans une société « bébéphile », création de nouvelles technologies reproductives qui permettent des grossesses hors normes, voire hors la loi.
4. Peur de la population de voir perturber le système de parenté traditionnel.

#### Synthèse

##### Évolution de la famille et procréation

Les textes portent sur l'évolution des structures familiales et les bouleversements concernant la reproduction. Existe-t-il un lien entre les mutations que l'on constate au sein de la famille et les bouleversements actuels concernant la procréation ?

Aujourd'hui, bien que la famille soit toujours une institution majeure de la société, il n'y a plus une seule forme de famille : le couple hétéro n'est plus la norme. À travers les évolutions de la famille, le mariage a changé de sens : il n'est plus imposé par la société ; il est devenu un choix individuel. Ainsi, remarque-t-on une forte progression de l'union libre au détriment du mariage, même pour les couples homosexuels.

Ces transformations de la famille ont modifié la place de l'enfant. La famille ne repose plus sur le mariage mais sur le désir d'avoir un enfant à tout prix. Désormais, c'est l'enfant qui fonde la famille. C'est d'ailleurs pour cela que plus de la moitié des enfants naissent de parents non mariés. Pour satisfaire le désir d'enfant dans une société « bébéphile », de nouvelles technologies reproductives qui permettent des grossesses hors normes (femmes qui ne sont plus en âge de procréer, couples infertiles, couples homo), voire hors la loi, ont été développées.

Ces perturbations du système de parenté traditionnel font peur à une partie de la population française et le débat sur les nouvelles technologies reproductives continue à diviser.

(231 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

### La famille : crise ou mutation ?

Aujourd'hui, bien que la famille demeure le socle essentiel de la société, plusieurs de ses composantes (conjugalité, parentalité) sont remises en question. S'agit-il d'une crise de la famille ou de sa réinvention pour s'adapter aux évolutions de la société ?

La révolution sexuelle des années 60, la hausse du niveau d'éducation ainsi que l'individualisme de la société ont ouvert la voie à l'émancipation féminine et à l'évolution des mœurs. De nouvelles formes d'union ont vu le jour (union libre, PACS, familles monoparentales et homoparentales). Les divorces se sont banalisés, le célibat a explosé. En outre, la crise économique et le chômage qui empêchent les jeunes de se mettre en couple contribuent également à transformer la famille. Sans parler des applications et des sites de rencontre qui favorisent l'instabilité des couples.

La notion de parentalité a, elle aussi, beaucoup évolué. Actuellement, c'est l'enfant qui fonde la famille, et non plus le mariage. Sexualité et mariage étant dissociés, plus de la moitié des naissances ont lieu hors mariage. Avoir un enfant relève d'un désir individuel encouragé par la contraception et l'IVG qui donnent à la femme la possibilité de choisir le nombre de ses grossesses et de les planifier. Les nouvelles techniques reproductives sont aussi un facteur important d'évolution de la parentalité : célibataires, couples homosexuels, femmes ayant dépassé la limite d'âge peuvent aujourd'hui devenir parents.

On constate donc que les évolutions de la famille sont étroitement liées aux évolutions de la société. Ainsi, on ne peut pas parler d'une crise de la famille mais de nouveaux modèles familiaux plus « modernes » et plus adaptés à notre temps.

(267 mots)

## Production orale

### Exposé

Le terme « euthanasie », qui en grec signifiait la « bonne mort », la mort sans souffrance, est aujourd'hui réservé à la pratique qui consiste à provoquer, par un médecin ou sous son contrôle, la mort d'un patient atteint d'une maladie incurable, afin d'abrèger ses souffrances. Ce terme renvoie à une réalité multiple : on distingue l'euthanasie passive – qui consiste à cesser tout traitement devenu inopérant et à débrancher les appareils qui maintiennent le patient en vie – de l'euthanasie active. On distingue également l'euthanasie du suicide assisté qui ne vise qu'à fournir les moyens nécessaires à une personne pour qu'elle se donne elle-même la mort.

Contrairement aux Pays-Bas, à la Belgique, au Luxembourg, et, plus récemment, au Portugal et à l'Espagne, en France, l'euthanasie n'est pas légalisée. Pourtant, la loi Claeys-Léonetti, votée en 2016, crée de nouveaux droits en faveur des patients en fin de vie en posant le principe que toute personne a droit à une fin digne et apaisée. Dans certains cas, le recours à une sédation profonde est donc désormais autorisé. Il est ainsi légal de suspendre les traitements médicaux d'un patient en phase terminale ou d'apaiser la grande souffrance même si les substances administrées dans ce but peuvent précipiter sa mort.

Depuis toujours, la question de l'euthanasie donne lieu à des débats passionnés, régulièrement relancés par les médias, et à des conclusions divergentes. Quels sont les arguments en faveur de l'euthanasie et ceux contre une éventuelle légalisation ?

Arrivé à ce point, je vais aborder les principaux arguments avancés par les partisans d'une dépénalisation de l'euthanasie. Les défenseurs de l'euthanasie mettent en avant les conditions de vie intolérables des patients qui demandent à mourir. Ils soutiennent que les soins palliatifs

ne peuvent pas toujours apaiser la souffrance du patient qui risque ainsi de perdre son autonomie et le contrôle de son propre corps, devenant totalement dépendant de l'aide d'autrui. Atteints d'une maladie incurable, souvent évolutive et fatale, en proie à d'intenses souffrances, les patients voient la mort comme une délivrance. Parfois, ils demandent à mourir pour se libérer de leurs peines, comme dans le cas récent d'Alain Cocq, qui souffre d'une maladie rare et incurable. Le recours à l'euthanasie permet donc au malade de préserver sa dignité, la maladie incurable étant perçue comme une dégradation des facultés physiques (réduction des activités, handicaps), psychiques (souffrance morale, troubles de la conscience, sentiment de devenir une charge pour les autres) et intellectuelles du patient. Il faut donc accepter les limites des thérapeutiques, éviter le recours à des thérapies inutiles, susceptibles de maintenir la vie mais pas la qualité de vie du patient, et reconnaître que, dans certains cas, la mort se présente comme la seule issue. Enfin, les partisans de l'euthanasie insistent sur la nécessité de reconnaître la liberté de l'être humain : l'homme est seul titulaire des droits associés à son corps, il est maître de sa vie, il est libre de choisir le moment et les conditions de sa mort. L'euthanasie permettrait ainsi aux personnes en proie à d'atroces souffrances de pouvoir mettre fin à leurs jours, exerçant ainsi leur ultime liberté. Elle instaurerait également plus d'égalité entre les patients en fin de vie : certains d'entre eux considèrent la souffrance comme rédemptrice tandis que d'autres ne veulent pas la subir. De plus, pour le moment, seuls les patients riches peuvent se rendre en Suisse, par exemple, pour bénéficier d'un suicide assisté.

Pour leur part, les opposants à l'euthanasie insistent sur le fait que celle-ci doit rester interdite par la loi dans la pratique de la médecine. Premièrement, pour des raisons morales et religieuses, les opposants les plus actifs à l'euthanasie se trouvent le plus souvent du côté des croyants. Pour de nombreuses personnes, il existe un interdit général du meurtre et du suicide qui s'applique à l'euthanasie. Il s'appuie sur l'idée d'inviolabilité de la vie humaine, la vie étant conçue comme un don de Dieu, qui est le seul à décider de notre destin. Par ailleurs, le 6<sup>e</sup> des 10 commandements transmis par Dieu à Moïse mentionne l'interdiction de tuer : « Tu ne tueras point ». Deuxièmement, pour des raisons médicales. L'euthanasie est incompatible avec la mission première du médecin, selon le serment d'Hippocrate, qui est de sauver des vies et non d'en supprimer. De plus, les progrès en matière de traitement de la douleur rendent l'euthanasie quasiment inutile. Les médecins ont à leur disposition tout un arsenal de traitements pour soulager efficacement la souffrance. Enfin, si le patient est dans l'incapacité de donner son consentement, comme dans le cas d'un lourd handicap mental, la décision doit être prise par quelqu'un d'autre et non par le patient lui-même, ce qui rend la situation bien plus compliquée. Souvent, c'est la famille du patient qui réclame que la vie soit abrégée, comme dans le cas de Vincent Lambert, infirmier en état végétatif pendant presque onze ans, décédé en juillet 2019.

Avec la légalisation de l'euthanasie, de nombreux opposants craignent des dérives. La première serait qu'en raison du coût élevé des traitements, les patients les plus pauvres ne « préférèrent » mourir plus rapidement. La deuxième serait que l'entourage, faute de moyens financiers suffisants, ne demande l'arrêt des traitements. La troisième serait que les héritiers du patient s'en servent pour accélérer leur héritage. L'euthanasie peut ainsi être vue comme une solution de facilité, moins coûteuse et plus rapide. La dépénalisation de l'euthanasie engendrerait également des pressions sur les personnes atteintes de maladies incurables qui finiraient par avoir le sentiment d'être « un fardeau » pour leur entourage et la société, et considérer l'euthanasie comme une solution fortement envisageable. Au contraire, les partisans de l'euthanasie soulignent que l'établissement hospitalier aurait intérêt à poursuivre les traitements médicaux lourds visant à prolonger la vie du patient sous prétexte qu'une personne très malade, souffrant de pathologies multiples ou d'une maladie incurable, génère des rentrées d'argent.

En conclusion, la question de la légalisation de l'euthanasie suscite de vives réactions dans de nombreux pays. Il s'agit d'un sujet de société qui concerne à la fois notre culture, notre système de valeurs, nos croyances religieuses, notre législation car il interroge le droit ou non de disposer de sa vie, la souveraineté de l'homme sur lui-même.

# 10 Avenir

## Résumé (Exercice 3, p. 280)

Si la lutte contre les classes fut au cœur des préoccupations du siècle dernier, au XXI<sup>e</sup> siècle, les progrès scientifiques menacent de creuser les inégalités rendant les masses non seulement économiquement inutiles mais aussi biologiquement inférieures à une petite élite de surhommes qui détiendront les data. Les algorithmes et les data leur donneront la possibilité de nous contrôler, de nous manipuler et de décider à notre place. Si on ne règlemente pas la propriété des data, cela pourrait conduire à une dictature numérique.

(83 mots)

## Production écrite

### Exercice 1 Synthèse

#### Plan de la synthèse

#### I. État des lieux

1. Nous sommes déjà des transhumains.
2. Le transhumanisme gagne du terrain.

#### II. Les aspirations des transhumanistes

##### ■ Pour l'homme

1. Avènement d'un surhomme qui pourra s'arracher à la nature.
2. Passage de la médecine thérapeutique à la médecine de maintien et de prévention pour augmenter le potentiel humain.
3. Homme créateur de son destin, prolongement de la vie, meilleure qualité de vie.

##### ■ Pour la société

1. Société démocratique libre, égalitaire et solidaire.
2. Progrès scientifique accessible à tous.

#### III. Les risques

1. Mise en question du progrès social et de l'idéal démocratique.
2. Conséquences sur la société : eugénisme, jeunisme, intolérance face à la vieillesse et le handicap, dépendances, instrumentalisation de la vie humaine.



## Synthèse

### Le transhumanisme : entre espoirs et risques

Les textes portent sur l'évolution et les enjeux du transhumanisme. Le transhumanisme est-il l'avenir de l'homme ? Quelles sont les aspirations de ses partisans ? Quels sont les dangers du transhumanisme ?

Aujourd'hui, les progrès de la technologie en matière d'amélioration de l'être humain prouvent que nous sommes déjà des transhumains (augmentation de la durée de vie, médecine anti-âge...). Le transhumanisme, qui prône un surhomme qui pourra s'arracher à la nature, gagne du terrain.

En effet, le transhumanisme entend passer de la médecine thérapeutique à celle de maintien et de prévention pour augmenter le potentiel humain. L'homme sera ainsi le créateur de son propre destin et pourra vivre plus longtemps et dans de meilleures conditions. Les transhumanistes combattent pour une société démocratique, fondée sur le respect des droits humains – la liberté, l'égalité et la solidarité –, une société qui rendra le progrès accessible à tous.

Cependant, ils semblent négliger la question du progrès social, la capacité des individus à vivre dans une société juste et décente. Il est ainsi probable que les progrès technologiques auront des conséquences néfastes sur la société (eugénisme, dépendances, jeunisme, intolérance face à la vieillesse).

Même si le progrès cachait un danger, l'être humain serait incapable de ne pas céder à son charme, car il fera accéder l'humanité à des capacités infinies et à la vie éternelle. Mais peut-il y avoir de réelle perfectibilité humaine sans que les fondements de l'idéal démocratique ne soient ébranlés ?

(240 mots)

## Exercice 2 Essai argumenté

Le transhumanisme est un courant de pensée qui vise l'amélioration de la condition humaine à l'aide de la technologie afin d'étendre le champ des possibilités et des libertés de l'Homme.

En effet, les adeptes du transhumanisme souhaitent rallonger la durée de vie en bonne santé. L'objectif est d'éradiquer la vieillesse, de réduire la souffrance, de vaincre les maladies et les infirmités. Il s'agit de fabriquer un être humain supérieur, immortel, tout-puissant, un homme « augmenté » dont les imperfections seraient réparées et les capacités – physiques et intellectuelles – améliorées. Les transhumanistes visent ainsi à rendre les humains libres et revendiquent une société plus égalitaire et solidaire qui rendra le progrès accessible à tous.

Toutefois, les risques sont plus importants que les bénéfices potentiels du transhumanisme. Si pour ses défenseurs, l'homme devient le créateur de son destin, pour ses opposants, le transhumanisme constitue une atteinte à la « nature humaine » et à nos valeurs les plus fondamentales. Derrière le surhomme, il y a un homme de plus en plus médicalisé et dépendant. Une autre crainte est que ces technologies ne creusent les inégalités si ces améliorations ne bénéficient qu'à une petite élite. Il y a donc le risque de créer une société à deux vitesses qui, derrière la quête d'un homme jeune, beau et intelligent, stigmatisera la vieillesse et le handicap comme des maladies dont il faut guérir. La société prônée par les transhumanistes encourage l'usage inhumain des êtres humains, marchandisés, manipulés et constamment surveillés.

Dans l'univers revendiqué par les transhumanistes, la frontière entre le naturel et l'artificiel, entre l'homme et la machine s'efface. Mais que se passerait-il si nous étions dépassés par nos propres technologies ?

(276 mots)

## Production orale

### Exposé

Désormais omniprésente dans nos vies, personnelles comme professionnelles, l'intelligence artificielle est au cœur des débats qui animent la communauté scientifique et informatique, soulevant de nombreuses questions éthiques. Les GAFAM, entre autres, se penchent sur la question de l'intelligence artificielle, preuve qu'il s'agit d'un véritable enjeu. Dans la culture populaire, par exemple, dans des films comme *Terminator* ou *Matrix*, l'IA est souvent synonyme d'une force de destruction, de robots autonomes qui se retournent contre leurs créateurs dans le but de les anéantir. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle n'est plus une hypothèse située dans l'avenir ni une thématique réservée aux œuvres de science-fiction. Qui ne se souvient de la victoire, en 1997, du programme Deep Blue sur le champion du monde d'échecs, Garry Kasparov ? L'IA prend une place de plus en plus importante dans notre quotidien : empreintes digitales, reconnaissance faciale ou de la parole, assistants personnels... elle se cache dans nos smartphones, nos ordinateurs et tous nos objets connectés. Quels sont les apports de l'intelligence artificielle ? Quels en sont les inconvénients ? L'intelligence artificielle peut-elle s'avérer dangereuse pour l'humanité ?

Arrivé à ce point, il me semble important d'examiner les apports de l'IA dans notre vie personnelle et professionnelle. Tout d'abord, dans notre vie quotidienne, les robots qui interagissent avec les humains pourraient rendre divers types de services, comme aider les personnes âgées ou en situation de handicap et réaliser des tâches domestiques. Les robots peuvent être également utiles au travail, et notamment dans les métiers de l'industrie, de la construction et de l'agriculture. Premièrement, sur le plan de la sécurité car ils prendront en charge les tâches pénibles, répétitives ou dangereuses qui entraînent parfois de graves accidents professionnels. Deuxièmement, sur le plan de la productivité car les robots sont capables de produire une plus grande quantité de produits en peu de temps et travaillent sans cesse et avec plus de précision que les hommes. Enfin, sur le plan de l'emploi, car de nombreux postes seront créés grâce aux robots (ingénieurs en informatique et en IA, responsables de leur programmation). L'intelligence artificielle a également bouleversé le domaine des déplacements. Outre le fait que l'IA permet aux applications de navigation (Google maps, Waze, Here Wego, etc.) de fournir une image précise du trafic en cours et de calculer l'itinéraire à suivre, l'utilisation de la voiture autonome semble offrir de belles perspectives en matière de sécurité car elle sera plus fiable et plus rapide que l'homme. Ultra-connectées, ces véhicules permettront à leur utilisateur d'avoir à sa disposition l'ensemble des données liées au déplacement. Ainsi, l'IA se présente comme une solution afin de réduire le risque d'embouteillages et le nombre d'accidents de la route. Dans le secteur de la médecine, les avantages de l'IA sont nombreux. Grâce à sa précision, l'intelligence artificielle permet de réduire considérablement le risque d'erreurs. En outre, l'IA permet d'améliorer le diagnostic des maladies à la faveur d'une capacité d'analyse de bases de données illimitées. Ainsi pourra-t-on déceler plus rapidement de nombreuses pathologies, et les traiter avec plus d'efficacité. L'IA favorise également les traitements à distance, réduisant ainsi les coûts et le temps d'hospitalisation des patients. L'intelligence artificielle est également au cœur de l'avenir de la finance et du commerce car elle facilite la collecte de données personnelles et aide à identifier et à personnaliser les besoins et les préférences des clients. Enfin, l'IA pourrait être la clé d'une nouvelle ère de l'industrie spatiale et de l'aéronautique car on peut désormais envoyer des robots et des véhicules télécommandés, bien plus résistants que les humains aux conditions extrêmes de l'espace. C'est d'ailleurs le cas de la mission Mars 2020.

Cependant, le recours à l'intelligence artificielle présente certains inconvénients. Tout d'abord, sa création nécessite des dépenses énormes car ce sont des machines complexes qui requièrent également un entretien et une maintenance très onéreux. Les systèmes d'intelligence artificielle peuvent être défaillants et provoquer une interruption de l'activité ou des dysfonctionnements. En outre, on ne peut pas négliger la possibilité d'une erreur dans la programmation, d'une éventuelle cyberattaque ou d'un piratage des systèmes contrôlés par l'IA. Si le développement de l'intelligence

artificielle a permis un progrès considérable de la société, elle ne reste pas pour autant sans danger. Pourquoi donc craindre une invention qui a tant facilité et amélioré notre vie ? Tout d'abord, on craint la déshumanisation du travail : l'arrivée de l'IA supprimerait de nombreux postes (notamment les moins qualifiés) et augmenterait le nombre de chômeurs. Les moins diplômés risqueraient ainsi de rester en retrait du marché du travail. C'est déjà le cas des caisses automatiques qui remplacent les caissières dans les supermarchés, des véhicules automatiques, etc. De plus, l'arrivée de l'IA aura des répercussions sur nos sociétés : d'une part, on risque de créer une société entièrement contrôlée où rien n'échappe à la surveillance des machines. De l'autre, le développement de l'IA pourrait creuser les inégalités sociales et amplifier les discriminations existantes. Par exemple, selon certains chercheurs, il s'avère que les logiciels de reconnaissance faciale sont moins efficaces lorsqu'il s'agit de peaux foncées, mais aussi de femmes. Plus grave encore, l'intelligence artificielle représente une menace pour la démocratie car elle facilite la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux et les médias. Le *deep fake* rend les truquages de plus en plus faciles et indétectables : tout le monde peut dès lors remplacer la voix et le visage de quelqu'un de manière réaliste, et créer ainsi une vidéo virale trompeuse dans le but de manipuler l'opinion des personnes à qui elle est destinée.

Mais, à mon avis, le pire cauchemar, c'est la perte de contrôle de l'Homme sur la machine qui conduirait l'humanité à sa disparition. Et cette perte de contrôle vient de l'essence même de l'intelligence artificielle : l'apprentissage automatique. Les machines seront aptes à apprendre par elles-mêmes et non grâce à la programmation des humains. Les systèmes de l'IA pourraient ainsi totalement échapper à notre contrôle et finir par se révolter contre nous !

**PRÉPADALF**



Livret

**Transcriptions, plans, corrigés**